



Compte rendu d'activité de concession 2025

Regroupement Pivot et Constitutifs SIGEIF



**L'énergie
est
notre avenir,
économisons-la !**



01. L'essentiel de votre concession **7**

Les chiffres clefs de votre concession	8
Vos interlocuteurs territoriaux	10
Vos contrats de concession	13
Les spécificités de votre contrat	16

02. La transition écologique **23**

Le gaz vert	24
La mobilité durable	34
La sobriété énergétique	39
Le bilan carbone	50

03. L'activité au quotidien **55**

Les clients et leurs usages	56
Les services et les prestations	63
L'activité de comptage	68
L'écoute client	71
La chaîne d'intervention	83
La sécurité du réseau	90

04. Le patrimoine de votre territoire **107**

Les ouvrages	108
Les chantiers	113
Les investissements	118
La valorisation de votre patrimoine	125

05. Le compte d'exploitation **129**

Le tarif de distribution - ATRD	130
La synthèse du compte d'exploitation	135
Les recettes	140
Les charges	142
L'équilibre financier	151

06. GRDF & Vous **157**

La distribution du gaz, une mission de service public	158
Une organisation à votre service	161
La responsabilité sociétale de l'entreprise	165
Le Portail Collectivités	169



Consommer la bonne énergie au bon endroit, consommer moins avec des solutions performantes, consommer mieux avec des gaz verts produits localement, c'est la garantie d'une empreinte carbone allégée pour votre collectivité. »

L'édito

Mesdames et Messieurs, chères autorités concédantes,

Le compte-rendu annuel de votre concession est pour moi l'occasion de vous remercier à nouveau pour la confiance que vous nous accordez. En 2025, ce sont 300 renouvellements de contrats de concession qui ont été signés, preuve de cette confiance et de la pertinence du modèle finalisé en 2022 avec les fédérations d'élus. Ainsi, plus de la moitié des clients gaz bénéficient de ce modèle de contrat, témoignant du souhait des collectivités de piloter au mieux le service public de distribution de gaz.

Ce réseau performant vous appartient et, depuis toujours, nous avons à cœur de le gérer en toute sécurité. Les 470 millions d'euros d'investissements en 2025 en sont une illustration concrète. Les dommages aux ouvrages sont aussi en baisse constante grâce aux efforts de tous. Ce réseau est aussi un atout majeur pour sa résilience aux phénomènes climatiques, pour sa complémentarité avec les autres réseaux, qui a permis à tout le système énergétique français de passer les derniers pics hivernaux, et pour son rôle dans la dynamique des gaz verts.

Ces gaz verts sont au cœur des enjeux de la transition écologique. Avec le biométhane, dont la capacité atteint déjà près de 16 TWh, avec les autres gaz renouvelables et bas-carbone sur lesquels nous pourrions bientôt compter, notre ambition de 20% de gaz verts en 2030 et 100% en 2050 reste intacte. La publication récente de la PPE3 confirme la place incontournable et grandissante de ces gaz verts dans le mix énergétique, avec l'objectif de 44 TWh injectés en 2030. Avec les capacités existantes et les 18 TWh de projets en étude inscrits, le registre des capacités présente d'ores et déjà un volume à hauteur



de 34 TWh par an, ce qui confirme que nos ambitions sont réalistes et compatibles avec les objectifs de la PPE3 et l'exigence d'un mix équilibré.

Car la transition énergétique ne se décrète pas : nous la construisons ensemble, avec nos compétences respectives et avec une vision spécifique pour chaque territoire. Dans un contexte international incertain, les gaz renouvelables représentent une opportunité stratégique pour les territoires en termes de développement économique local, de soutien à la filière agricole, de souveraineté énergétique et de décarbonation. Dans cette perspective, GRDF a bâti un projet d'entreprise audacieux, salué par l'ADEME en 2025. À travers celui-ci, GRDF s'engage notamment à vous accompagner dans la réduction de vos émissions de gaz à effet de serre.

Consommer la bonne énergie au bon endroit, consommer moins avec des solutions performantes, consommer mieux avec des gaz verts produits localement, c'est la garantie d'une empreinte carbone allégée pour votre collectivité.

Dans cette dynamique, vous pouvez compter sur la pleine mobilisation de toutes les équipes de GRDF à vos côtés !

Encore une fois, merci pour votre confiance et je vous souhaite une bonne lecture.

Laurence Poirier-Dietz
Directrice générale





01.

L'essentiel de votre concession

1.1	Les chiffres clefs de votre concession	8
1.2	Vos interlocuteurs territoriaux	10
1.3	Vos contrats de concession	13
1.4	Les spécificités de votre contrat	16

1.1 Les chiffres clefs de votre concession

Clientèle



1 110 383

Nombre de clients



5 008

Nombre de premières
mises en service clients



21 607 GWh

Quantités de gaz
acheminées



93,9%

Taux de satisfaction
accueil dépannage gaz /
exploitation maintenance
(région)



5 606

Nombre de réclamations



92,9%

Taux de demandes
fournisseurs traitées
dans les délais

Économie



111 M€

Investissements réalisés
sur la concession



406 M€

Recettes acheminement
et hors acheminement

Maintenance et sécurité



124%

Taux d'atteinte de l'objectif de surveillance du réseau



100%

Taux de visites réalisées sur les postes de détente réseau



101%

Taux de visites réalisées sur les robinets



99%

Taux de visites réalisées sur les branchements collectifs



18 240

Nombre d'interventions de sécurité gaz



14 800

Nombre d'incidents

Patrimoine



9 528 km

Longueur totale des conduites



1 047 378

Nombre de compteurs domestiques actifs



8 471 m

Longueur de réseau développé

1.2 Vos interlocuteurs territoriaux



Cécile NIVAUD

Directrice Territoriale IDF Ouest

📞 0668932594

✉ cecile.nivaud@grdf.fr



Marie-Odile BEUVADEN

Contract Manager

📞 0631544026

✉ marie-odile.beuvaden@grdf.fr



Santa ORSINI

Directrice Clients Territoires Île-de-France

A l'échelle nationale, l'année 2025 aura été marquée par une forte instabilité politique et une économie sous tension avec des finances publiques fortement dégradées, impactant les différents échelons territoriaux. Dans un contexte où le climat s'impose également comme une réalité tangible, diverses manifestations d'agriculteurs ont éclaté, opposant exigences économiques et normes environnementales. Alors qu'il semble plus que jamais nécessaire de penser le mix énergétique dans une recherche d'optimisation économique, les solutions gaz et les gaz verts contribuent à répondre à ces grands enjeux :

Facilement, stockable, le gaz reste indispensable pour assurer la pointe hivernale. A titre d'exemple, le 6 janvier 2026, date à laquelle les températures étaient négatives en France, 125 GW de gaz et 90 GW d'électricité ont été appelés.

Dans les bâtiments, avec les chaudières THPE et les PAC hybrides, comme dans la mobilité lourde, avec le BioGNV, les solutions gaz sont des solutions matures, qui ont fait leurs preuves, accessibles à l'investissement et économiques à l'usage. En réduisant les consommations de gaz (efficacité énergétique et/ou hybridation) et en consommant du gaz vert, les solutions gaz, moins chères à l'achat, peuvent permettre de décarboner plus vite un parc. Cela s'avère aussi bien pour la gestion d'un parc de bâtiments que pour une flotte de véhicules. C'est le choix qu'a fait Île-de-France Mobilités en réaffirmant sa stratégie de convertir, d'ici 2029, 70% de son parc de bus au BioGNV (pour les distances plus longues, en 2^{ème} couronne notamment), le reste étant converti à l'électricité.

Pour les agriculteurs méthaniseurs, la vente du biométhane apporte un complément de revenu, avec une stabilité dans le temps (contrats long terme) et décorrélé des marchés agricoles, contribuant ainsi à la mitigation des risques. La production du digestat permet en outre de limiter considérablement (de l'ordre de 30% a minima) l'achat d'engrais azoté. A l'heure où les prix de l'azote s'envolent, les exploitations disposant d'un méthaniseur profitent d'un avantage concret et immédiat.

En Île-de-France, avec 3 mises en service au cours de l'année 2025, ce sont 63 méthaniseurs qui injectent du biométhane dans les réseaux de gaz, couvrant ainsi l'équivalent en consommation de plus de 5 300 bus, ou 334 000 logements neufs. GRDF poursuit activement l'accompagnement des porteurs de projets de méthanisation afin d'augmenter la production locale de gaz vert. Méthaniser les biodéchets, les boues des stations d'épuration, ainsi que le fumier équin sont autant d'initiatives qui permettront à la région d'asseoir sa souveraineté énergétique. Côté mobilité, ce sont 7 stations d'avitaillements qui ont été mises en service en 2025 portant à 160 le nombre total de stations en Île-de-France dont 44 stations publiques, permettant ainsi un avitaillement en BioGNV pour les véhicules lourds.

Côté décarbonation des usages dans le bâtiment, la journée décarbonation du secteur tertiaire organisée par GRDF le 9 avril 2025 dans les locaux de l'entreprise SEET à Meaux a permis de mettre en évidence la pertinence et la performance des PAC hybrides, produites en Île-de-France, pour les bâtiments à usage tertiaire. On rappellera qu'à quelques mètres de là l'entreprise FRISQUET produit quant à elle des PAC hybrides pour le secteur résidentiel. Quels que soient les types de bâtiments, les solutions hybrides se développent en Île-de-France, notamment dans divers groupes scolaires (Survilliers (95), Meudon (92), La Rochette (77)...). L'hybridation peut aussi bien se concevoir par le couplage d'une chaudière THPE avec une PAC électrique, mais aussi avec de la géothermie de surface. Plus généralement GRDF continue d'accompagner les collectivités dans la modernisation et recherche d'efficacité de leurs installations énergétiques. Ainsi des démarches sérieuses de Maîtrise de la Demande en Energie peuvent permettre d'atteindre 20 à 30% d'économie grâce à des écogestes. L'optimisation des chaufferies, en lien avec les exploitants, peut également permettre de réduire les factures des collectivités. Nos équipes sont à votre disposition pour vous aider dans ces différentes recherches d'optimisation.

Ces sujets liés directement à la transition énergétique s'appuient sur des fondamentaux toujours présents que sont la sécurité, la surveillance des réseaux et la sensibilisation aux endommagements. En la matière, l'année 2025 aura été marquée par le déploiement du dispositif Balises de sécurité 2024-2030, sous l'égide de l'Observatoire régional DT-DICT, avec l'appui du Pôle Énergie, de GRDF et d'ENEDIS. Sept réunions départementales ont réuni près de 700 participants issus des collectivités et des entreprises de travaux publics. Cette mobilisation, même si l'on peut s'en réjouir, ne doit pas rester ponctuelle, c'est pourquoi nous serons toujours prêts à vous rappeler le contenu de cette démarche, et notamment dans le contexte de reprise des travaux postérieurement aux élections municipales.

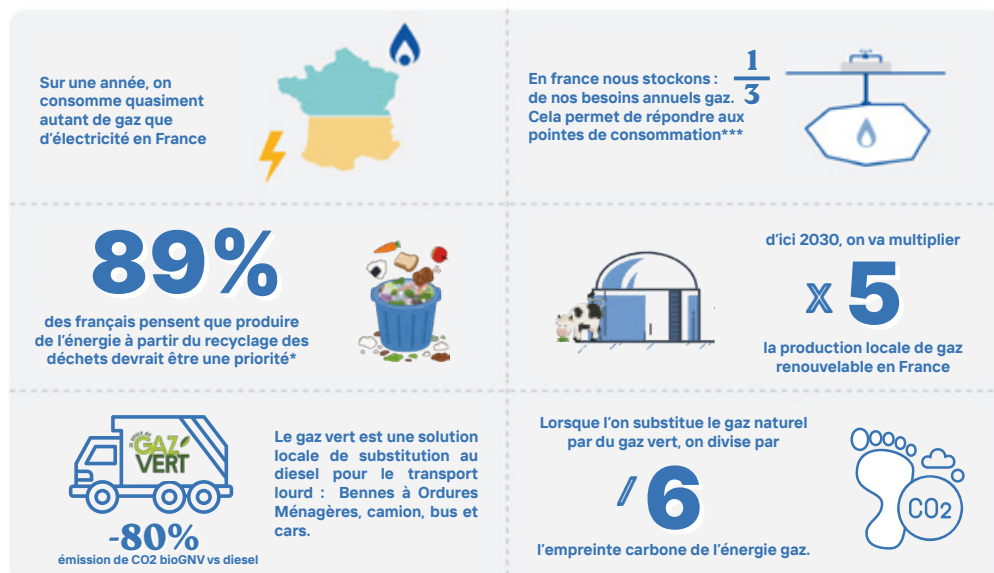
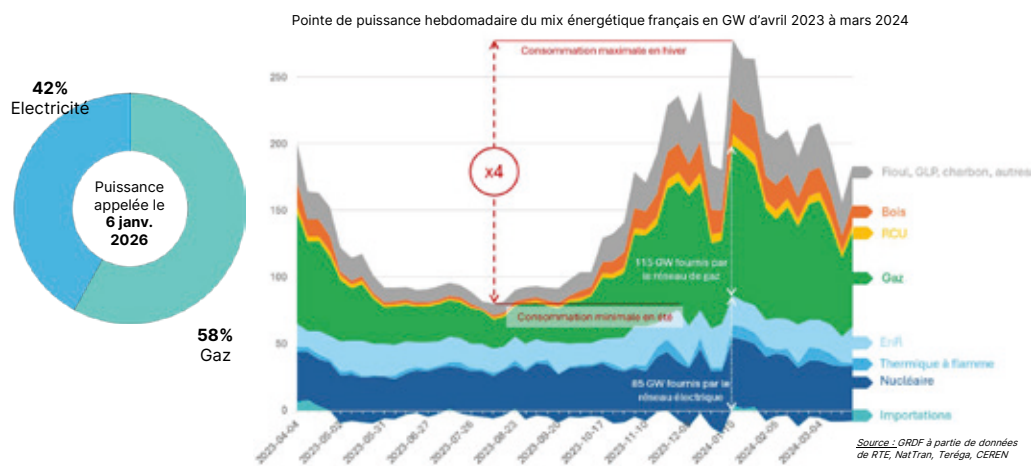
En effet, à l'heure où j'écris ce message, certains de nos lecteurs ont pris, ou repris, de nouvelles responsabilités dans leur collectivité, commune, intercommunalité ou syndicat. Permettez-moi de les féliciter et de leur souhaiter pleine réussite pour ce nouveau mandat.

Je vous souhaite enfin, au nom de tous les collaborateurs et partenaires de GRDF qui œuvrent tous les jours sur votre réseau et votre territoire, une excellente lecture du compte rendu annuel d'activité pour l'année 2025.

L'énergie gaz apporte au système énergétique français

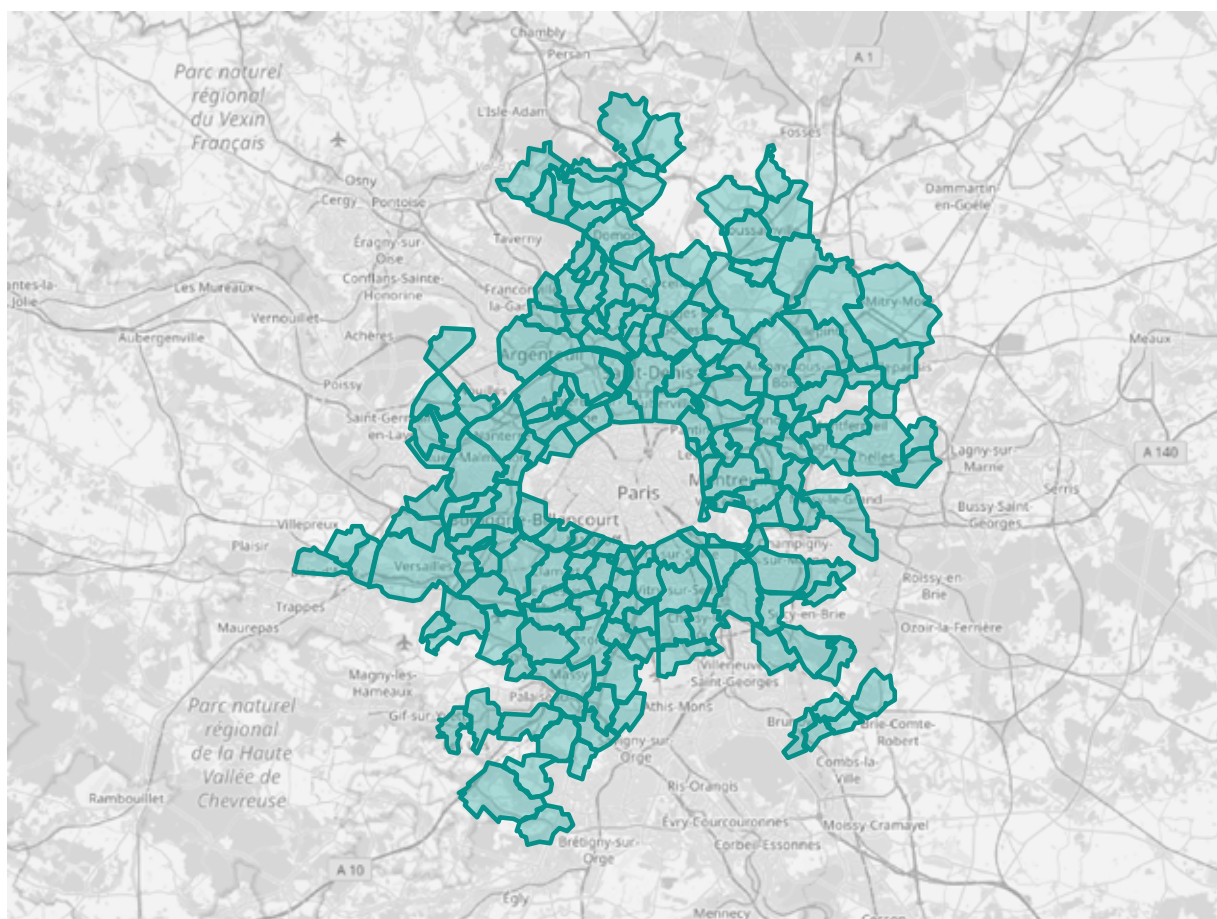
Lors des derniers hivers froids, **le gaz a fourni jusqu'à 50% des besoins en énergie en période de pointe**. Le gaz reste indispensable pour assurer la pointe de consommation hivernale. **Facilement stockable**, le gaz permet de répondre aux variations d'appels de puissance sur le réseau et favorise la flexibilité en **répondant à l'intermittence de la production d'énergie renouvelable**.

Le 6 janvier 2026, date à laquelle les températures étaient négatives en France, 125 GW de gaz et 90 GW d'électricité ont été appelés.



1.3 Vos contrats de concession

GRDF est lié aux autorités concédantes par un contrat de concession qui précise les conditions d'exploitation du service public de la distribution de gaz et les engagements contractuels des deux parties pendant la durée du contrat.



À fin 2025, votre contrat de concession pivot et ses constitutifs porte sur les 188 communes administratives (190 communes au sens GRDF) suivantes :

77055 - BROU-SUR-CHANTEREINE	78524 - ROCQUENCOURT
77108 - CHELLES	78190 - CROISSY-SUR-SEINE
77139 - COUNTRY	78242 - FONTENAY-LE-FLEURY
77294 - MITRY-MORY	78322 - JOUY-EN-JOSAS
77450 - SERVON	78343 - LES LOGES-EN-JOSAS
77479 - VAIRES-SUR-MARNE	78358 - MAISONS-LAFFITTE
77514 - VILLEPARISIS	78418 - MONTESSON
78073 - BOIS-D'ARCY	78545 - SAINT-CYR-L'ECOLE
78124 - CARRIERES-SUR-SEINE	78640 - VELIZY-VILLACOUBLAY
78126 - LA CELLE-SAINT-CLOUD	78646 - VERSAILLES
78146 - CHATOU	78650 - LE VESINET
78158 - LE CHESNAY-ROCQUENCOURT	78686 - VIROFLAY
pour les communes déléguées de :	91044 - BALLAINVILLIERS
78158 - LE CHESNAY	91064 - BIEVRES

1. L'essentiel de votre concession

91097 - BOUSSY-SAINT-ANTOINE	93001 - AUBERVILLIERS
91122 - BURES-SUR-YVETTE	93005 - AULNAY-SOUS-BOIS
91136 - CHAMPLAN	93006 - BAGNOLET
91161 - CHILLY-MAZARIN	93007 - LE BLANC-MESNIL
91215 - EPINAY-SOUS-SENART	93008 - BOBIGNY
91312 - IGNY	93010 - BONDY
91339 - LINAS	93013 - LE BOURGET
91345 - LONGJUMEAU	93027 - LA COURNEUVE
91363 - MARCOUSSIS	93029 - DRANCY
91377 - MASSY	93030 - DUGNY
91432 - MORANGIS	93031 - EPINAY-SUR-SEINE
91458 - NOZAY	93032 - GAGNY
91471 - ORSAY	93039 - L'ILE-SAINT-DENIS
91587 - SAULX-LES-CHARTREUX	93045 - LES LILAS
91645 - VERRIERES-LE-BUISSON	93046 - LIVRY-GARGAN
91661 - VILLEBON-SUR-YVETTE	93047 - MONTFERMEIL
91689 - WISSOUS	93048 - MONTREUIL
92002 - ANTONY	93049 - NEUILLY-PLAISANCE
92004 - ASNIERES-SUR-SEINE	93051 - NOISY-LE-GRAND
92007 - BAGNEUX	93053 - NOISY-LE-SEC
92009 - BOIS-COLOMBES	93055 - PANTIN
92012 - BOULOGNE-BILLANCOURT	93057 - LES PAVILLONS-SOUS-BOIS
92014 - BOURG-LA-REINE	93061 - LE PRE-SAINT-GERVAIS
92019 - CHATENAY-MALABRY	93062 - LE RAINCY
92020 - CHATILLON	93063 - ROMAINVILLE
92022 - CHAVILLE	93064 - ROSNY-SOUS-BOIS
92023 - CLAMART	93066 - SAINT-DENIS pour les communes
92024 - CLICHY	délégées de :
92025 - COLOMBES	93059 - PIERREFITTE-SUR-SEINE
92026 - COURBEVOIE	93066 - SAINT-DENIS
92032 - FONTENAY-AUX-ROSES	93070 - SAINT-OUEN-SUR-SEINE
92033 - GARCHES	93071 - SEVRAN
92035 - LA GARENNE-COLOMBES	93072 - STAINS
92036 - GENNEVILLIERS	93073 - TREMBLAY-EN-FRANCE
92040 - ISSY-LES-MOULINEAUX	93074 - VAUJOURS
92044 - LEVALLOIS-PERRET	93077 - VILLEMOMBLE
92046 - MALAKOFF	93078 - VILLEPINTE
92047 - MARNES-LA-COQUETTE	93079 - VILLETANEUSE
92048 - MEUDON	94002 - ALFORTVILLE
92049 - MONTROUGE	94003 - ARCUEIL
92050 - NANTERRE	94004 - BOISSY-SAINT-LEGER
92051 - NEUILLY-SUR-SEINE	94011 - BONNEUIL-SUR-MARNE
92060 - LE PLESSIS-ROBINSON	94015 - BRY-SUR-MARNE
92062 - PUTEAUX	94016 - CACHAN
92063 - RUEIL-MALMAISON	94018 - CHARENTON-LE-PONT
92064 - SAINT-CLOUD	94019 - CHENNEVIERES-SUR-MARNE
92071 - SCEAUX	94021 - CHEVILLY-LARUE
92072 - SEVRES	94022 - CHOISY-LE-ROI
92073 - SURESNES	94028 - CRETEIL
92075 - VANVES	94033 - FONTENAY-SOUS-BOIS
92076 - VAUCRESSON	94034 - FRESNES
92077 - VILLE-D'AVRAY	94037 - GENTILLY
92078 - VILLENEUVE-LA-GARENNE	94038 - L'HAY-LES-ROSES

94041 - IVRY-SUR-SEINE	95199 - DOMONT
94042 - JOINVILLE-LE-PONT	95203 - EAUBONNE
94043 - LE KREMLIN-BICETRE	95210 - ENGHIEEN-LES-BAINS
94044 - LIMEIL-BREVANNES	95219 - ERMONT
94046 - MAISONS-ALFORT	95241 - FONTENAY-EN-PARISIS
94047 - MANDRES-LES-ROSES	95268 - GARGES-LES-GONESSE
94048 - MAROLLES-EN-BRIE	95277 - GONESSE
94052 - NOGENT-SUR-MARNE	95280 - GOUSSAINVILLE
94054 - ORLY	95288 - GROSLAY
94055 - ORMESSON-SUR-MARNE	95351 - LOUVRES
94056 - PERIGNY	95369 - MARGENCY
94058 - LE PERREUX-SUR-MARNE	95409 - MOISSELLES
94065 - RUNGIS	95426 - MONTLIGNON
94067 - SAINT-MANDE	95427 - MONTMAGNY
94068 - SAINT-MAUR-DES-FOSSES	95428 - MONTMORENCY
94069 - SAINT-MAURICE	95430 - MONTSOULT
94073 - THIAIS	95489 - PISCOP
94076 - VILLEJUIF	95509 - PUISEUX-EN-FRANCE
94080 - VINCENNES	95527 - ROISSY-EN-FRANCE
94081 - VITRY-SUR-SEINE	95539 - SAINT-BRICE-SOUS-FORET
95014 - ANDILLY	95555 - SAINT-GRATIEN
95018 - ARGENTEUIL	95566 - SAINT-MARTIN-DU-TERTRE
95019 - ARNOUVILLE	95582 - SANNOIS
95028 - ATTAINVILLE	95585 - SARCELLES
95042 - BAILLET-EN-FRANCE	95598 - SOISY-SOUS-MONTMORENCY
95056 - BELLOY-EN-FRANCE	95612 - LE THILLAY
95061 - BETHEMONT-LA-FORET	95660 - VILLAINES-SOUS-BOIS
95088 - BONNEUIL-EN-FRANCE	95678 - VILLIERS-ADAM
95091 - BOUFFEMONT	95680 - VILLIERS-LE-BEL
95151 - CHAUVRY	
95197 - DEUIL-LA-BARRE	

Pour accéder aux informations détaillées du CRAC

Vous pouvez compléter votre lecture et votre analyse du CRAC en utilisant la « Plateforme de Données Concession » (PDC), qui vous donne accès directement à toutes les données détaillées présentées dans le CRAC. Elle est accessible sur le site GRDF.fr via le « Portail Collectivités ».

1.4 Les spécificités de votre contrat

Pour un nouveau cadre incitatif local

La volonté des représentants des collectivités d'instaurer un cadre incitatif local efficace a conduit à la mise en place de nouveaux indicateurs de performance dans le modèle de contrat de concession 2022.

Ces indicateurs sont complémentaires à ceux déjà suivis par la Commission de Régulation de l'Énergie (CRE) dans le cadre de la régulation incitative de l'ATRD. Ils sont définis à la maille de chaque contrat de concession et assortis de pénalités financières en cas de non atteinte des objectifs fixés dans le contrat.

Le modèle de contrat retient ainsi trois thématiques : la qualité des données patrimoniales, la disponibilité du service par la mesure des temps de coupure et la qualité de service rendu aux clients.

Ces indicateurs et les mesures incitatives associées constituent un nouvel outil d'incitation à la performance du concessionnaire pour garantir la qualité du service rendu aux usagers de la concession.

Le principe de la révision quinquennale de ces indicateurs a été retenu dans le modèle de contrat.

Indicateurs de performance

	2025	Valeurs seuils de votre contrat de concession
Taux de cohérence entre bases comptable et technique sur les canalisations du stock	93,63%	97,00%
Taux de cohérence entre bases comptable et technique sur les ouvrages collectifs	99,04%	99,50%
Temps de coupure moyen par client (option A, en min)	29,18	Seuil 1 : 30 min / Seuil 2 : 60 min
Temps de coupure moyen par client coupé (option B, en h)	19,17	Seuil 1 : 6 h / Seuil 2 : 24 h
Taux de satisfaction des clients	90,85%	Seuil 1 : 90% / Seuil 2 : 85%
Taux de respect des délais catalogue	92,88%	Seuil 1 : 90% / Seuil 2 : 85%

Le Radar Sécurité

Conformément au nouveau modèle de cahier des charges, l'autorité concédante et le concessionnaire mettent en place un système de suivi de la qualité du service rendu conformément aux articles D. 2224-50 et D.2224-51 du code général des collectivités territoriales.

Les indicateurs du radar sécurité constituent des paramètres, le plus souvent chiffrés, permettant de suivre et d'évaluer la qualité du service public. Regroupés par grandes familles et critères de synthèse, ils sont destinés à :

- suivre l'activité du Concessionnaire par la collecte des données les plus caractéristiques de la Concession
- améliorer en continu la performance et la qualité des services rendus par le Concessionnaire, et en particulier la sécurité du Réseau.

Sous réserve de dispositions complémentaires dans l'arrêté mentionné à l'article D.2224-51 du code général des collectivités territoriales, les indicateurs retenus sont détaillés dans la grille en annexe 4 de votre contrat de concession. Cette grille constitue la liste des indicateurs de suivi d'activité et de qualité de service et de sécurité que le Concessionnaire s'engage à transmettre pour chaque année civile à l'Autorité Concédante dans le CRAC.

Liste des indicateurs :

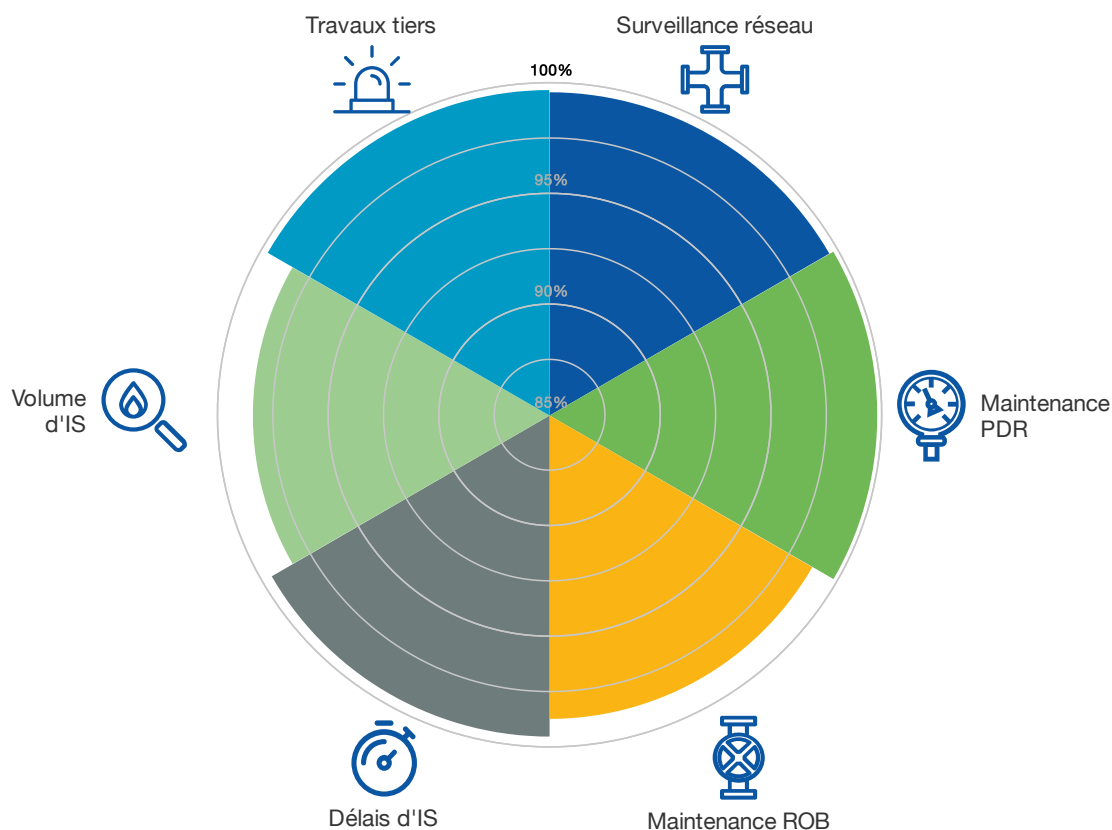
- Maintenance
 - Surveillance réseau : Taux de linéaire réseau visité conformément à la réglementation.
 - Maintenance PDR : Taux de postes de détente réseau (PDR) visités conformément à la réglementation.
 - Maintenance ROB : Taux de robinets (ROB) visités conformément à la réglementation.
- Sécurité
 - Délais d'IS : Taux d'intervention de sécurité (IS) en moins de 60 minutes. Cet indicateur est le seul à être à la maille départementale.
 - Volume d'IS : Correspond à 1 moins le ratio entre le nombre d'interventions de sécurité (IS) et le nombre de clients.
 - Travaux tiers : Correspond à 1 moins le ratio entre le nombre de dommages (DO) avec fuite sur les ouvrages en concession enterrés et le nombre de déclarations d'intention de commencement de travaux (DICT).

Afin d'estimer comment se situe la concession pour chacun des indicateurs, un tableau récapitulatif présente les résultats du contrat ainsi que ceux du premier et du neuvième décile des contrats de concession de GRDF.

Un décile est défini comme les neuf valeurs qui divisent un jeu de données, triées selon une relation d'ordre, en dix parts égales. Chaque partie représente ainsi 1/10^{ème} de l'échantillon.

Dans le cas du radar de sécurité, pour chacun des six indicateurs, l'échantillon est la liste des valeurs des contrats pour lesquels l'indicateur est mesurable, ordonnées par résultat croissant.

1. L'essentiel de votre concession



	Surveillance réseau	Maintenance PDR	Maintenance ROB	Délai d'IS	Volume d'IS	Travaux tiers
Votre concession	99,6%	99,8%	98,7%	99,5%	98,4%	99,7%
1er décile	100,0%	98,6%	100,0%	97,9%	97,4%	99,6%
9ème décile	100,0%	100,0%	100,0%	99,9%	99,3%	100,0%

Programmes d'investissements SDI/PPI

Le Schéma Directeur des Investissements Prévisionnels (SDI) propose une vision long terme de l'évolution du réseau de distribution de gaz de la Concession, prenant en compte notamment la planification énergétique du territoire, les zones de développement identifiées ou potentielles et la politique d'adaptation et de modernisation des ouvrages (y compris leur renouvellement le cas échéant), ces notions étant liées entre elles.

Ce SDI s'articule autour de 4 thématiques :

- Investissements relatifs au développement du Réseau et au service de la transition écologique du territoire («Raccordements et transition écologique ») : raccordements de nouveaux clients, de stations d'avitaillement GNV/bioGNV, de sites de production de gaz renouvelables, smart grid gaz, etc.
- Investissements liés aux demandes de tiers («Modification d'ouvrages à la demande de tiers ») : déplacements d'ouvrages et modifications d'ouvrages à la demande de tiers
- Investissements relatifs à la structure du Réseau et à la sécurité industrielle (« Adaptation et modernisation des ouvrages ») : restructurations et renforcements, optimisation du schéma de vannage, modernisation des ouvrages (réseaux, branchements et ouvrages

collectifs), incluant les travaux résultant d'exigences réglementaires (arrêté du 13 juillet 2000 modifié portant règlement de sécurité de la distribution de gaz combustible par canalisations et arrêté du 23 février 2018 modifié relatif aux installations de gaz combustible des bâtiments d'habitation individuelle ou collective), etc.

- Investissements relatifs au comptage (« Comptage et postes de livraison (y compris compteurs communicants) ») : compteurs communicants, postes de livraison client, autres comptages et télérelevé.

De façon générale, il repose sur :

- Les grandes orientations et projets connus à la date de son élaboration (ex. implantations industrielles et zones d'aménagement / développement, grands projets urbains nécessitant des déplacements d'ouvrages, projets de production de gaz renouvelables dont biométhane, implantations de station GNV, réglementation...) et des hypothèses quant aux évolutions à venir,
- Les analyses du Concessionnaire quant à la résilience du réseau face aux aléas climatiques (risque « crue », risque « froid »),
- Les évolutions réglementaires,
- La quantité et la nature des ouvrages identifiés dans le cadre de la méthode de gestion du risque industriel du Concessionnaire,
- Ce SDI repose également sur les actions déjà réalisées et à poursuivre sur le territoire de la concession.

Volumes financiers envisagés dans le contrat en k€ :

SDI : PPI 1 à 6	PPI 1 2023- 2027	PPI 2 2028- 2032	PPI 3 2033- 2037	PPI 4 2038- 2042	PPI 5 2043- 2047	PPI 6 2048-2052	Total SDI
Raccordements et transition écologique	61 990	58 680	56 250	56 250	56 250	56 250	345 670
dont raccordement de nouveaux clients	56 250	56 250	56 250	56 250	56 250	56 250	337 500
dont raccordement de stations GNV	3 420	1 080	0	0	0	0	4 500
dont gaz renouvelables et Smart Gas	2 320	1 350	0	0	0	0	3 670
Grds							
Modification d'ouvrages à la demande de tiers	29 500	24 000	22 500	22 500	22 500	22 500	143 500
Adaptation et modernisation des ouvrages	175 000	178 000	172 700	172 700	161 050	102 300	961 750
dont investissements de structure	5 750	4 250	4 250	4 250	4 250	4 250	27 000
dont modernisation des ouvrages	169 250	173 750	168 450	168 450	156 800	98 050	934 750
dont programme spécifique renouvellement des réseaux en fonte ductile	84 000	87 500	87 500	87 500	71 750	12 250	430 500
dont programme spécifique renouvellement des réseaux en cuivre	0	0	3 450	3 450	0	0	6 900
dont programme spécifique renouvellement des ouvrages en immeubles	16 500	17 500	17 500	17 500	17 500	17 500	104 000
dont programme spécifique renouvellement de réseaux en zone d'impact crue centennale	0	0	0	0	12 550	13 300	25 850
Comptage et postes de livraison (y compris compteurs communicants)	18 100	11 500	23 150	87 500	13 200	11 500	164 950
Total	284 590	272 180	274 600	338 950	253 000	192 550	1 615 870
dont programmes spécifiques	100 500	105 000	108 450	108 450	101 800	43 050	567 250

Le Programme Pluriannuel d'Investissements (ou PPI) décline les orientations exposées dans le Schéma Directeur des Investissements par périodes de 5 ans.

Volumes financiers envisagés dans le contrat en k€ sur le PPI 1 (2023 - 2027) :

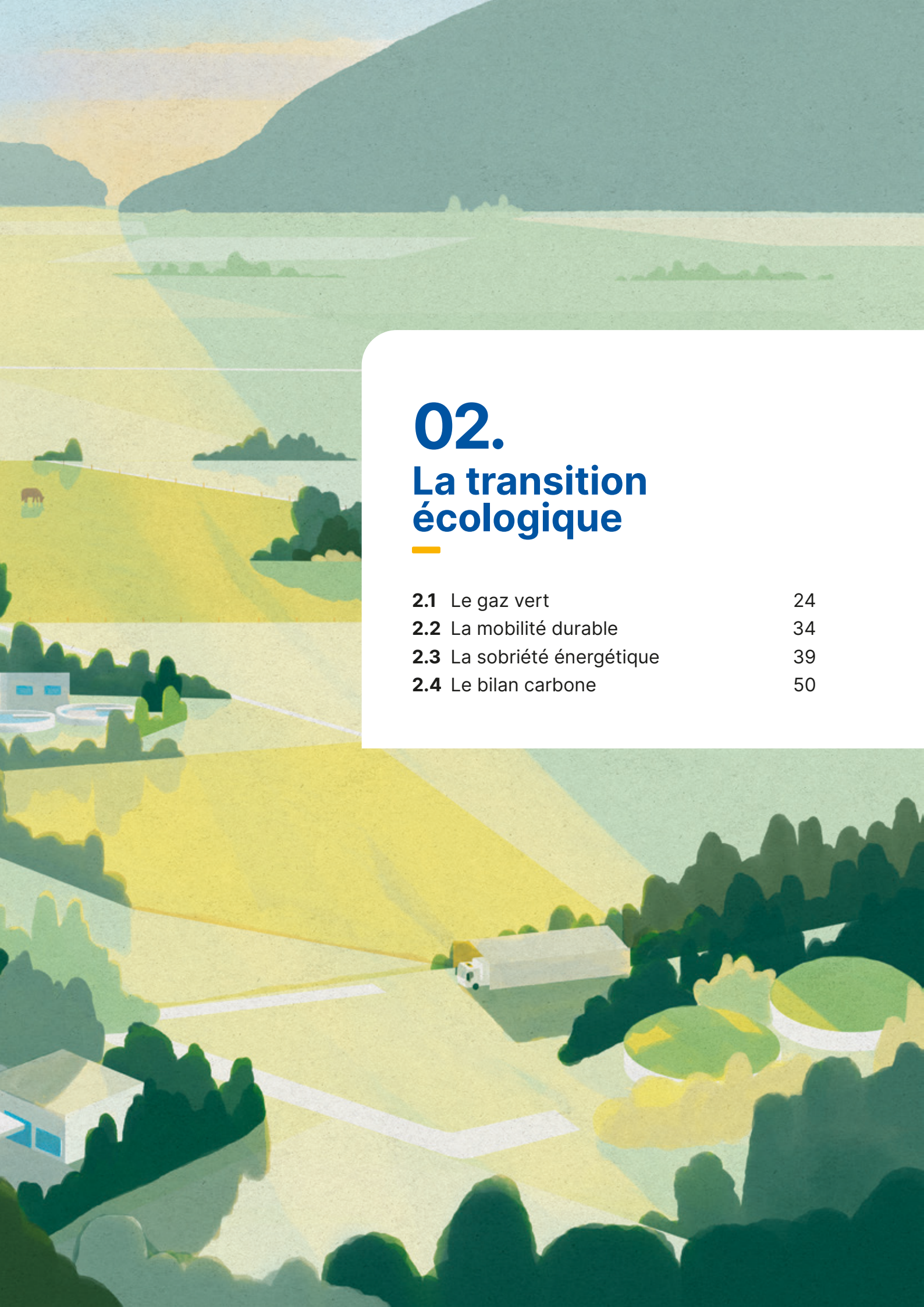
1. L'essentiel de votre concession

PPI Années 1-5	2023	2024	2025	2026	2027	Total PPI
Raccordements et transition écologique	12 800	12 470	12 600	12 060	12 060	61 990
dont raccordement de nouveaux clients	11 250	11 250	11 250	11 250	11 250	56 250
dont raccordement de stations GNV	900	900	900	360	360	3 420
dont gaz renouvelables et Smart Gas Grids	650	320	450	450	450	2 320
Modification d'ouvrages à la demande de tiers	8 000	4 500	6 000	6 000	5 000	29 500
Adaptation et modernisation des ouvrages	33 650	33 650	35 900	35 900	35 900	175 000
dont investissements de structure	1 150	1 150	1 150	1 150	1 150	5 750
dont modernisation des ouvrages	32 500	32 500	34 750	34 750	34 750	169 250
dont programme spécifique renouvellement des réseaux en fonte ductile	15 750	15 750	17 500	17 500	17 500	84 000
dont programme spécifique renouvellement des réseaux en cuivre	0	0	0	0	0	0
dont programme spécifique renouvellement des ouvrages en immeubles	3 000	3 000	3 500	3 500	3 500	16 500
dont programme spécifique renouvellement de réseaux en zone d'impact crue centennale	0	0	0	0	0	0
Comptage et postes de livraison (yc compteurs communicants)	6 600	4 600	2 300	2 300	2 300	18 100
Total	61 050	55 220	56 800	56 260	55 260	284 590
dont programmes spécifiques	18 750	18 750	21 000	21 000	21 000	100 500

Prévisions Pluriannuelles des Investissements sur 3 ans

	2026	2027	2028
Total	56 260 k€	55 260 k€	55 260 k€
Raccordements et transition écologique	12 060 k€	12 060 k€	12 060 k€
dont raccordement de nouveaux clients	11 610 k€	11 610 k€	11 610 k€
dont gaz renouvelable et Smart Gas Grids	450 k€	450 k€	450 k€
Modification d'ouvrages à la demande de tiers	6 000 k€	5 000 k€	5 000 k€
Adaptation et modernisation des ouvrages	35 900 k€	35 900 k€	35 900 k€
dont investissements de structure	1 150 k€	1 150 k€	1 150 k€
dont modernisation des ouvrages	34 750 k€	34 750 k€	34 750 k€
Comptage et postes de livraison (yc compteurs communicants)	2 300 k€	2 300 k€	2 300 k€
dont programmes spécifiques	21 000 k€	21 000 k€	21 000 k€



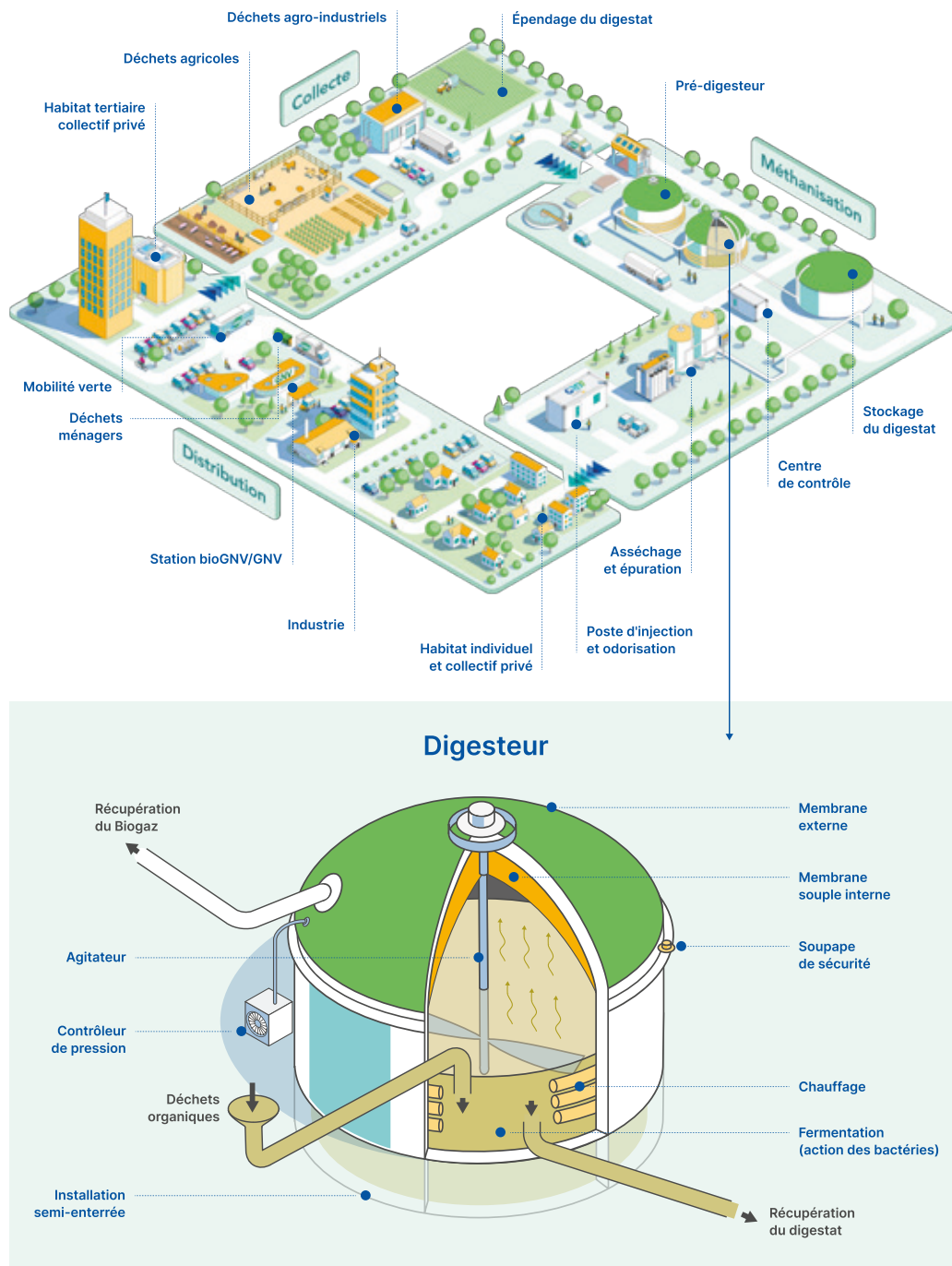
A stylized, layered landscape illustration. The background features a large, dark green mountain range under a pale blue sky. Below the mountains are rolling hills in shades of yellow and green. In the foreground, there are dark green trees and bushes. A white road or path winds through the landscape. On the left, there's a small blue building with a white roof. In the center, a white truck is parked on a road. To the right, there are two large, circular green structures, possibly representing water treatment tanks or agricultural silos. The overall style is flat and graphic, with a focus on natural elements and infrastructure.

02. La transition écologique

2.1	Le gaz vert	24
2.2	La mobilité durable	34
2.3	La sobriété énergétique	39
2.4	Le bilan carbone	50

2.1 Le gaz vert

Le gaz vert



Le biogaz est un gaz 100% renouvelable produit localement et issu de la fermentation anaérobie (méthanisation) de résidus agricoles, d'effluents d'élevage et de déchets des territoires. Après épuration, il atteint le même niveau de qualité que le gaz naturel et peut donc être injecté dans les réseaux et couvrir les besoins des clients en chauffage, cuisson, eau chaude sanitaire, carburant et usage industriel. On l'appelle alors biométhane.

Utilisé comme carburant (BioGNV), il offre une solution économique et écologique pour le transport de marchandises et de personnes.

Nombre de sites d'injection avec capacité d'injection et quantité injectée annuelle

Année	Maille de restitution	Nombre de sites	Capacité d'injection	Quantité injectée
2025	Regroupement Pivot et Constitutifs SIGEIF	2	240 Nm3/h	19 GWh



N°	ID Projet	Typologie	Code INSEE Open Data	Commune Open Data	Capacité d'injection au 31/12 (en Nm3/h)	Année 1ère injection
1	409	STEP*	78545	SAINT-CYR-L'ÉCOLE	100	2019
2	544	STEP*	95268	BONNEUIL-EN-FRANCE	140	2020

*STEP : Station d'épuration

En 2025, la dynamique nationale d'injection de biométhane continue sa croissance avec 72 sites mis en injection dans l'année (dont 64 sur le réseau GRDF) contre 78 en 2024. 800 sites injectent désormais dans les réseaux gaz des opérateurs de réseau en France (dont 674 sur le réseau GRDF) soit une capacité raccordée de 15,5 TWh/an au total. Le volume de biométhane injecté en 2025 est de 13,2 TWh, soit l'équivalent de la production de près de trois réacteurs nucléaires sur une année pleine, ou la consommation en gaz de plus de 3,3 millions de logements neufs, tout cela confirmant le dépassement des objectifs de la

2. La transition écologique

Programmation Pluriannuelle de l'Énergie 2 (PPE2) et la capacité du réseau gazier à faire transiter et acheminer un gaz vert produit localement.

Le nombre de mises en service prévues en 2026 est estimé à 118 soit une hausse importante, le tout renforcé par la ré-indexation du tarif d'achat en 2023 et la publication du décret sur les Certificats de Production de Biogaz (CPB) en juillet 2024, dont les obligations débutent dès 2026.

Les nouveaux projets identifiés en France et enregistrés au registre des capacités représentent un complément de capacité installée de près de 18 TWh/an, soit près de 800 projets inscrits, confirmant un potentiel encore important.

Les principaux types de sites d'injection de biométhane sont :

- Agricole : sites portés par un ou plusieurs exploitants agricoles méthanisant des matières agricoles issues de leurs exploitations et éventuellement des déchets du territoire,
- Industriel territorial / déchets urbains : sites méthanisant les déchets du territoire et/ou la fraction organique des ordures ménagères et/ou des biodéchets, et éventuellement des matières issues d'exploitations agricoles, équestres ou zoos,
- Stations d'épuration (STEP) : sites méthanisant les boues de stations d'épuration urbaines et industrielles,
- Installation de stockage des déchets non dangereux (ISDND) : décharges sur lesquelles le biogaz naturellement produit par les déchets est capté pour être transformé en biométhane.

Le biométhane permet d'atteindre les objectifs fixés par la loi Énergie Climat en augmentant la part d'énergie renouvelable dans les consommations d'énergie, en réduisant les émissions de gaz à effet de serre et en accroissant la proportion de carburant d'origine renouvelable dans les transports.

Le biométhane dispose de plusieurs atouts écologiques :

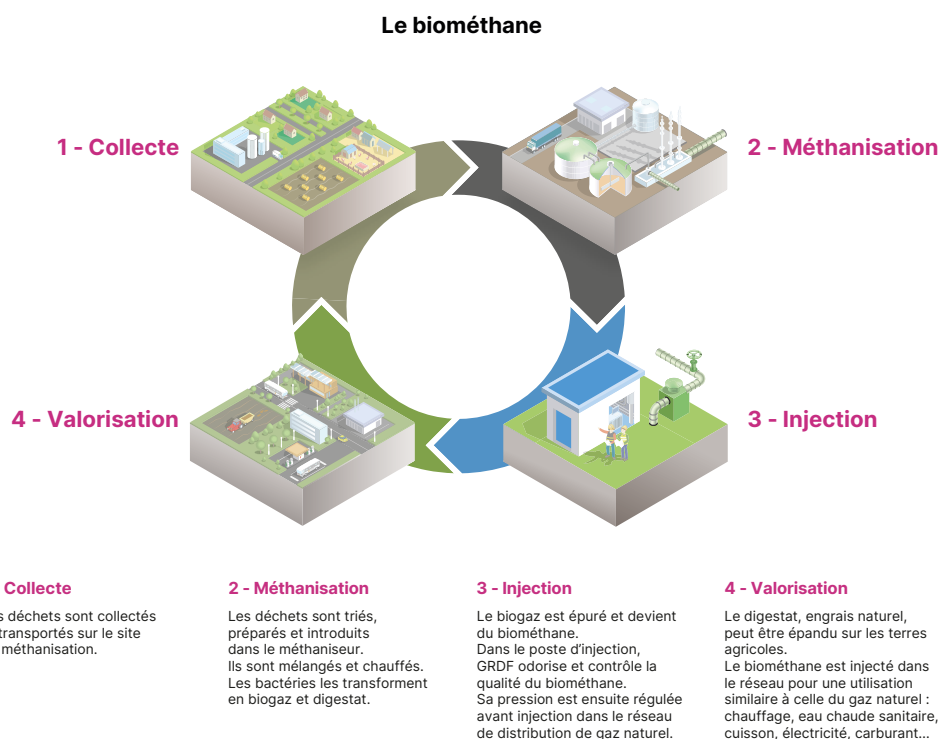
- Il émet 10 fois moins de gaz à effet de serre que le gaz naturel. Selon la base carbone de l'Ademe, le bilan GES du biométhane est de 42g CO₂ eq/kWhPCI.
- Sa production permet de traiter et de valoriser les déchets du territoire (agricoles, ménagers, industriels, agroalimentaires...),
- Sa production génère du digestat, un engrais organique naturel qui peut être épandu sur les terres agricoles et remplacer les engrais minéraux d'origine fossile,
- Sa production est un débouché pour les cultures intermédiaires plantées pour protéger les terres agricoles et améliorer le stockage du carbone dans le sol.

GRDF contribue au développement d'une économie circulaire pour les territoires car la méthanisation s'inscrit pleinement dans cette logique : elle permet à la fois de traiter et réduire le volume de déchets organiques, de produire une énergie locale et renouvelable et de créer une dynamique économique territoriale.

Le système énergétique du biométhane s'organise en boucles courtes et locales, propres à une économie circulaire :

- Le biométhane favorise le développement d'une agriculture durable et pérenne économiquement,
- La filière crée des emplois non délocalisables directs : entre 3 et 4 emplois directs par site,

- Elle générerait déjà plus de 8 000 emplois directs et indirects en 2025, comme le précise l'étude d'impact de la filière sur l'emploi en France. Elle pourrait créer jusqu'à 53 000 emplois d'ici 2030.
- La notoriété de la méthanisation est grandissante, mais reste encore insuffisamment connue du grand public, des associations locales environnementales et de certains élus locaux. Le développement d'un projet de méthanisation, le plus souvent en milieu agricole peut susciter des questions, voire des craintes : impacts sonores et olfactifs, risques environnementaux, perte de valeur du patrimoine immobilier... C'est pourquoi, l'information et le dialogue avec l'ensemble des acteurs locaux (élus, habitants, associations...) sont primordiaux, notamment pour rapprocher la perception de la réalité. La concertation constitue cet espace de dialogue. Une information et un dialogue ouvert, empreint d'écoute et de transparence, contribuent à créer un climat de confiance avec l'ensemble des parties prenantes du territoire.



Depuis le 1^{er} janvier 2024, l'obligation du tri à la source des biodéchets en vue de leur valorisation est élargie à tous (citoyens, acteurs économiques, collectivités...). Leur mobilisation en méthanisation peut permettre de produire de 3 à 9 TWh/an de biométhane au bénéfice du verdissement du réseau de gaz et plusieurs millions de tonnes de digestats, engrais naturels substitués aux engrais de synthèse. Opportunité plutôt qu'obligation, l'appui à la mise en œuvre du tri à la source des biodéchets pour leur valorisation en méthanisation constitue un levier de poids pour la filière méthanisation et l'autonomie des territoires en les inscrivant au cœur des logiques d'économie circulaire.

Le droit à l'injection de biométhane a été créé dans le cadre de la loi « pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et une alimentation saine et durable » (dite « loi EGAlim ») et encadré par un décret puis une délibération de la Commission de Régulation de l'Energie (CRE). Cette loi permet le raccordement de producteurs de biométhane qu'ils soient situés aussi bien dans la zone de gaz concédée ou en dehors. À fin 2025, les investissements dans une soixantaine de rebours et plus de 2 000 km de

2. La transition écologique

maillages ont été validés par la CRE pour permettre la multiplication de points d'injection. À l'horizon 2028, les schémas de zonage validés par la CRE envisagent environ 650 millions d'euros de renforcement.

Le 6 juillet 2024, un décret et un arrêté relatifs à l'obligation de restitution des Certificats de Production de Biogaz (CPB) ont été publiés au Journal Officiel. Cette publication marque une étape décisive pour la filière biométhane en France. Créé en août 2021 par la loi Climat et Résilience, le mécanisme des CPB a pour objectif de stimuler la production de biométhane et de contribuer à la Stratégie Nationale Bas Carbone de la France sans recourir aux finances publiques. À compter du 1^{er} janvier 2026, les fournisseurs de gaz naturel devront restituer des CPB en proportion des volumes de gaz livrés aux secteurs résidentiel et tertiaire. L'obligation est fixée à 0,41 % des consommations en 2026, 1,82% en 2027 et 4,15% en 2028, soit environ 6,5 TWh de CPB à cette dernière échéance. En cas de manquement à cette obligation, les fournisseurs se verront infliger une pénalité de 100€/MWh de CPB manquant. Ce mécanisme constitue le relai de développement du biométhane attendu par la filière depuis plusieurs années et devrait représenter environ 50% des volumes acheminés dans les réseaux à l'horizon 2030.

Afin d'être au rendez-vous du développement des gaz verts et d'atteindre l'objectif de 60 TWh à horizon 2030, GRDF a lancé un projet « x5 », incarnant l'ambition de l'entreprise, et mobilise ainsi l'ensemble de ses équipes. Ce projet s'est structuré autour de 20 actions prioritaires visant à impulser des changements en profondeur pour l'évolution du réseau gaz, le développement des gaz verts, l'animation de la filière, l'efficacité opérationnelle ou la satisfaction des producteurs de biométhane.

En 2025, GRDF a poursuivi son engagement pour le développement du biométhane, en poursuivant son action sur la recherche et le développement (R&D), l'accompagnement des producteurs et la valorisation des biodéchets. Les efforts de R&D se concentrent sur la réduction des coûts d'injection du gaz vert, la maximisation des capacités d'injection du biométhane dans les réseaux, et la flexibilité des quantités injectées depuis les unités de méthanisation.

Dynamique en Île-de-France et sur le territoire du Sigeif

La région s'inscrit pleinement dans cette dynamique nationale. La région compte désormais 63 sites injectant du biométhane, dont 3 mis en service en 2025, représentant une capacité totale de production de 1 335 GWh par an.

Cette production correspond à l'équivalent de la consommation de plus de 330 000 logements neufs se chauffant au gaz ou de 5 300 bus roulant au bioGNV.



Dans cette continuité, le projet de méthanisation de Gennevilliers, d'une capacité de 50 000 tonnes de biodéchets et dont la mise en service est prévue pour fin 2026, viendra renforcer les capacités de valorisation des biodéchets du territoire. Implanté au cœur d'une zone urbaine dense, ce projet, porté par le Sigeif et le Syctom, permettra de valoriser localement des gisements importants de biodéchets tout en contribuant à la décarbonation du territoire francilien.

2. La transition écologique



Pose de la première pierre du site de méthanisation de Gennevilliers

Implanté sur le port de Gennevilliers, au cœur d'une zone urbaine dense, le projet présente un intérêt particulier par sa capacité à valoriser localement des biodéchets franciliens au plus près des zones de collecte. Sa localisation permettra également de recourir au transport fluvial pour l'acheminement du digestat, limitant ainsi l'impact carbone de la logistique. Il illustre une approche complète d'économie circulaire, combinant traitement des déchets, production d'énergie renouvelable et retour au sol de la matière organique.

Le projet répond en outre à un enjeu réglementaire majeur, dans le contexte de généralisation du tri à la source des biodéchets depuis le 1er janvier 2024. Alors que les déchets alimentaires représentent encore près d'un tiers des ordures ménagères résiduelles, l'unité de Gennevilliers apportera une réponse concrète et industrielle aux besoins croissants de valorisation des biodéchets sur le territoire francilien. Après plusieurs années d'études, de concertation et de démarches réglementaires, les travaux ont débuté en 2025, pour une montée en charge à partir de 2027.

En complément du gisement agricole et des biodéchets, de nouveaux gisements émergent et présentent un potentiel significatif pour le développement du biométhane, notamment le fumier équin. L'Île-de-France dispose d'un gisement particulièrement important, estimé à 486 000 tonnes par an, aujourd'hui encore largement sous-valorisé. Sa méthanisation permettrait de répondre à un double enjeu : proposer une solution locale et durable de gestion des déchets pour les centres équestres, tout en produisant une énergie renouvelable injectable dans les réseaux.

Cette perspective fait actuellement l'objet de travaux concrets en Île-de-France. En 2024, GRDF et l'IFCE ont formalisé un partenariat pour favoriser le développement de la méthanisation du fumier équin francilien. En parallèle, une expérimentation conduite autour du domaine de Grosbois, en partenariat avec le SIGEIF, vise à lever les principaux freins techniques à la valorisation de ce gisement. Les premiers essais grandeur nature, menés fin 2024 sur une unité existante, ont montré qu'une incorporation très élevée de fumier équin était techniquement envisageable, même si des difficultés de bourrage, d'usure des équipements et de performance biologique subsistent encore. Les résultats à date montrent que le fumier équin fonctionne bien en mélange et qu'un passage à des taux très élevés, voire à terme à une ration exclusive, suppose encore des optimisations de procédé.

Les travaux engagés en 2026 portent notamment sur l'amélioration du rendement méthanogène, avec plusieurs leviers à l'étude : ajustement des paramètres de digestion, dilution de certains composés inhibiteurs, adaptation des équipements et essais complémentaires en laboratoire. Cette expérimentation est structurante car elle pourrait, à terme, ouvrir la voie à un changement d'échelle dans la valorisation du fumier équin, au bénéfice des centres équestres comme de la production de biométhane. Elle illustre aussi la capacité de la filière à innover pour intégrer de nouveaux gisements, aujourd'hui peu ou mal valorisés.

La gazéification hydrothermale des boues : une voie d'innovation pour le territoire

GRDF est également engagé, aux côtés du SIAAP, du SIGEIF et de l'Institut Paul Scherrer (PSI), dans une démarche d'innovation visant à faire émerger de nouvelles voies de production de gaz renouvelables en Île-de-France. Ce partenariat porte sur la gazéification hydrothermale des boues d'épuration, une technologie prometteuse qui pourrait permettre, à terme, de valoriser davantage les sous-produits issus de l'assainissement et d'accroître la production locale de gaz verts. En complément des filières déjà déployées, ces travaux traduisent la volonté des partenaires d'explorer des solutions innovantes adaptées aux ressources du territoire, afin de préparer l'avenir énergétique francilien et de renforcer, à plus long terme, la souveraineté énergétique locale.

Le cercle francilien des nouveaux gaz verts : une dynamique régionale structurante

Lancé en 2024 et piloté par GRDF et Natran, le Cercle Francilien des nouveaux gaz verts constitue une instance unique de structuration de la filière à l'échelle régionale. Il rassemble les principaux acteurs publics et privés engagés dans le développement des gaz renouvelables : collectivités, industriels, opérateurs, acteurs du traitement des déchets et institutions.

En 2025, cette dynamique s'est renforcée avec l'organisation de la première Journée Francilienne des nouveaux gaz verts, qui a réuni 150 personnes et l'ensemble de l'écosystème régional.

Cet événement a permis :

- De partager les retours d'expérience des projets existants
- D'identifier les leviers de développement des nouvelles filières (pyrogazéification, gazéification hydrothermale)
- De renforcer la coordination entre les acteurs régionaux
- De donner de la visibilité aux perspectives de production de gaz renouvelables en Île-de-France

Le Cercle constitue aujourd'hui un outil structurant pour accompagner l'émergence de nouveaux projets, faciliter le dialogue entre acteurs et contribuer à la construction d'une trajectoire régionale cohérente.

Le réseau de distribution de gaz se prépare à accueillir l'hydrogène

L'hydrogène renouvelable ou bas-carbone est un vecteur énergétique qui présente de multiples atouts : il peut être produit à partir de nombreuses sources d'énergies primaires renouvelables (EnR) ou bas-carbone, ainsi que stocké et transporté sur de grandes distances grâce notamment à des réseaux de distribution.

En complément du biométhane, il pourrait apporter de la flexibilité au système énergétique français et augmenter l'intégration des EnR.

La plupart des grands pays industrialisés investissent massivement dans le développement de l'hydrogène, qui apparaît comme une solution complémentaire au biométhane et à l'électricité pour décarboner certains secteurs industriels, la mobilité lourde, voire certaines typologies de bâtiments.

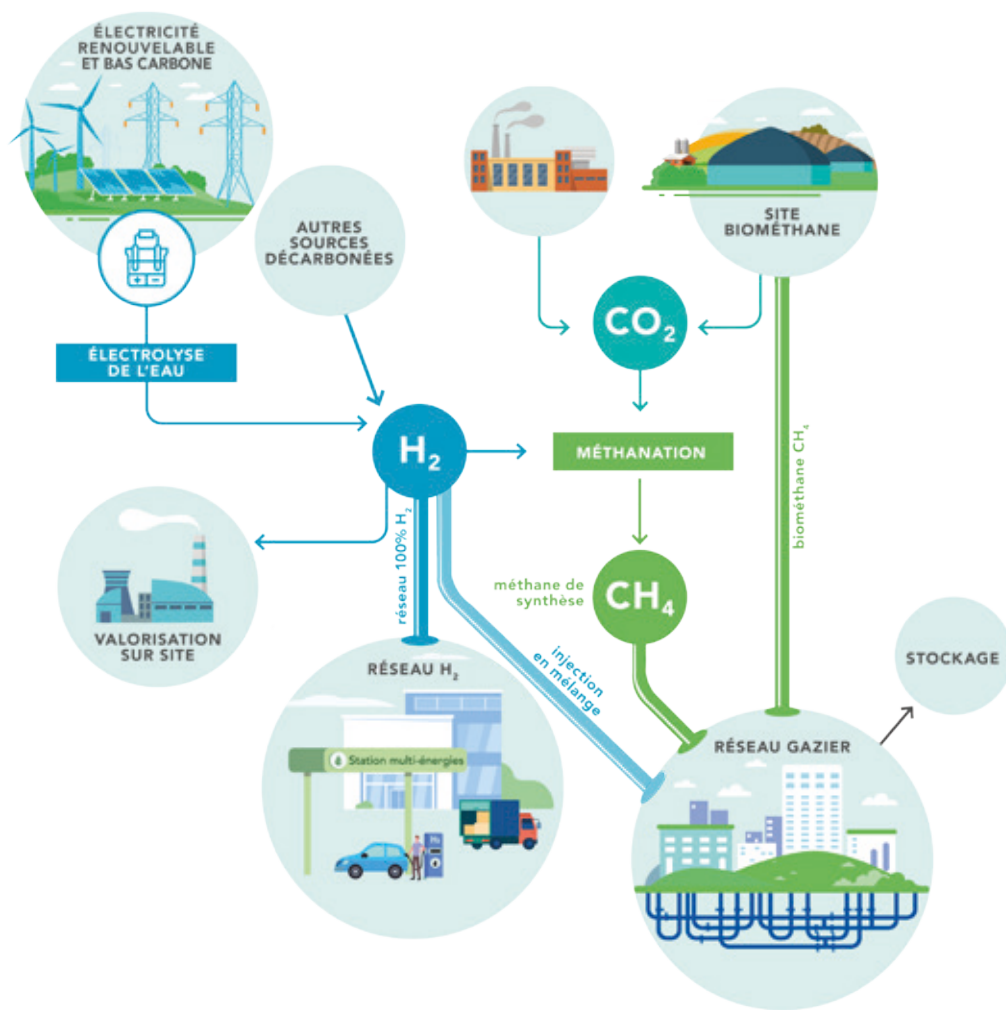
La France a publié en 2020 sa stratégie nationale hydrogène et a annoncé des subventions à hauteur de 10 milliards d'euros sur 10 ans, avec l'ambition d'être un leader dans le domaine, notamment sur la production d'hydrogène vert par électrolyse. Cette stratégie est en cours de révision et devrait mettre plus en valeur le besoin de développement d'infrastructures, ainsi que l'intérêt d'une part d'importation d'hydrogène bas carbone pour couvrir l'ensemble des besoins projetés.

La conviction de GRDF est que les réseaux de distribution seront un accélérateur du développement de l'hydrogène, offrant une solution sûre, compétitive, à faible impact environnemental et sans nuisance pour acheminer l'hydrogène vers les clients plus diffus, au sein des écosystèmes territoriaux. Les premiers résultats de R&D et le benchmark international montrent la très forte compatibilité des matériaux utilisés aujourd'hui pour la distribution du gaz avec l'hydrogène, ouvrant ainsi des perspectives pour des réseaux neufs ou de la conversion à moindre coût.

GRDF se prépare d'ores et déjà à accueillir ce nouveau gaz, en réponse aux attentes des collectivités et des clients désireux d'inclure la brique hydrogène à leur feuille de route de décarbonation. Pour cela, un plan d'action ambitieux est mis en place visant à lever les derniers verrous techniques, réglementaires et économiques et à préparer des expérimentations sur le terrain à partir de 2026.

L'hydrogène viendra progressivement compléter la palette des gaz verts pour un mix 100% décarboné. Vu d'aujourd'hui, le potentiel de production d'hydrogène est de 100 TWh à cette échéance.

Selon France Hydrogène, la filière représente à date plus de 5 800 emplois en France et a un potentiel de 100 000 emplois directs et indirects à l'horizon 2030.



2.2 La mobilité durable

Le BioGNV/GNV, un carburant qui préserve santé et environnement

La qualité de l'air et la lutte contre le réchauffement climatique sont des enjeux majeurs qui nécessitent l'engagement de l'ensemble des acteurs. Le secteur des transports reste un fort contributeur avec près d'un tiers des émissions de gaz à effet de serre en France et des émissions importantes de polluants locaux tels que particules et oxydes d'azote, notamment dans les centres-villes.

Les collectivités sont des acteurs incontournables en tant que gestionnaires de flottes de véhicules et en tant que prescripteurs via les documents de planification énergétique. Elles ont les leviers pour développer des transports plus propres sur leurs territoires.

Pour répondre aux enjeux de mobilité plus propre, il existe un carburant alternatif aux carburants traditionnels, le Gaz Naturel Véhicule (GNV), qui dispose d'atouts écologiques et économiques. Le GNV, c'est l'usage du gaz comme carburant. Ce carburant existe également dans une version 100% renouvelable, le BioGNV, produit à partir de déchets fermentescibles. Le BioGNV est un biocarburant dit de deuxième génération qui ne vient pas en concurrence avec les cultures alimentaires.

Le GNV et le BioGNV contribuent à l'amélioration de la qualité de l'air, en réduisant drastiquement les NOx et les particules fines par rapport au diesel. À ce titre, les véhicules gaz peuvent bénéficier de la vignette Crit'Air 1, quelle que soit la génération du véhicule. Sans odeur et peu bruyant, le GNV libère l'espace public de ses irritants et contribue à une ville plus apaisée. Rouler au BioGNV permet de réduire les émissions de CO₂ de 80%. Le CO₂ libéré à l'échappement est équivalent au CO₂ absorbé par les végétaux méthanisés. Par ailleurs, une récente étude de l'Institut Français du Pétrole et des Énergies Nouvelles (IFPEN) montre qu'en analyse du cycle de vie, c'est-à-dire en intégrant la fabrication et la destruction du véhicule, les véhicules BioGNV présentent un bilan carbone proche des véhicules électriques.

Rouler au BioGNV, c'est aussi promouvoir la filière biométhane, génératrice d'emplois non délocalisables, et contribuer à l'indépendance énergétique du territoire.

Fin 2025, plus de 42 500 véhicules circulent en France, et ce chiffre ne cesse de croître sur le segment des véhicules lourds que sont les camions, bus, cars, bennes à ordures ménagères et véhicules spéciaux. Depuis 3 ans, 50% des bus ont été immatriculés au BioGNV/GNV.

En 20 ans, le marché de l'autobus se développe en offrant à la technologie BioGNV un retour d'expérience hors du commun parmi les alternatives au diesel. Le marché du camion offre quant à lui la plus forte dynamique de ces dernières années. Cette dynamique est tirée par la construction de nouvelles stations :

- publiques, portées par le secteur du transport routier de marchandises,
- privées, portées par les secteurs du transport de voyageurs et du traitement des déchets.

À ce jour, 377 stations publiques et 410 stations privées maillent le territoire en France.

Les constructeurs ont investi dans des moteurs plus puissants (500CV) et performants avec des autonomies (entre 300 et 1000 km) plus importantes répondant maintenant à tous les marchés : les travaux publics pour des chantiers plus propres dans les villes, le transport scolaire ou interurbain, le transport urbain et le transport de marchandises longues distances.

Dans le cadre du contrat de service public conclu avec l'État, GRDF s'est engagé à accompagner les collectivités dans leur projet de conversion au BioGNV/GNV de leur flotte de véhicules en fournissant l'expertise nécessaire pour mener à bien l'ensemble de leurs projets. Ainsi, de la simple information au dimensionnement de la station, GRDF accompagne les collectivités à chaque étape du projet de conversion de leur flotte :

- optimisation de l'emplacement des stations,
- études de potentiel de conversion de flotte,
- conseils techniques, réglementaires, fiscaux et sur les politiques énergétiques locales,
- création d'outils d'aide à la décision,
- informations sur les aides financières,
- mise en relation avec les acteurs de la filière.

Dans le secteur des transports, toutes les solutions de décarbonation doivent être exploitées. Solution opérationnelle et compétitive, le BioGNV permet d'accélérer la décarbonation de la mobilité, en particulier la mobilité lourde, sans investissement conséquent sur les infrastructures d'énergie. Il ressort de la dernière étude motorisation de la Centrale d'Achat du Transport Public (CATP) que le différentiel de coût de possession entre un véhicule thermique au GNV ou diesel Euro VI par rapport à un bus électrique à charge lente reste très significatif (+23% sur une durée d'exploitation de 15 ans entre un bus Euro VI et un bus électrique). C'est pourquoi la solution BioGNV est d'ores et déjà plébiscitée par les collectivités, qui ont investi dans ces boucles vertueuses leur permettant de valoriser une production locale de biométhane pour mettre en œuvre une solution de mobilité durable sur leur territoire.

Pour définir votre stratégie de mobilité, vous pouvez consulter le lien suivant sur le site de GRDF : [Votre stratégie de mobilité avec le BioGNV](#)

Sur votre région administrative, il y a 143 stations GNV raccordées au réseau GRDF, correspondant à une consommation de 1 272 GWh.

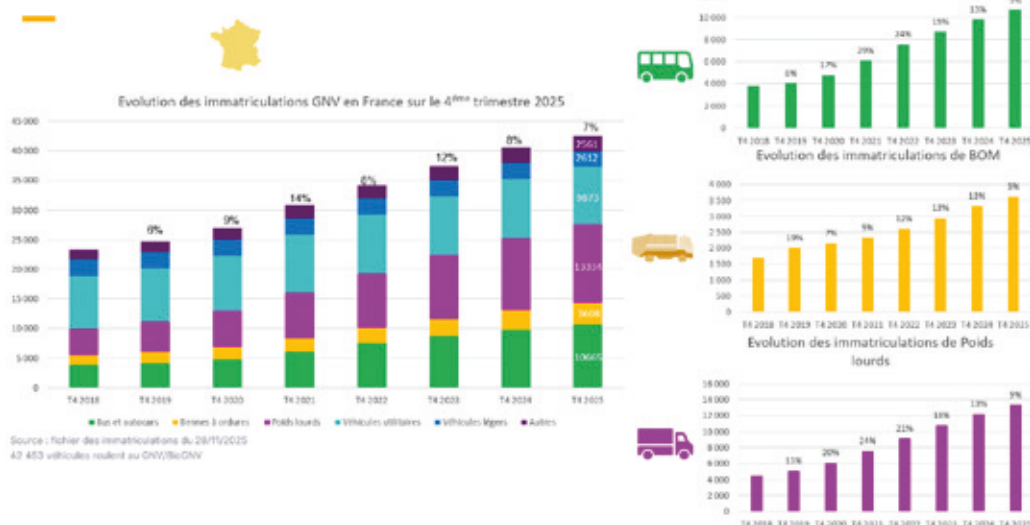
La mobilité propre continue son développement sur la région Île-de-France

De par sa performance environnementale, sa compétitivité et ses caractéristiques opérationnelles (temps d'avitaillement, autonomie comparables au diesel), le BioGNV est une solution pertinente, en plein essor.

Début 2026, la région Ile-de-France est maillée avec 44 stations publiques et plus de 115 stations privées, proposant du GNV et du BioGNV. Sept nouvelles stations au BioGNV ont été construites en 1 an. Considérant les stations raccordées sur le réseau de GRDF, les consommations (Bio)GNC IDF représentent un tiers des consommations nationales, soit plus de 1200 GWh/an. Cela représente plus de 150 000 tonnes de CO₂ évitées par an grâce au GNV.

2. La transition écologique

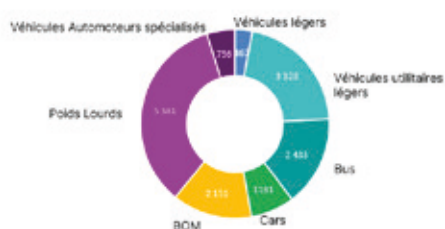
A fin 2025 : 42 500 véhicules roulent au (Bio)GNV en France



En Ile-de-France : 15 700 véhicules roulent au (Bio)GNV

La région IDF compte 15 697 véhicules au GNV

Nombre de véhicules GNV circulant en Ile-de-France



Source : fichier des immatriculations, 28/11/2025

La région IDF représente

37%

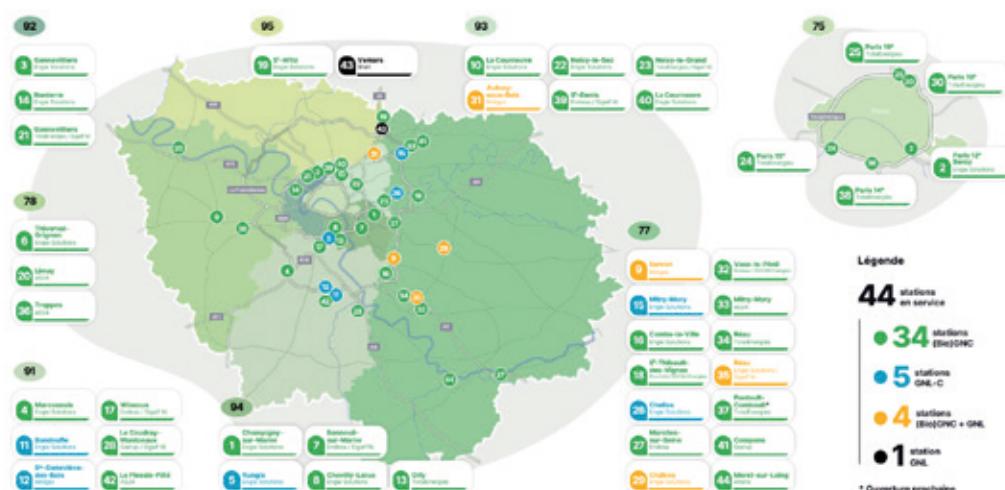
du parc français roulant au GNV

Ile-de-France Mobilités continue d'avancer sur son programme de transition énergétique, en convertissant ses centres et sa flotte de bus et autocars au BioGNV et à l'électricité avec une trajectoire prévoyant la conversion de 70% de sa flotte de bus et cars au BioGNV d'ici à 2030. Ile-de-France Mobilités a annoncé l'achat de 3 500 bus propres supplémentaires dont une majorité au bioGNV sur les années 2024 à 2028.

En 2025, une nouvelle station publique BioGNV a été ouverte au public : il s'agit de la station de Morêt-sur-Loing (77) opérée par Altens. Une vingtaine de projets de stations publiques supplémentaires est actuellement à l'étude sur la région Ile-de-France afin de continuer à mailler le territoire.

Ci-dessous est présentée la carte des stations publiques en Ile-de-France.

Plus d'informations sont disponibles : <https://www.gaz-mobilite.fr/stations-gnv-france/> ; <https://www.grdf.fr/acteurs-gnv/stations-service-gnv/trouver-station-gnv/carte>



Le plan des mobilités Île-de-France

Ce document de référence pour la planification des mobilités sur le territoire régional, a été approuvé par le Conseil Régional le 24 septembre 2025. Il a pour objectif de répondre aux besoins des Franciliens en matière de déplacements à l'horizon 2030 et de placer la mobilité en Île-de-France sur la voie du bas carbone.

Il présente la trajectoire de décarbonation d'Ile-de-France Mobilités et vise un mix énergétique de 70 % au biométhane et 30 % à l'électrique pour ses 10 500 bus et cars d'ici 2030.

Sur les 120 centres bus d'Ile-de-France Mobilités, plus de 80 seront dotés d'une station BioGNV privative et une vingtaine s'avitailleront sur un centre bus voisin ou en station publique : GRDF accompagne Ile-de-France Mobilités dans cette transition en raccordant les stations privées situées sur ses centres bus et en travaillant avec les collectivités pour faire émerger des stations publiques à proximité de centres bus d'Ile-de-France Mobilités (ex : Provins, Nemours, Carrières-sous-Poissy).

Au-delà des transports publics, le Plan des mobilités prévoit que 8% des VULs et 20% des poids lourds d'Ile-de-France rouleront au BioGNV en 2030 en s'appuyant sur un maillage densifié pour atteindre 100 stations publiques BioGNV d'ici 2030.

Pour en savoir plus : <https://plan-des-mobilites-idf.fr/>

SEM Sigeif Mobilités :

La SEM Sigeif Mobilités compte désormais 7 stations publiques sur la région francilienne :

- Bonneuil-sur-Marne (94), ouverte en 2016 et exploitée par Endesa,
- Wissous (91), ouverte en 2019 et exploitée par Endesa,
- Gennevilliers (92), ouverte en 2020 et exploitée par TotalEnergies,
- Noisy-le-Grand (93), ouverte en 2021 et exploitée par TotalEnergies,
- Le Coudray-Montceaux (91), ouverte en 2021 et exploitée par Gaz'Up. Dans cette station, la SEM est entrée au capital à hauteur de 30%.
- Réau (77), avec l'opérateur Engie Solutions, station multi-énergies distribuant 100% de BioGNC produit localement
- Saint-Denis (93) avec l'opérateur Endesa qui a ouvert mi-2023.

2. La transition écologique

Au-delà du routier, la décarbonation du fret passe également par le développement du report modal via le transport fluvial et par la décarbonation de celui-ci.

GRDF accompagne sur l'Axe-Seine des projets de retrofit de bateaux à motorisation diesel vers des motorisations au BioGNV ou à motorisation hybride (bateau électrique avec prolongateur d'autonomie au BioGNV).

2.3 La sobriété énergétique

Croiser les données, un enjeu majeur de la transition écologique

Dans le cadre de leurs décisions de planification, d'aménagement, d'investissement ou d'accompagnement des porteurs de projets, les collectivités et les autorités concédantes jouent un rôle clef dans la concrétisation de la transition énergétique : développement des énergies renouvelables, transformation des pratiques de mobilité en faveur de la qualité de l'air, maîtrise de la demande en énergie, détection de la précarité énergétique.

Les « données énergies » (par exemple : consommation de gaz, production de gaz vert, positionnement du réseau de distribution de gaz), croisées avec les autres données du territoire, constituent une base essentielle pour identifier les enjeux locaux et cibler les leviers d'actions correspondants.

La loi de transition énergétique pour la croissance verte et la loi pour une république numérique ont apporté des évolutions majeures pour la mise à disposition des données de consommation et de production d'énergie aux personnes publiques.

Les données gaz mises à disposition des collectivités

GRDF s'inscrit dans ce cadre réglementaire et favorise l'utilisation des données de consommation de gaz et de production de gaz renouvelable en proposant des canaux d'accès adaptés aux différents acteurs concernés.

En savoir plus

Des données ouvertes, accessibles à tous et régulièrement enrichies sont disponibles sur opendata.grdf.fr. On y trouve, par exemple, la consommation journalière de gaz en France, les consommations annuelles de gaz agrégées à différentes mailles géographiques (IRIS, EPCI, département, région), les installations de biométhane raccordées au réseau de GRDF, leurs capacités d'injection et leurs quantités annuelles injectées. Le format de ces données mises à disposition est précisé par la réglementation. Il a évolué en début 2020 afin de mieux préciser le secteur d'activité lié à la consommation d'énergie, et s'applique rétroactivement à partir de l'année 2018. Des informations supplémentaires (notamment la consommation sur le réseau de transport et sur la consommation d'électricité) sont aussi mises à disposition en accès libre par d'autres acteurs tels que : le ministère de la Transition écologique, la plateforme ODRE et l'agence ORE. Ces acteurs réunissent l'ensemble des gestionnaires de réseaux de distribution et de transport de gaz et d'électricité. Via le Portail Collectivités (Plateforme de Données Concessions), les autorités concédantes trouvent leurs données de consommation par secteur et par tarif.

Pour les collectivités qui en font la demande, GRDF met à disposition les données annuelles de consommation à une maille plus fine, dite « maille adresse ». Ces don-

nées sont utilisées par exemple dans le cadre d'études telles que la rénovation, l'éradication du fioul ou la lutte contre la précarité énergétique.

Trois leviers pour accélérer la décarbonation : efficacité énergétique, sobriété énergétique et gaz verts

Les collectivités ont aussi des besoins spécifiques liés à la gestion de leurs bâtiments (suivi des consommations d'énergie, sobriété, efficacité énergétique...). Pour y répondre, des données individuelles de consommation de gaz (pour chaque compteur) sont mises à disposition des consommateurs titulaires ou des tiers autorisés (sous la condition préalable d'avoir recueilli le consentement du client titulaire conformément aux exigences légales). Les collectivités peuvent ainsi suivre gratuitement la consommation journalière ou mensuelle de gaz de leurs bâtiments depuis l'espace GRDF accessible via le Portail Collectivités ou depuis d'autres outils dédiés. Ces outils évoluent constamment pour s'adapter aux besoins des Collectivités (accès multi-utilisateurs, déclarations de PCE en masse).

En savoir plus

Sobriété énergétique

GRDF met à disposition des collectivités son expertise dans la maîtrise de l'énergie de leurs bâtiments publics, notamment par des travaux autour de la sobriété énergétique :

- L'analyse des économies d'énergie réalisables dans les écoles, par exemple via une réduction de la température de réglage des chaufferies pendant les fins de semaine et les vacances scolaires,
- L'optimisation des chaufferies des bâtiments publics,
- L'accompagnement à la sobriété des usagers des bâtiments au travers de différents concours Cubes (ACTEE Cube Villes, mais aussi Cubes Écoles et Cubes S pour les collèges et lycées), portés par l'IFPEB, ACTEE/FNCCR et le CEREMA.

Efficacité énergétique

Une réduction significative des consommations est possible grâce à l'amélioration de l'efficacité énergétique (par exemple dans le cadre de travaux de rénovation plus larges). Ainsi, si on se concentre exclusivement sur les installations, le passage à une chaudière à Très Haute Performance Énergétique (THPE) permet un gain immédiat de 20 à 30% en consommation et émissions de CO₂.

Par ailleurs, une autre installation affiche des performances extrêmement intéressantes. Il s'agit de la Pompe à Chaleur hybride air eau (PAC hybride) qui combine une pompe à chaleur électrique et une chaudière gaz THPE. Elle s'adapte aux températures extérieures et aux pointes de consommation électrique, garantissant un chauffage efficace même par grand froid. La PAC Hybride est éligible à plusieurs aides financières et son coût d'installation est contenu (en raison du dimensionnement optimisé de la PAC Électrique). Par rapport à une chaudière gaz d'ancienne génération, la PAC hybride permet des gains de consommation d'énergie finale de 60-70%

avec une réduction des émissions de CO₂ de 70 à 85%. Enfin, la PAC hybride contribue à la flexibilité du réseau électrique, assurant un équilibre énergétique optimal.

Gaz verts

La dynamique des gaz verts, très peu émetteurs de gaz à effet de serre, est également un levier de décarbonation des usages crucial qui complète et renforce les deux précédents. La production de gaz vert en France fin 2025 est proche de la capacité de trois réacteurs nucléaires (la capacité installée des 800 sites de méthanisation en injection est supérieure à 15 TWh/an). Dès 2030, 20% du gaz consommé en France pourrait être renouvelable ; en 2050, la France a le potentiel pour couvrir 100% de sa demande de gaz grâce aux gaz verts.

Les travaux autour de l'accompagnement du développement des gaz verts (dont le tri des biodéchets) et de la possibilité de les consommer localement (voir le Guide de l'ADEME sur les usages des gaz renouvelables) sont par ailleurs complétés par d'autres actions autour de la décarbonation des bâtiments, non seulement par la sensibilisation à la sobriété et l'efficacité énergétique mais aussi par la consommation de gaz vert. GRDF a notamment accompagné en 2025 plusieurs collectivités dans le verdissement de leur consommation d'énergie via le mécanisme (introduit fin 2024 dans la réglementation) de préemption des garanties d'origine issues des sites de production de biométhane installés sur leur territoire. Cela s'inscrit dans une logique d'économie circulaire allant de la production à l'usage d'énergies renouvelables.

GRDF s'inscrit dans son rôle de catalyseur des acteurs locaux pour promouvoir des démarches vertueuses de sobriété ainsi que des solutions pragmatiques et efficaces pour décarboner les territoires, au plus près des attentes des collectivités.

Ces deux volets (accompagnement de la production de gaz verts et de décarbonation des usages) participent pleinement au nouveau Projet d'Entreprise de GRDF (Mission décarbonation).

Sobriété :

GRDF accompagne la performance énergétique des chaufferies collectives

Dans un contexte de hausse des coûts de l'énergie et d'exigences réglementaires croissantes (Décret Tertiaire, loi Climat et Résilience), **l'optimisation des chaufferies collectives** constitue un **levier immédiat, concret et peu coûteux** pour améliorer la performance énergétique du patrimoine, qu'il soit public ou privé.

Portée par GRDF, pleinement engagé dans une **démarche de sobriété énergétique au cœur de son projet d'entreprise**, cette action vise à accompagner l'ensemble de ses parties prenantes – collectivités, bailleurs, copropriétés et gestionnaires de bâtiments – dans la maîtrise de leurs consommations. Elle consiste à **accompagner les acteurs dans le pilotage et le réglage de leurs installations existantes**, en lien avec des exploitants et bureaux d'études.

2. La transition écologique

Cette démarche repose sur des **actions simples** : ajustement des régulations, optimisation de la combustion, adaptation des températures ou encore amélioration de l'équilibrage des réseaux.

Ces interventions, réalisables **sans investissement lourd**, permettent généralement **12 à 20 % d'économies d'énergie dès la première année**, avec des gains observés pouvant atteindre plus de 20 % selon les sites. Elles contribuent également à **réduire les émissions de CO₂**, améliorer le confort des usagers et mieux maîtriser les charges de fonctionnement.

Au-delà des économies immédiates, cette approche permet aux acteurs publics comme privés de **reprendre le contrôle de leurs consommations**, d'anticiper les obligations réglementaires et de préparer, dans de meilleures conditions, d'éventuels projets de rénovation énergétique plus ambitieux.

À titre d'illustration, l'Agence Parisienne du Climat (APC) et GRDF se sont engagés dans une démarche expérimentale, visant à adapter les méthodes d'accompagnement à la gestion performante des chaufferies en copropriété. Cette initiative repose sur des actions de sensibilisation (outils pédagogiques, webinaires), l'accompagnement de copropriétés pilotes (analyses énergétiques, optimisation des réglages et des contrats d'exploitation) ainsi que la mobilisation des professionnels de la filière. L'objectif est de **structurer une offre adaptée et de diffuser largement les bonnes pratiques**, afin de faire émerger une gestion plus performante et durable des chaufferies collectives en habitat privé.

Des premiers échanges ont également été engagés avec **des acteurs du secteur hôtelier**, qui ont manifesté un intérêt marqué pour la démarche. Ces travaux sont à ce stade exploratoires et visent à tester l'adaptation de l'approche à ce type de patrimoine.

Dans la continuité des actions MDE (Maîtrise Des Energies) sur les écoles en 2024, l'action a été élargie sur l'ensemble du patrimoine des collectivités.

Efficacité énergétique :

Les solutions au gaz répondent présentes!

Sur le terrain, il existe aujourd'hui, en complément d'actions sur le bâti, un panel de **solutions gaz concrètes, déjà mises en œuvre, adaptées à des situations très variées et conformes aux réglementations** (loi Climat et Résilience, RE2020, Décret Tertiaire), **aussi bien dans le neuf que dans l'existant**. Elles couvrent l'ensemble des usages des bâtiments résidentiels et tertiaires (chauffage, production d'eau chaude sanitaire, cuisson, voire rafraîchissement) et répondent également aux besoins de l'industrie.

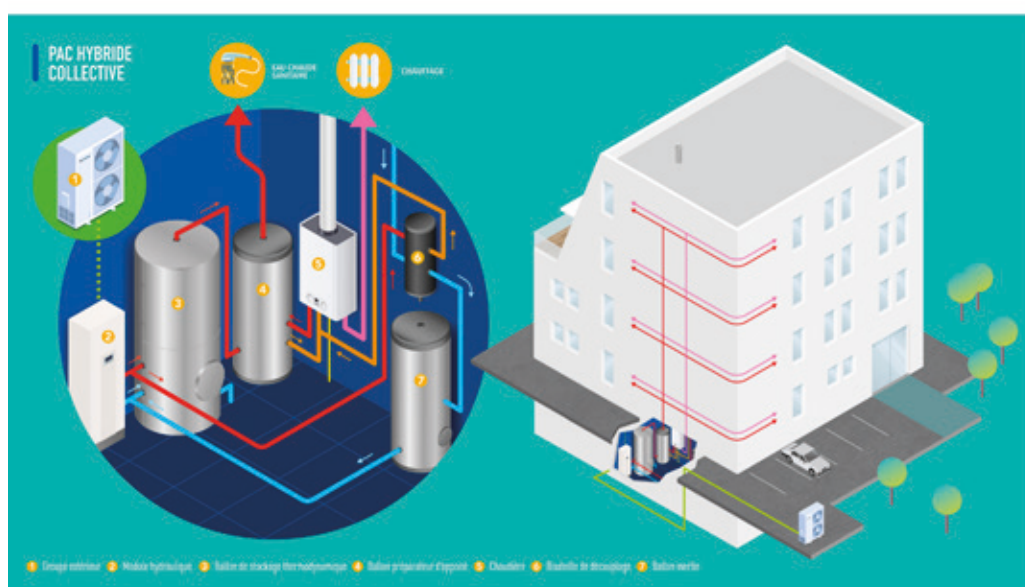
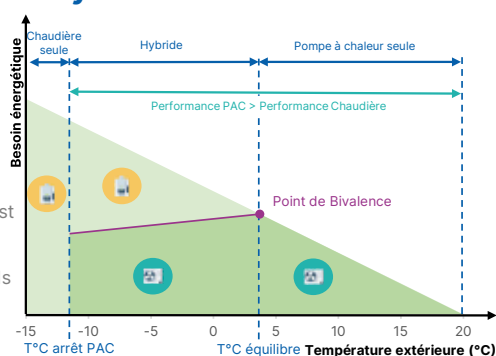
Cela va de la **chaudière gaz à très haute performance énergétique (THPE)**, solution de référence adaptée à dans de nombreux bâtiments, à des **systèmes hybrides associant gaz et électricité** (PAC hybride aérothermique ou géothermique), particulièrement pertinents pour concilier performance énergétique et environnementale, d'une part, et contraintes d'exploitation, d'autre part. Des **couplages avec des énergies renouvelables** (comme le solaire thermique) viennent compléter ce panel. Enfin, des solutions plus innovantes sont encore en phase d'expérimentation, pour préparer l'avenir (chaudière H2 par exemple).

Découvrez en détail la solution « PAC hybride »



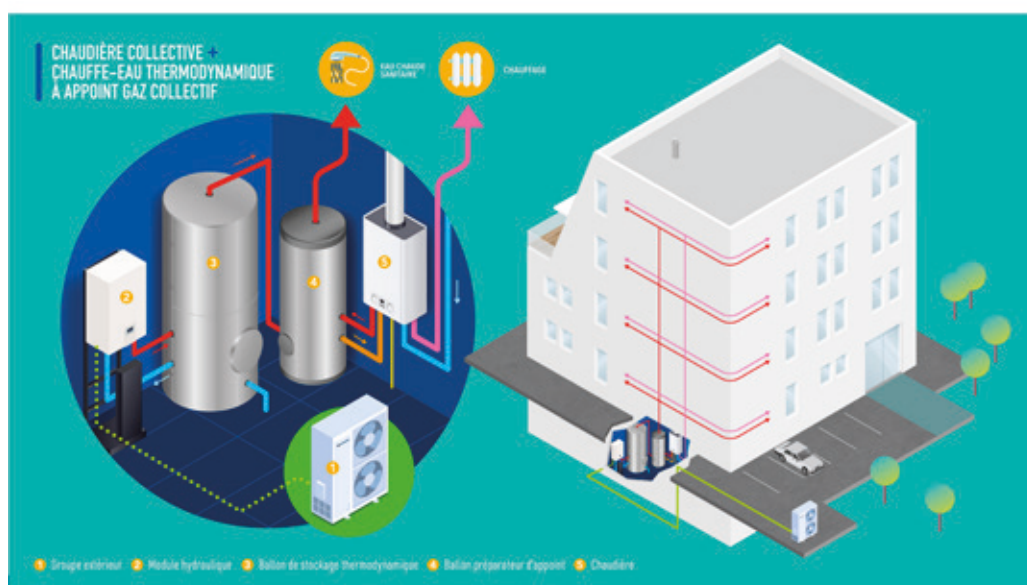
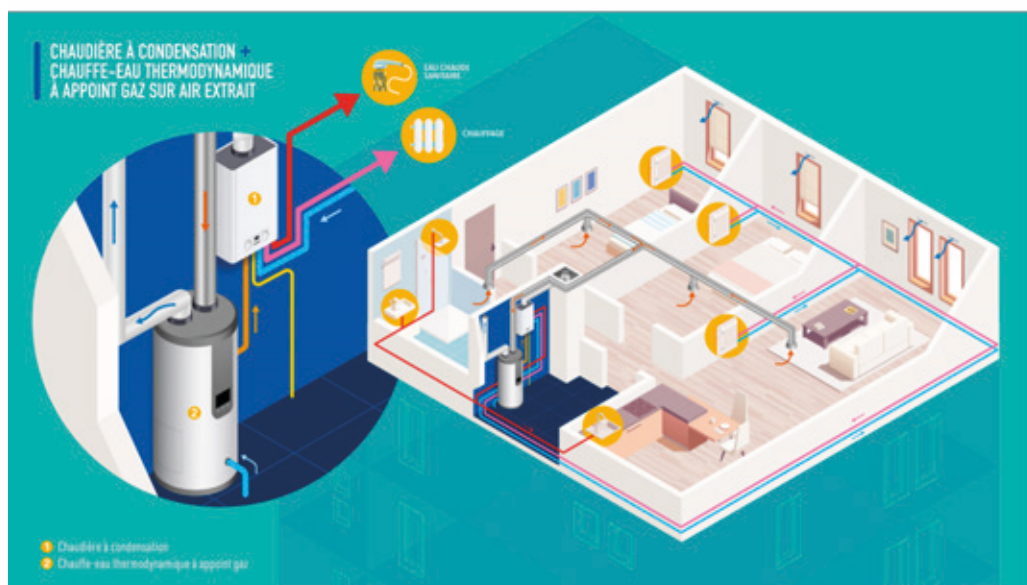
Une solution avantageuse :

- **Un confort à toute épreuve :** la production de chauffage est assurée en cas de défaillance de l'un des 2 générateurs
- **Un investissement optimisé :** évitant le surdimensionnement de la PAC pour les jours les plus froids
- **Une facture maîtrisée :** celle-ci s'opère grâce à une régulation intelligente permettant de prioriser une énergie par rapport à l'autre selon le prix



Focus sur d'autres solutions disponibles pour s'adapter à chaque typologie de bâtiment :

2. La transition écologique





En Île-de-France, ces solutions sont déjà à l'œuvre dans de nombreux bâtiments privés et publics dans le résidentiel comme le tertiaire, avec des **résultats concrets en matière de réduction des consommations et des émissions de CO₂**.

Elles s'inscrivent dans des trajectoires de décarbonation progressives et sont toutes **compatibles avec le gaz vert**, dont le développement se poursuit sur le territoire francilien.

En logement collectif, à chaque projet sa solution gaz :

Atteinte de l'étiquette B du DPE : l'exemple d'une copropriété parisienne rénovée avec une solution hybride gaz

La **copropriété du 110 rue de Montreuil à Paris (11^{ème})**, composée de 108 logements construits dans les années 1950, a engagé, en 2024, une **rénovation globale** incluant isolation des façades par l'extérieur, remplacement des menuiseries, mise en place d'une ventilation performante et modernisation de sa chaufferie. Les anciennes chaudières fioul ont ainsi été remplacées par **deux chaudières gaz à condensation, complétées par une pompe à chaleur pour la production d'eau chaude sanitaire**. Cette solution hybride, en complément des actions sur le bâti existant, permet d'atteindre **près de 62 % d'économies d'énergie et l'atteinte de l'étiquette B du DPE**, tout en améliorant significativement le confort des habitants.

Pour en savoir plus: 110 rue de Montreuil - Reanova (<https://www.reanova.fr/copropriete/110-rue-de-montreuil/>)

Une copropriété parisienne rénovée au niveau BBC grâce à une chaudière gaz collective performante

2. La transition écologique

La **copropriété Castagnary-Fizeau à Paris (15^{ème})**, composée de 80 logements construits au début des années 1970, a fait l'objet d'une **rénovation globale**. Le projet a combiné isolation des façades et de la toiture, remplacement des menuiseries, amélioration de la ventilation et modernisation de la chaufferie, avec **le passage du fioul à une chaudière gaz collective à condensation**. Cette transformation, menée dans le **cadre du programme Éco-Rénovons Paris**, a permis de :

- **Diviser les consommations énergétiques par près de 2,7 et les émissions de GES par 3,7**
- **Atteindre le niveau BBC-Effinergie Rénovation.**

Pour en savoir plus: [Observatoire BBC - Copropriété Castagnary Fizeau \(https://www.observatoirebbc.org/batiments/renovation/12658-copropriete-castagnary-fizeau#ongSel_desc\)](https://www.observatoirebbc.org/batiments/renovation/12658-copropriete-castagnary-fizeau#ongSel_desc)

En logement social, une solution hybride pour moderniser une chaufferie collective

À Ivry-sur-Seine (94), la **résidence Ivry Papin**, composée de 16 logements sociaux, a fait l'objet d'une **modernisation de sa chaufferie collective**. Porté par In'li (Groupe Action Logement), le projet a consisté à **intégrer une pompe à chaleur hybride air/eau en complément du gaz**, afin de couvrir les besoins en chauffage et en eau chaude sanitaire. Cette solution, adaptée à un bâtiment existant, permet de **réduire l'empreinte carbone du site tout en conservant un fonctionnement simple et robuste**. L'installation s'inscrit dans une **démarche de décarbonation progressive du patrimoine**.

En logement collectif, le déploiement des chaudières individuelles très haute performance énergétique se poursuit

En immeuble collectif existant, le remplacement d'une chaudière ancienne, dite « standard », par une chaudière individuelle gaz à très haute performance énergétique (THPE) permet à la fois d'**améliorer la sécurité des logements et leur performance énergétique**, avec en moyenne 30 % d'économies d'énergie et 700 kg de CO₂ évités. Le principal frein pour ce type d'installation concerne la **mise en place d'un nouveau système d'évacuation des fumées**, notamment lorsque la chaudière existante est raccordée à un conduit individuel maçonné. Pour lever cette contrainte, GRDF s'appuie sur la filière des professionnels du gaz et **accompagne les particuliers et copropriétés** en versant une aide financière dédiée à l'adaptation des conduits de fumées. En 2025, ce sont plus de 1500 ménages en Ile-de-France qui ont bénéficié de cette aide.

Pour en savoir plus: <https://www.grdf.fr/acteurs-renovation/reglementations/ventilation-evapdc/individuel-dedie-duo> (<https://www.grdf.fr/acteurs-renovation/reglementations/ventilation-evapdc/individuel-dedie-duo>)



Copropriété du 110 rue de Montreuil
Paris (11^{ème})
Crédit photo : Réanova



Copropriété Castagnary-Fizeau
Paris (15^{ème})
Crédit photo : Senova



Résidence Ivry Papin
Ivry-sur-Seine

Dans le tertiaire, des solutions gaz adaptées à la diversité des usages

Une chaufferie hybride pour améliorer la performance d'un bâtiment public

À Marolles-en-Brie (94), **la Maison des Arts et de la Musique, bâtiment de 1300 m² accueillant du public**, a modernisé sa chaufferie pour réduire ses consommations d'énergie. L'ancienne installation a été remplacée par un **système hybride associant pompes à chaleur et chaudière gaz à condensation en appoint**. Ce dispositif permet de **couvrir les besoins de chauffage et d'eau chaude tout en s'adaptant aux contraintes du site** (intégration architecturale, nuisances sonores). Couplée à d'autres actions comme **l'installation de panneaux photovoltaïques**, cette solution permet d'optimiser les consommations et les coûts d'exploitation, tout en améliorant le confort des usagers.

Une chaufferie rénovée pour améliorer le confort en Ehpad

À Chelles (77), la résidence **La Maison du Tilleul Argenté**, Ehpad de **75 chambres**, a rénové sa chaufferie pour améliorer la performance énergétique du site. L'ancienne installation a été remplacée par **deux chaudières gaz à condensation**, assurant le chauffage et la production d'eau chaude sanitaire pour les chambres et les parties communes. Cette modernisation permet d'atteindre un rendement élevé, tout en garantissant un fonctionnement fiable et adapté aux besoins continus de l'établissement. Elle contribue à **améliorer le confort des résidents et à maîtriser les coûts d'exploitation**, dans un bâtiment où la qualité thermique est essentielle au quotidien.

Une PAC hybride pour répondre aux enjeux de l'hôtellerie

À Paris 17^{ème}, **l'hôtel des Batignolles, établissement de 50 chambres**, a retenu une solution adaptée à ses usages. Le bâtiment sera équipé d'une **PAC hybride associant une pompe à chaleur air-eau et une chaudière gaz à condensation**. Le système assurera le **chauffage, la climatisation et la production d'eau chaude**, un point central pour ce type d'établissement. Il permettra ainsi de répondre à des **besoins continus**, avec des **niveaux de confort homogènes pour les clients**, tout en s'inscrivant dans une logique de **réduction des consommations et des émissions** de CO₂.

Dans l'enseignement, une solution hybride pour rénover une chaufferie existante

À Meudon (92), **l'école Saint-Joseph de Bellevue, bâtiment de 1400 m² datant de 1883**, a engagé une **rénovation globale** portant à la fois sur le bâti (toiture, façades, menuiseries) et sur ses équipements. L'ancienne chaufferie fioul a été remplacée par **une solution hybride associant une chaudière gaz à condensation et une pompe à chaleur collective**. Parfaitement **adaptée aux contraintes du bâti ancien**, cette installation permet de **réduire significativement les consommations d'énergie (-66 %) et les émissions de CO₂ (-88 %)**. Elle s'inscrit dans une démarche de transformation globale du site, alliant performance énergétique, maîtrise des coûts d'exploitation et confort des occupants.

2. La transition écologique

Maison des Arts et de la Musique
Marolles-en-Brie



Hôtel des Batignolles
Paris (17^{ème})



Maison du Tilleul Argenté
Chelles



Ecole Saint-Joseph de Bellevue
Meudon

Les solutions gaz accompagnent également la décarbonation du secteur industriel

Une blanchisserie industrielle modernise sa production avec une chaufferie vapeur gaz

Le site de la **blanchisserie industrielle de Saint-Chéron (Essonne)**, d'une surface de 4 800 m², a été équipé d'une **nouvelle chaufferie vapeur gaz** pour accompagner le développement de son activité. L'installation repose sur une chaudière de 1395 kW produisant 2 tonnes de vapeur par heure, en remplacement d'un équipement plus ancien conservé en secours. **Cette modernisation permet à l'entreprise d'augmenter sa production de 20 % tout en réduisant sa consommation d'énergie de 27 %**. Elle illustre la capacité des solutions gaz à répondre à des enjeux industriels de performance et d'efficacité énergétique.

Une torréfaction de café maîtrisée grâce à une installation gaz performante

La **torréfaction de café Anne Caron**, installée sur le plateau de Saclay dans un site de 3 700 m², s'appuie sur une **installation gaz naturel pour piloter avec précision son procédé industriel**. Équipé de deux torréfacteurs, dont un modèle Joper de 240 kg, le site traite environ 500 tonnes de café par an. L'énergie gaz permet une **maîtrise fine de la courbe de torréfaction**, essentielle à la qualité du produit, tout en offrant des **performances industrielles élevées**, avec des cycles optimisés et une production adaptée aux exigences de l'activité.

CHOC : la chaudière gaz nouvelle génération pour décarboner l'industrie

La chaudière **CHOC** fait l'objet d'une expérimentation portée par un **consortium de 16 acteurs**, dont GRDF, avec le soutien de l'ADEME et de France 2030. Un démonstrateur est en cours de déploiement à **Villers-Saint-Paul (60)** pour tester cette chaudière industrielle de 3 MW. Basée sur le principe de l'**oxycombustion**, qui remplace l'air par l'oxygène, elle facilite la capture du CO₂ et vise un **haut niveau de décarbonation (jusqu'à -90 %)** tout en restant compatible avec les procédés industriels. Elle illustre les perspectives d'évolution des solutions gaz, notamment pour les usages difficilement électrifiables.



Blanchisserie industrielle
Saint-Chéron



Torréfaction de café Anne Caron
Plateau de Saclay



Expérimentation chaudière CH0C
Villers-Saint-Paul (Oise)

Le CO₂ biogénique : une opportunité clé pour réduire l'empreinte carbone des industries

Le CO₂ biogénique résiduel provient de la **biomasse agricole ou forestière** et est émis lors de sa combustion ou dégradation. C'est un **coproduit de la méthanisation qui est valorisable**.

Après avoir réalisé une étude régionale sur les producteurs et consommateurs de CO₂ pour les industries franciliennes fin 2024, GRDF a initié de nouveaux axes de partenariats en lien avec le CO₂.

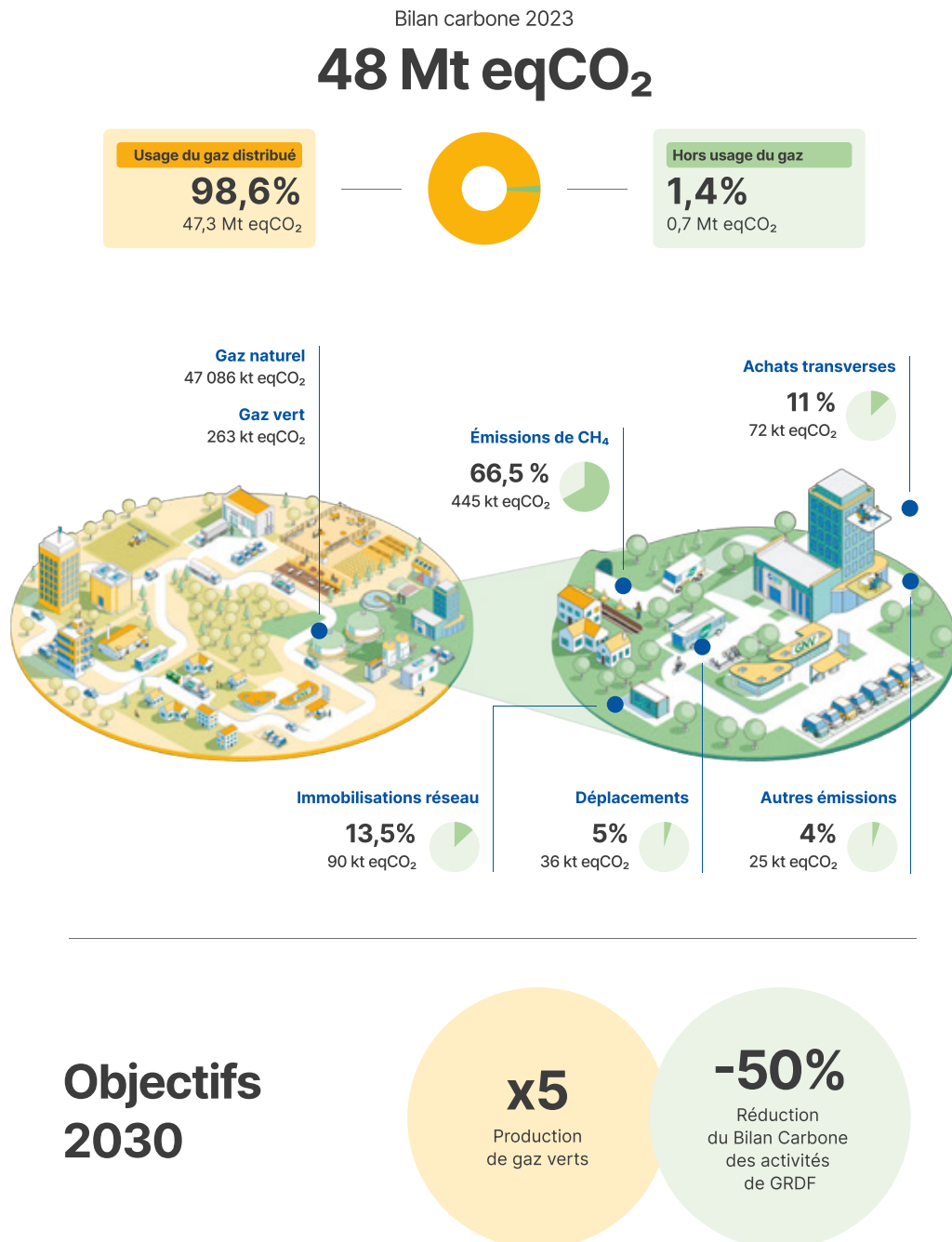
Premièrement, nous avons identifié les industriels intéressés par la capture de CO₂ dans les fumées de combustion (chaudière CH0C - Cf détails encadré bleu «Les solutions gaz accompagnent également la décarbonation du secteur industriel» ci-dessus). Une visite du démonstrateur, localisé dans l'Oise, a été faite pour les industriels franciliens. A cette occasion, nous avons identifié la volonté de lancer différentes études de faisabilité : acteur de la filière agroalimentaire, industriel spécialisé dans les câbles transatlantiques ou encore pour un acteur lié à l'aviation.

Ensuite, nous avons initié des échanges sur les enjeux de la production de carburants de synthèse (SAF/E-SAF) pour l'aviation dans le cadre d'un groupement réunissant ADP, EDF, SYCTOM et GRDF. La démarche vise à étudier la consommation de CO₂/bioCO₂ issus d'activités franciliennes ainsi que la production d'hydrogène dans la production régionale de carburants de synthèse.

Enfin, nous accompagnons, les principaux syndicats de traitements de déchets (SYCTOM et SIAAP) dans leurs réflexions de décarbonation en mobilisant différents leviers de capture/séquestration du CO₂ et bioCO₂ tout en se projetant sur les nouvelles filières consommatrices : séquestration dans les matériaux ou production de carburants de synthèse.

Pour en savoir plus : [Le BioCO2, ou CO2 biogénique, un ami qui vous veut du bien \(https://youtu.be/V0iWX84Rvpk?si=Crt6Hk6GRIRfoXIM\)](https://youtu.be/V0iWX84Rvpk?si=Crt6Hk6GRIRfoXIM)

2.4 Le bilan carbone



L'efficacité énergétique du réseau

La sécurité du réseau et l'efficacité énergétique sont étroitement liées. Elles constituent deux priorités essentielles tant pour GRDF que pour les autorités concédantes.

Le taux d'efficacité du réseau entre les enlèvements transport et le comptage des compteurs est de 99,160%, l'écart est dû aux émissions de méthane et aux fraudes.

Les émissions de méthane sur les ouvrages concédés ont principalement pour origine les incidents et les dommages aux ouvrages causés par des tiers lors de réalisation de travaux à proximité d'un réseau de gaz.

GRDF suit l'évolution des émissions de méthane du réseau de distribution au niveau national. Représentant 63% du bilan carbone de GRDF (hors poste usage du gaz distribué lié à la consommation de gaz de nos clients), réduire les émissions de méthane est une de nos priorités d'action.

En 2025 celles-ci ont baissé de 42,9% par rapport à 2009, année de référence pour notre trajectoire de décarbonation, en ligne avec la trajectoire de réduction et les engagements de GRDF au niveau national et international en matière de réduction de ses émissions. Ces très bons résultats montrent que le plan d'action volontaire de GRDF et des pouvoirs publics produit ses effets, s'appuyant en particulier sur la conception des réseaux, la modernisation de la cartographie et la sensibilisation des entreprises de terrassement.

Par ailleurs, GRDF est membre depuis 2020 de l'« Oil & Gas Methane Partnership 2.0 » (OGMP 2.0), initiative engagée par le « Programme des Nations unies pour l'environnement » (PNUE) et la Commission européenne pour mobiliser les entreprises du secteur gazier et pétrolier dans la réduction de leurs émissions de méthane. Ce programme précise la stratégie pour atteindre les meilleurs niveaux de quantification et de suivi des émissions de méthane. En 2025, GRDF a obtenu le « Gold Standard » pour la cinquième année consécutive.

Enfin, réduire l'empreinte carbone du réseau de gaz ne passe pas uniquement par de nouveaux équipements ou des technologies complexes. Cela peut aussi reposer sur un levier plus discret, mais particulièrement efficace : la baisse de la pression d'exploitation du réseau. Cette méthode, déjà employée pour optimiser les injections de gaz vert, va progressivement s'étendre au service de la décarbonation.

Un réseau de distribution de gaz résilient face aux dérèglements climatiques

GRDF, en tant qu'opérateur d'infrastructures investi d'une mission de service public, porte une responsabilité particulière quant à sa gestion des risques climatiques afin de garantir la continuité de son activité et d'assurer la sécurité des biens et des personnes.

Les impacts potentiels de sept aléas climatiques ont été analysés : les inondations, le retrait-gonflement des argiles, les fortes chaleurs, les tempêtes et vents violents, les feux de forêts, l'érosion côtière et les mouvements de terrain.

Les résultats des analyses intégrant des perspectives d'intensification des aléas à horizon 2050, sont positifs : le réseau de distribution de gaz exploité par GRDF démontre une grande résilience face aux aléas climatiques notamment du fait de son caractère majoritairement souterrain.

Les caractéristiques d'exploitation et les choix opérationnels réalisés (souterrain, pression d'exploitation...) concourent à prémunir le réseau du risque d'inondation. Même si les inondations seront plus fréquentes et intenses, leurs impacts resteront ponctuels et localisés.

Les infrastructures exploitées par GRDF présentent également un risque faible face aux autres aléas climatiques étudiés, en particulier les vents violents, les feux de forêts et

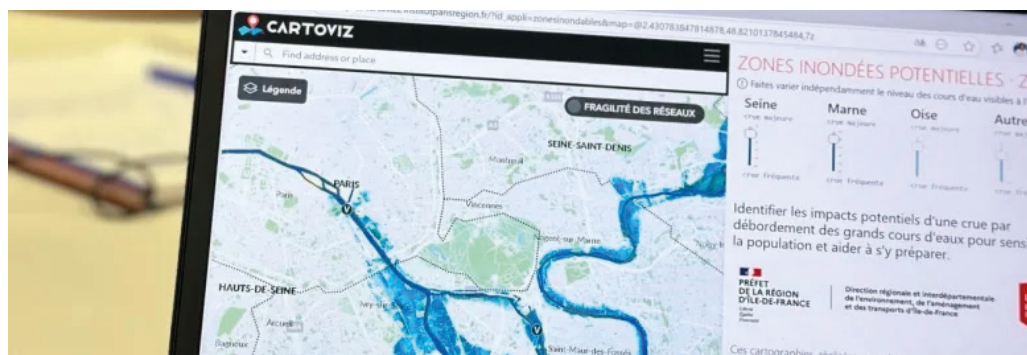
2. La transition écologique

l'érosion côtière. L'aléa de mouvements de terrain – qui présente une très faible occurrence – est peu documenté mais GRDF maintient une veille active sur la production de données nationales afin de mieux localiser ce risque et suivre son évolution à l'horizon 2050.

Enfin, GRDF met en œuvre des dispositifs visant à protéger la santé et la sécurité de ses collaborateurs et de ses prestataires face aux aléas climatiques, notamment face aux épisodes de fortes chaleurs et se prépare pour d'autres aléas tels que les vents violents et les inondations.

Pour en savoir plus sur la résilience du réseau face aux dérèglements climatiques consultez notre site justdecarb.grdf.fr.

Crue de la Seine : HYDROS 2025, s'entraîner pour mieux protéger



En Île-de-France, la crue de la Seine est le premier risque naturel majeur.

Une crue comparable à celle de 1910 (8,42m d'eau au pont de la Tournelle, 720 hectares inondés dans la capitale, un métro partiellement noyé et des dégâts estimés à 400 millions de francs-or*) pourrait aujourd'hui toucher 630 000 personnes, dont des écoles, des hôpitaux, etc. Les perturbations associées (coupures de chauffage urbain, de gaz, d'électricité, d'eau potable, de transports en commun ou encore de télécommunications), qui peuvent durer plusieurs semaines, auraient aussi des répercussions majeures sur l'économie nationale.

En Ile-de-France, environ 120 000 clients gaz sur 100 communes qui sont impactés ou inondés par la crue de la Seine.

Pour maintenir un haut niveau de préparation collective, les autorités organisent régulièrement des exercices, dont «HYDROS 2025», qui vise à renforcer la culture du risque inondation auprès des citoyens, entreprises et institutions. Organisé par le Secrétariat général de la zone de défense et de sécurité de Paris (Préfecture de Paris), «HYDROS 2025» a réuni plus d'une centaine d'acteurs publics et d'opérateurs essentiels du 13 au 17 octobre 2025. GRDF y a participé pendant 2 jours et a pu tester ses dispositifs de prévention et de gestion de crise liés au réseau de gaz, autour d'un scénario de crue progressive calé sur les repères historiques.

De la crue à la décrue : un fort besoin de sécurisation et de coordination

Une grande crue est un phénomène lent mais durable. Pour GRDF, la priorité reste la sécurité des personnes et des biens, avec des actions préventives (mise en sécurité, coupures ciblées) puis un retour progressif à la normale.

L'exercice a permis de tester la coordination, la continuité d'activité et la communication d'alerte entre tous les acteurs.

Les priorités pour GRDF

Près de cinquante collaborateurs ont été mobilisés les 14 et 15 octobre 2025 dans des cellules de crise nationales, régionales et locales. Le travail s'est articulé autour de trois priorités :

- sécuriser le réseau et les interventions grâce à des outils de modélisation permettant d'anticiper les impacts 72 heures à l'avance,
- assurer la continuité d'activité avec une coordination logistique et humaine rigoureuse,
- informer et coordonner avec les préfetures et collectivités pour partager en temps réel les impacts et décisions.

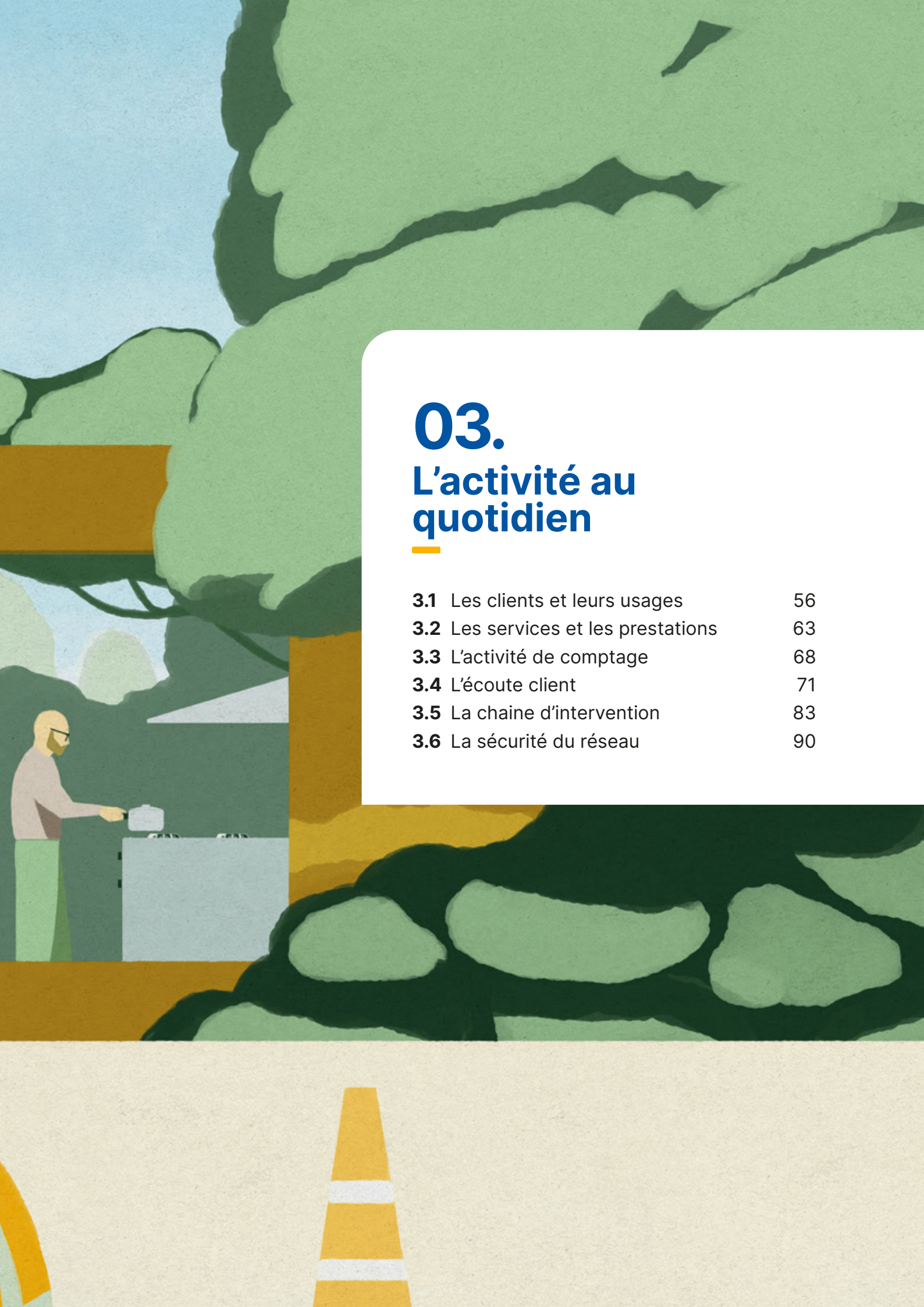
Un retour d'expérience utile et des réflexes renforcés

L'exercice a confirmé la bonne appropriation du Plan de protection contre les inondations (PPCI) et mis en lumière l'héritage des Jeux Olympiques et Paralympiques, qui ont renforcé les réflexes de gestion en situation complexe. Enfin, la décrue reste la phase la plus sensible pour le gaz : les prochains exercices continueront d'en affiner la gestion.

HYDROS 2025 s'inscrit dans une démarche continue d'adaptation au changement climatique : plans, procédures et investissements sont régulièrement actualisés pour renforcer la résilience du réseau gazier en zone inondable.

À noter, chaque citoyen peut d'ailleurs accéder à l'outil de simulation des zones inondées en Île-de-France lors d'une crue : [Cartoviz – Zones inondées potentielles](#).





03.

L'activité au quotidien

3.1	Les clients et leurs usages	56
3.2	Les services et les prestations	63
3.3	L'activité de comptage	68
3.4	L'écoute client	71
3.5	La chaîne d'intervention	83
3.6	La sécurité du réseau	90

3.1 Les clients et leurs usages

Les clients et les consommations sur votre concession

GRDF achemine le gaz pour le compte de tous les fournisseurs agréés jusqu'aux points de livraison des clients consommateurs. Cette prestation d'acheminement est distincte et complémentaire de la vente de gaz réalisée par le fournisseur d'énergie.

À la suite d'une année 2020 marquée par une baisse sensible des consommations des professionnels due à la crise sanitaire, le niveau des consommations en 2021 était revenu à un niveau similaire aux années précédant la crise COVID. La consommation de gaz en France s'oriente de nouveau à la baisse depuis 2022.

En savoir plus

Le nombre de clients correspond au dénombrement des clients ayant un contrat de fourniture actif et ayant consommé dans l'année. Cette méthode de calcul permet d'avoir une cohérence avec les quantités de gaz consommées sur l'année.

Les quantités de gaz livrées aux clients sont déterminées lors des relevés périodiques et relevés ponctuels. Les volumes mesurés par les compteurs sont convertis en énergie par application d'un coefficient thermique. Les relevés périodiques ont lieu :

- chaque jour, pour les clients avec l'option tarifaire T4 ou TP,
- chaque mois, pour les clients équipés d'un compteur communicant avec l'option tarifaire T1 ou T2, ainsi que les clients avec l'option tarifaire T3,
- chaque semestre, pour les clients non télérelevés avec l'option tarifaire T1 ou T2.

Lorsque GRDF ne peut obtenir le relevé périodique télérelevé, les quantités livrées sont déterminées à partir d'un index transmis par le client (index « auto-relevé ») ou d'une estimation sur la base d'un historique de consommation. De même, l'index utilisé lors de certains événements contractuels peut être un index autorelevé ou un index calculé sur la base du dernier index connu et d'un historique de consommation. Enfin, dans le cas d'un dysfonctionnement du comptage, les quantités livrées sont déterminées au moyen d'une estimation.

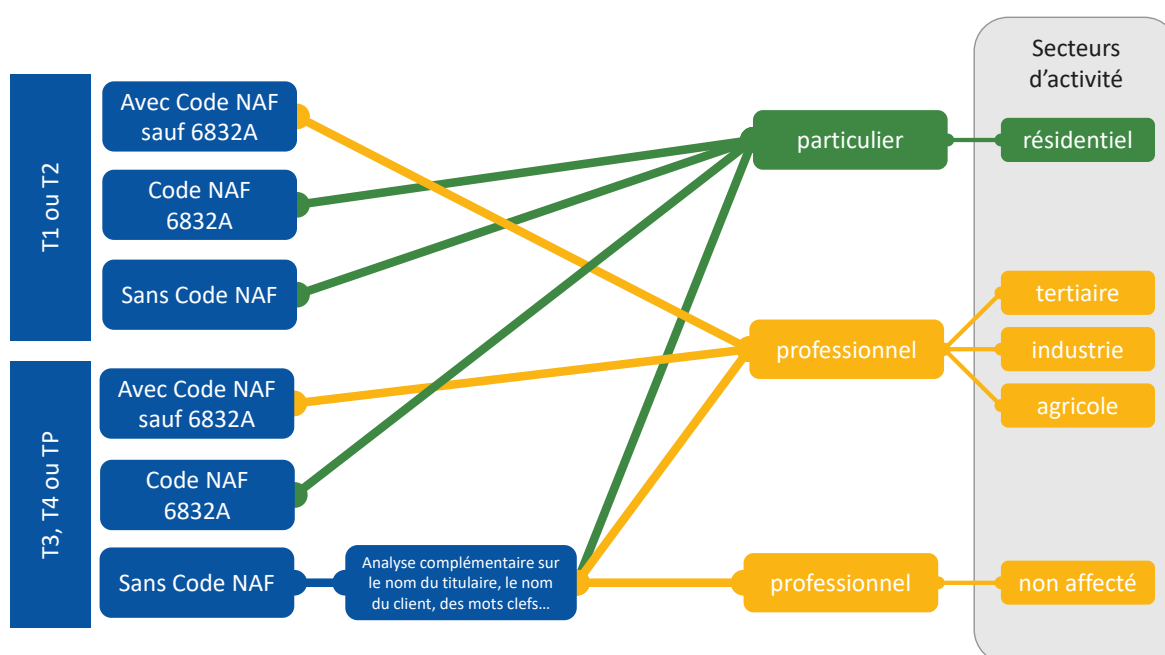
À noter également que pour les clients avec options tarifaires T1, T2 et T3 équipés d'un compteur communicant, un relevé d'index quotidien permet la mise à disposition du client de sa consommation journalière, à titre informatif.

Afin de donner une image des quantités acheminées sur l'année civile écoulée, il est nécessaire pour les clients dont les compteurs ne sont pas relevés à une fréquence mensuelle ou journalière, d'utiliser une méthode de reconstitution de ces quantités sur la période comprise entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre.

Votre interlocuteur GRDF est à votre disposition pour toute information complémentaire sur la méthode de reconstitution des quantités acheminées.

Les données de consommation sont désormais organisées en secteurs d'activités conformément aux dispositions du décret n°2020-196 et de l'arrêté du 6 mars 2020 :

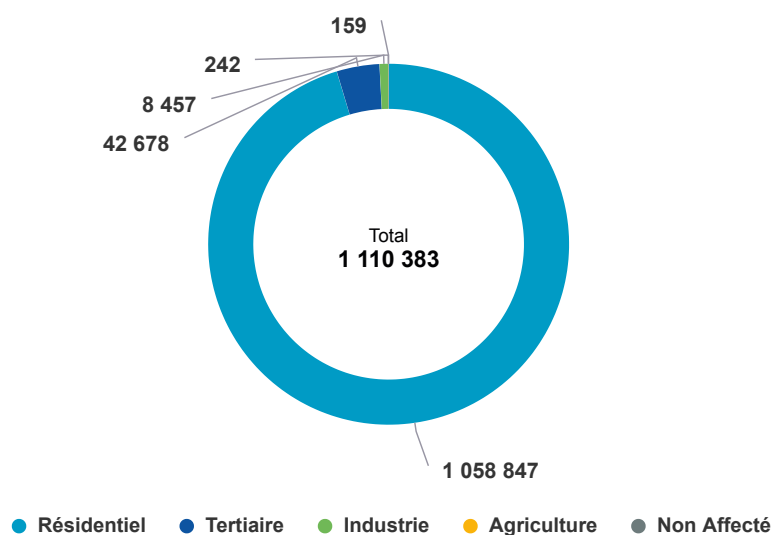
- les secteurs d'activités « tertiaire », « industrie » et « agricole » des clients professionnels (quel que soit le tarif d'acheminement) sont déterminés et répartis selon leur code NAF (sauf 68.32A). Pour les tarifs d'acheminement T3, T4 et TP cette attribution est plus détaillée car réalisée selon le deuxième niveau de la nomenclature NAF (88 secteurs).
- le secteur d'activité « résidentiel » correspond aux clients particuliers ayant des tarifs T1 ou T2, ou les Points de Livraison (PDL) dont le code NAF est 68.32A.
- enfin, un traitement spécifique est fait sur les PDL T3, T4 et TP sans code NAF pour permettre une affectation à un secteur d'activité, sinon ils sont rattachés à « non affecté ».



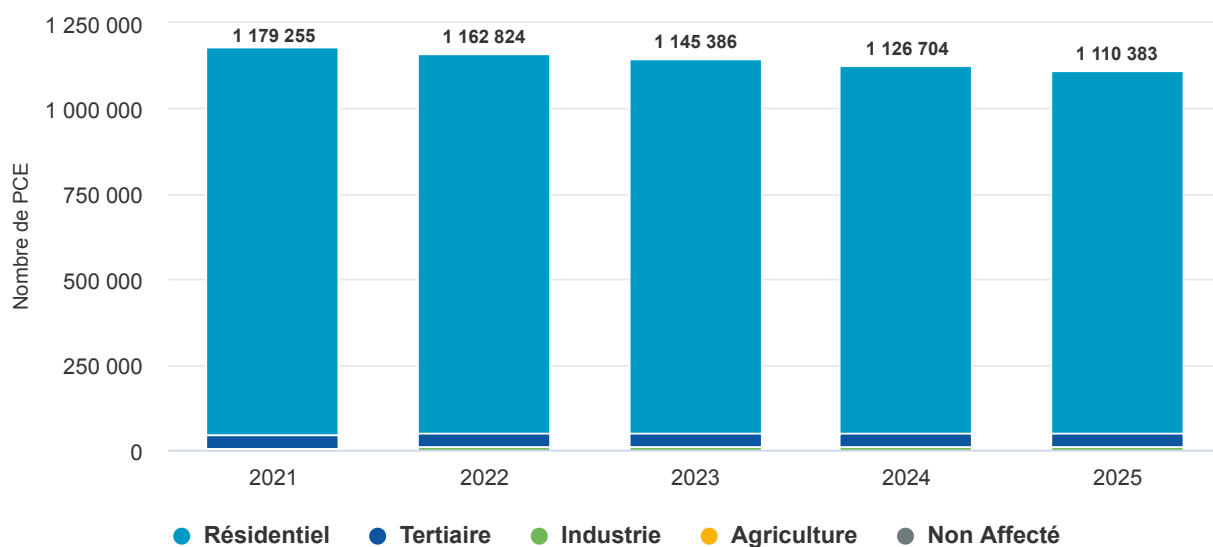
Les clients et la consommation par secteur d'activité

Le nombre de clients sur votre concession et les quantités de gaz acheminées vous sont présentés ici par secteur d'activité.

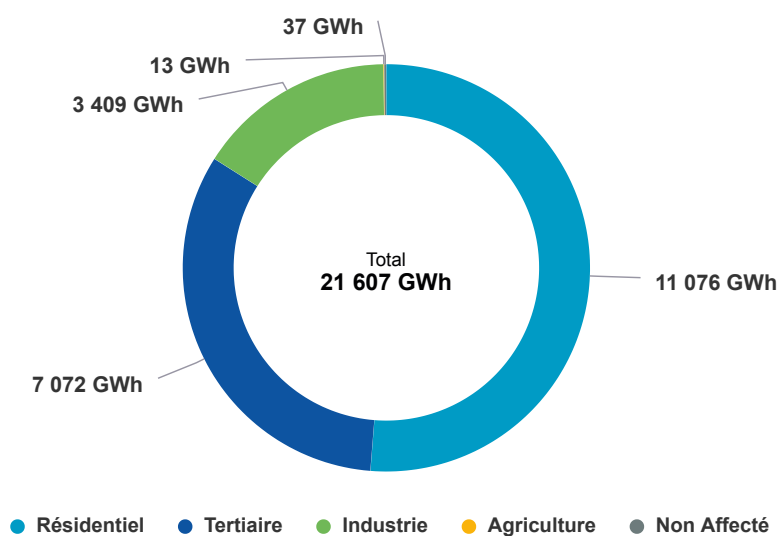
Répartition du nombre de clients par secteur d'activité en 2025



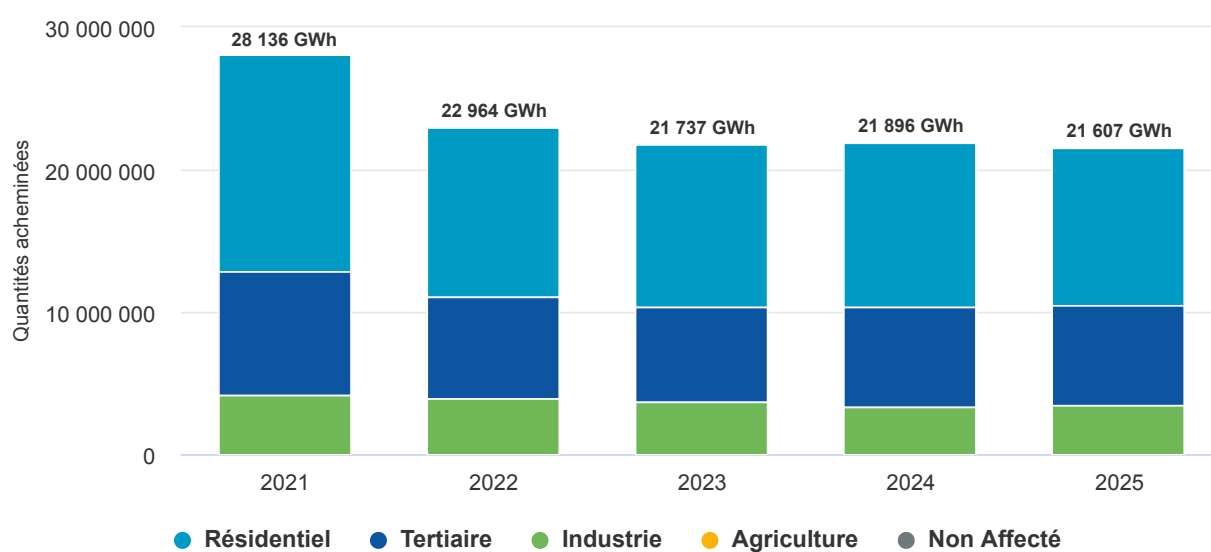
Évolution du nombre de clients par secteur d'activité



Répartition des quantités acheminées par secteur d'activité en 2025



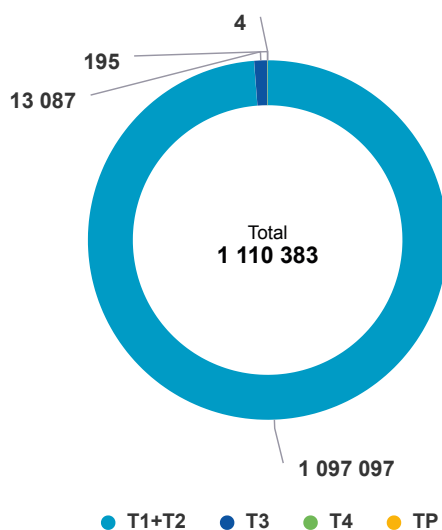
Évolution des quantités acheminées par secteur d'activité



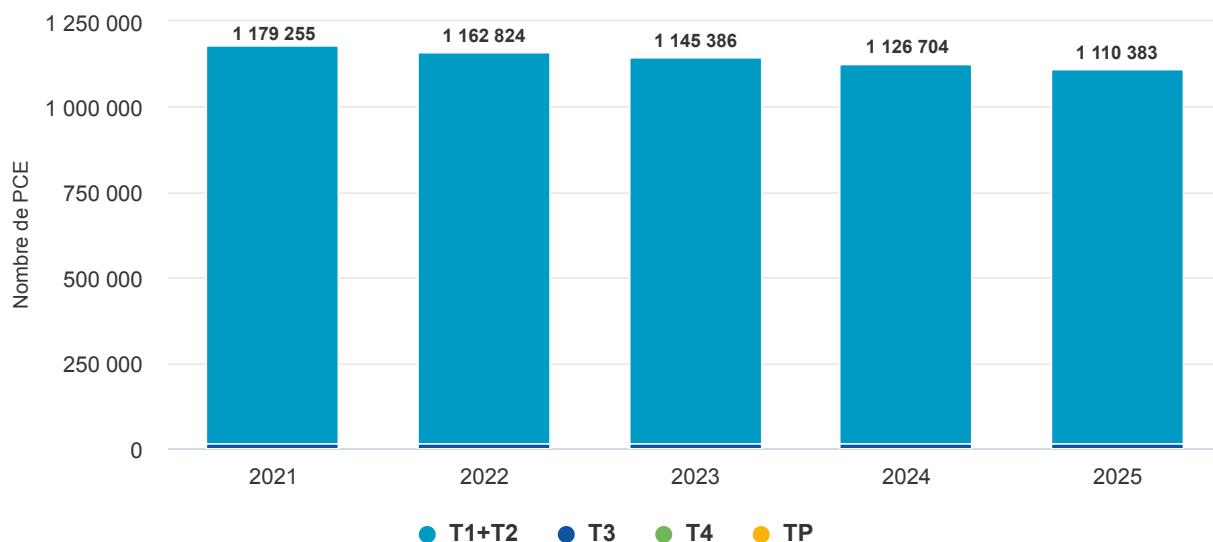
Les clients et les consommations par tarif d'acheminement

Le nombre de clients sur votre concession et les quantités de gaz acheminées vous sont présentés ici par tarif.

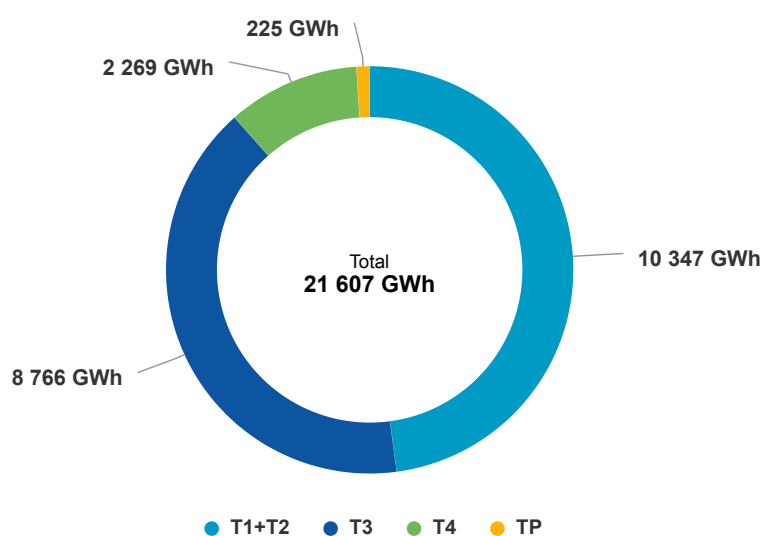
Répartition du nombre de clients par tarif en 2025



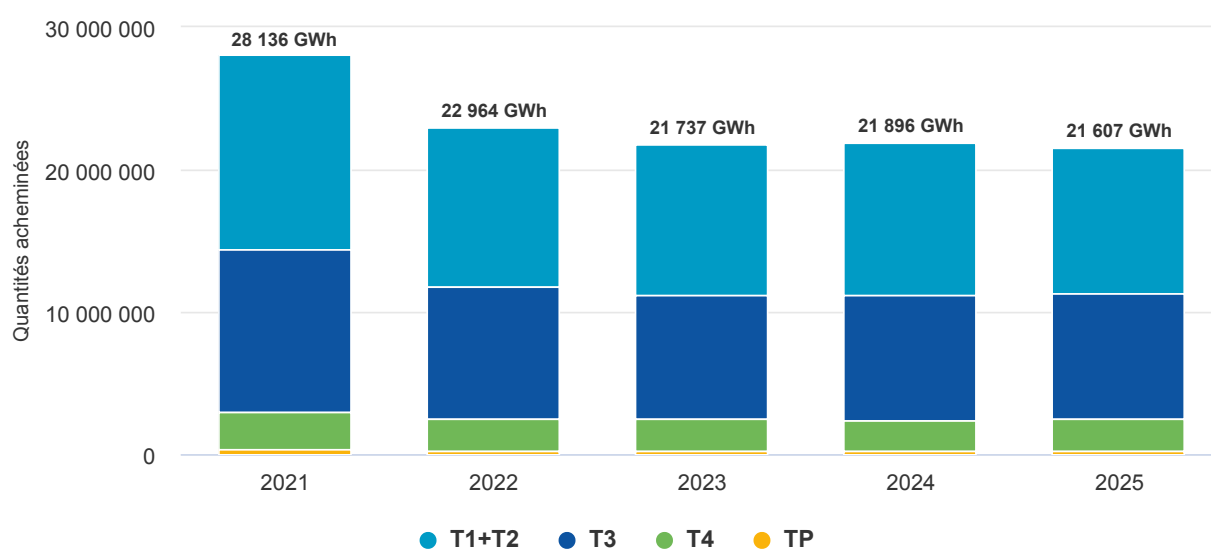
Évolution du nombre de clients par tarif



Répartition des quantités acheminées par tarif en 2025



Évolution des quantités acheminées par tarif



Les clients par tranches de Consommation Annuelle de Référence (CAR)

La CAR correspond à une estimation de la consommation annuelle de gaz naturel pour un client, calculée dans des conditions climatiques moyennes. Elle est mise à jour chaque 1^{er} avril sur la base des consommations du 1^{er} avril au 31 mars de l'année écoulée.

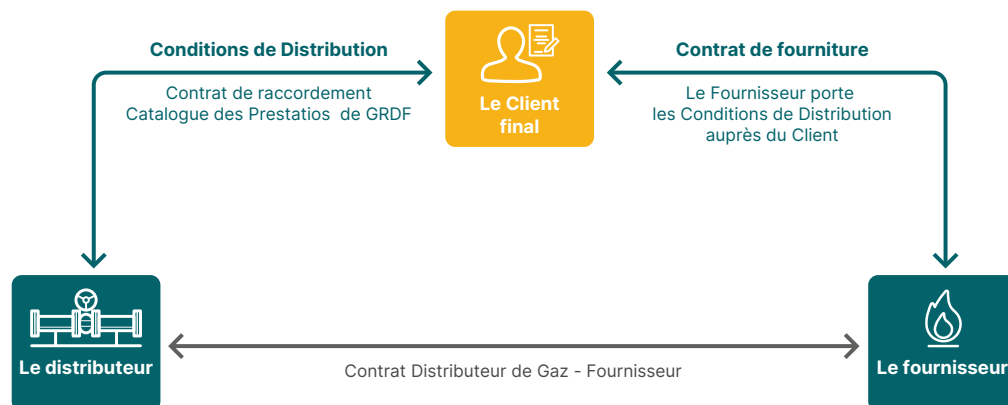
Le nombre de clients sur votre concession vous est présenté ici par tranches de CAR.

Répartition des clients par tranche de CAR

	2023	2024	2025
CAR1 (moins de 20 MWh)	974 509	973 502	973 797
CAR2 (entre 20 et 300 MWh)	159 915	142 483	125 907
CAR3 (plus de 300 MWh)	10 962	10 719	10 679

3.2 Les services et les prestations

Les prestations et services réalisés par GRDF sont définis dans le catalogue des prestations, liant le distributeur au client, qui permet de décrire la nature des prestations réalisables à la demande des clients. Ce catalogue des prestations est validé par la Commission de Régulation de l'Energie (CRE) et mis à jour tous les ans. Il est disponible sur le site de GRDF : www.grdf.fr/institutionnel/actualite/publications/catalogue-prestations.



Les principales prestations réalisées

À la demande des clients ou des fournisseurs de gaz, GRDF réalise ainsi :

- Des prestations intégrées dans le tarif d'acheminement (changement de fournisseur sans déplacement, intervention de sécurité et de dépannage, relevé cyclique, mise hors service à la suite d'une résiliation du contrat de fourniture...).
- Des prestations payantes, facturées à l'acte ou périodiquement suivant leur nature (mise en service d'installations, modifications contractuelles, interventions pour impayés ou pour travaux, relevés spéciaux...), identifiées dans le catalogue des prestations.

Ci-dessous les principales évolutions du catalogue 2025 publié le 1^{er} juillet 2025.

Nouvelles Prestations :

- Création de la prestation expérimentale N°562 « Passage au pas horaire pour les clients en fréquence MM/JJ » permettant d'activer le télérelevé des compteurs évolués au pas horaire.
- Création des prestations N°953 et N°954 « Etude adéquation poste livraison/besoins clients » dans la perspective de la facturation par les GRD de gaz du terme de débit normalisé à compter du 1^{er} juillet 2026.

Modification de prestations existantes :

- Suppression de la prestation N°11 « Annonce passage releveur » : la relève cyclique à pied disparaît ;
- Modification de la prestation N°12 « Collecte d'un index auto relevé à la suite de l'absence client » en « collecte d'un index auto relevé client » précisant les modalités de transmission de l'auto relevé ;

3. L'activité au quotidien

- Mise à jour de la prestation N°19 « Interruption de la livraison de gaz à la suite d'une résiliation du contrat de fourniture (anciennement Mise Hors Service) » permettant d'adapter l'intitulé de la prestation afin de clarifier que celle-ci est réalisable avec ou sans dépose du compteur. GRDF a également demandé à modifier l'intitulé de l'option « arrêt du gaz » en « dépose compteur » ;
- Mise à jour de la prestation N°24 « Relevé cyclique des compteurs » précisant que le relevé cyclique s'effectuerait désormais « par télérelevé » pour les points équipés d'un compteur évolué, et « par auto-relevé client » pour les PCE à fréquence de relevé semestrielle ;
- Mise à jour de la prestation N°121 « Mise en Service avec déplacement » permettant d'élargir une mise en service en urgence pour les compteurs $\geq 16\text{m}^3/\text{h}$, si le compteur est posé ;
- Mise à jour de la prestation N°117 « Formation technique réseau et distribution destinée au personnel des Fournisseurs » permettant de détailler le contenu de la formation ;
- Pérennisation de la prestation N°125 « Mise à jour des capacités d'injection sur demande » : à la suite de la phase d'expérimentation menée au cours des deux années précédentes ;
- Mise à jour des prestations N°221 et N°222 « Dépose du compteur » afin de clarifier les descriptions de ces prestations et de supprimer les cas pour lesquels une mise en œuvre n'est pas possible ;
- Mise à jour de la prestation N°232 « Réalisation de raccordement » permettant d'ajuster les seuils de débit pour l'application du forfait 3 et de la participation éventuelle du client résultant de l'analyse de rentabilité ;
- Mise à jour de la prestation N°304 « Mise à disposition du poste de livraison ou du dispositif local de mesurage » ;
- Mise à jour de la prestation N°521 « Relevé spécial (hors changement de Fournisseur) » permettant deux relevés spéciaux non facturés par période de 12 mois, pour les clients équipés d'un compteur évolué qui ne communique pas d'index télérelevé et pour les clients qui ne peuvent pas être équipés d'un compteur évolué suite à une impossibilité technique, du fait de GRDF ;
- Modification de la prestation N°711 « Coupure en cas d'absences multiples au relevé » en « Coupure en cas de non-respect des obligations du client de permettre le libre accès au Dispositif Local de Mesurage » permettant d'appliquer cette prestation à tout refus d'accès au compteur par le client ;
- Modification de la prestation N°712 « Rétablissement à la suite d'une coupure en cas d'absences multiples au relevé » en « Rétablissement à la suite d'une coupure en cas de non-respect des obligations du Client de permettre le libre accès au Dispositif Local de Mesurage » répondant à la prestation N°711.

Principales demandes de prestations réalisées

	2023	2024	2025
Mise en service (avec ou sans déplacement, avec ou sans pose compteur)	101 152	89 959	96 133
Mise hors service (initiative client ou fournisseur)	80 443	73 404	75 867
Intervention pour impayés (coupure, prise de règlement, rétablissement)	8 943	11 946	10 958
Changement de fournisseur (avec ou sans déplacement)	63 470	52 066	49 721
Demande d'intervention urgente ou express par rapport au délai standard	4 534	4 506	4 580
Déplacement vain ou annulation tardive facturé	4 011	5 567	4 815
1ère mise en service	5 422	4 363	5 008

Les demandes d'interventions pour impayés demeurent élevées en 2025. En 2024, la fin de l'attribution automatique des chèques énergie avait occasionnée un désagrément pour les ménages bénéficiaires. En 2025, l'envoi a été semi-automatique (c'est à dire que les foyers identifiés comme éligibles le recevront automatiquement; les foyers non identifiés devront le demander en ligne) mais en raison d'un calendrier exceptionnel, les chèques énergie 2025 ont été envoyés en novembre 2025, et non en avril comme les années précédentes.

Sur le périmètre GRDF, on constate une légère baisse des demandes d'intervention pour impayés avec -3% au périmètre France et -10% en Ile-de-France (représentant un peu plus de 20 000 interventions sur les 84 000 du périmètre GRDF.

Le 3 mars 2026, le médiateur de l'énergie a publié un communiqué de presse présentant le bilan pour l'année 2025 et les perspectives pour 2027 de réautomatiser l'attribution du chèque énergie, dont l'extrait est présenté ci-dessous:

À l'approche de la fin de la trêve hivernale des coupures d'énergie, le 31 mars 2026, le médiateur national de l'énergie publie les données relatives aux interventions pour impayés (limitations de puissance en électricité et coupures d'électricité ou de gaz naturel) réalisées chez des particuliers au cours de l'année 2025.

«En 2025, 1,2 million d'interventions pour impayés ont été mises en œuvre à la demande des fournisseurs de gaz et d'électricité, en baisse de 3,7% par rapport à 2024.

Alors que les coupures de gaz ont augmenté de près de 4%, les fournisseurs d'électricité ont été plus enclins à satisfaire la demande du médiateur national de l'énergie et de nombreuses associations de ne plus couper l'électricité chez leurs clients. En effet, ces coupures ont baissé de 30%, de 203 767 en 2024 à 143 625 en 2025. À l'inverse, les limitations de puissance en électricité ont légèrement augmenté pour atteindre 948 000 en 2025 contre 937 000 en 2024.

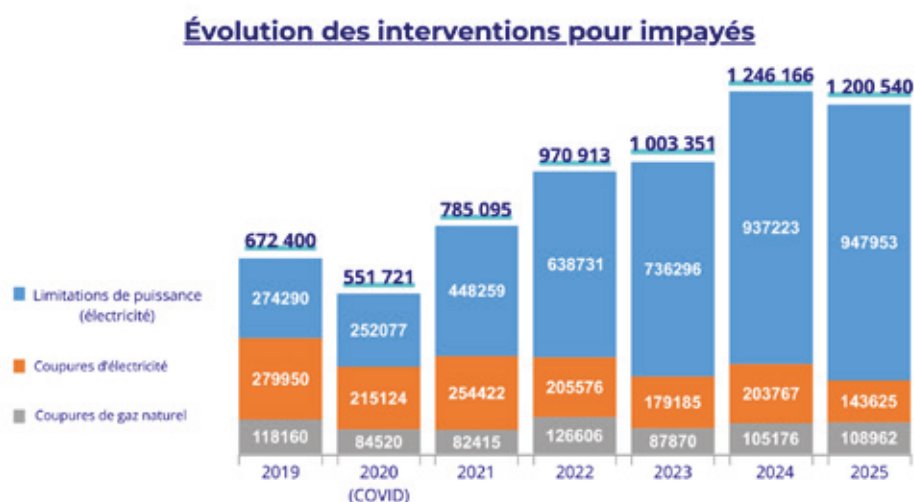
Face à l'augmentation continue de la précarité énergétique, le médiateur réitère son appel à interdire les coupures d'électricité et à réautomatiser l'attribution du chèque énergie dès 2027.

3. L'activité au quotidien

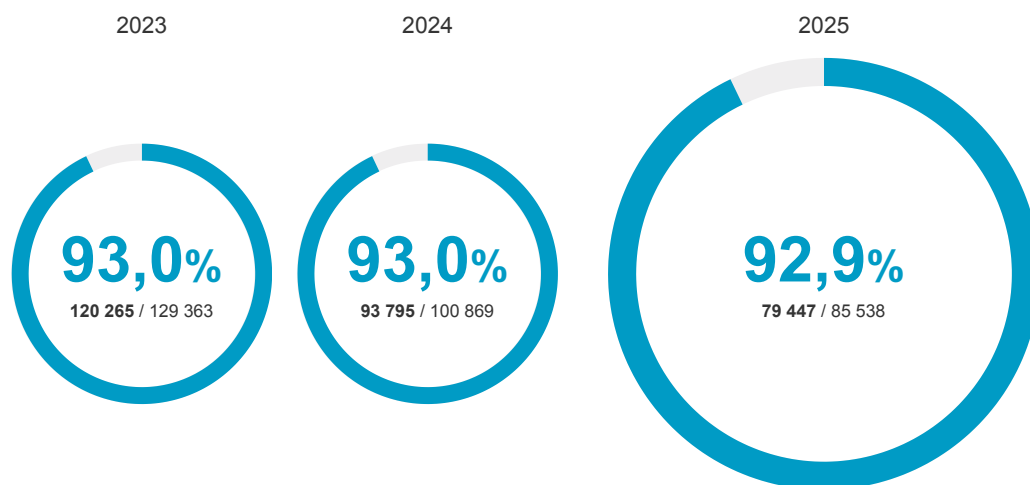
Des limitations de puissance de plus en plus fréquentes et privilégiées aux coupures

Les réductions de puissance sont devenues, en quelques années, la mesure privilégiée de recouvrement des factures impayées des fournisseurs d'énergie. Plus simples à mettre en œuvre car téléopérées à distance et plus supportables pour les foyers qui les subissent que les coupures d'électricité, les réductions de puissance ont été multipliées par 3,5 entre 2019 et 2025.»

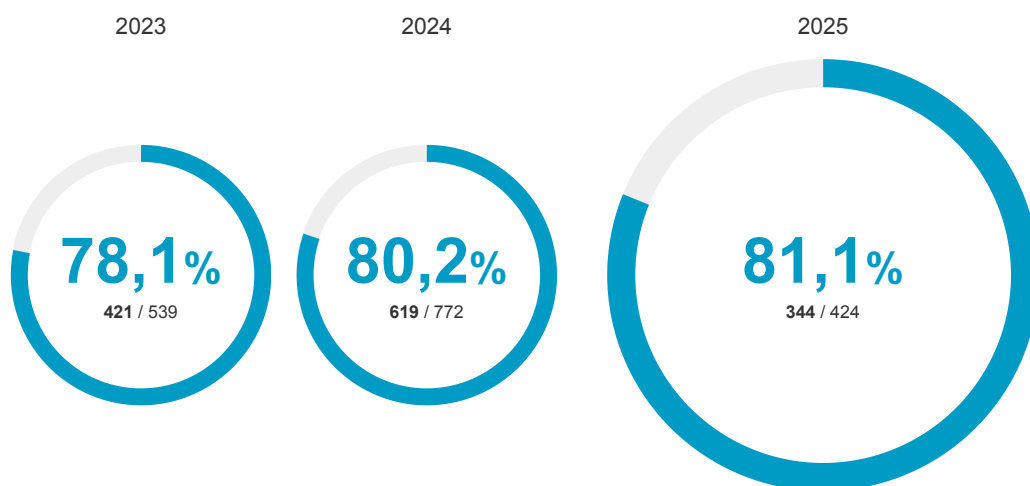
Plus d'informations: <https://www.energie-mediateur.fr/12-million-dinterventions-pour-impayes-de-factures-denergie-en-2025/>



Taux de respect du délai catalogue des demandes reçues des fournisseurs



Taux de raccordement dans les délais catalogue



3.3 L'activité de comptage

Le relevé des compteurs

Le relevé des compteurs par GRDF est organisé de manière différente entre les plus gros consommateurs (environ 100 000 relevés à distance sur un rythme mensuel ou journalier), et le reste des clients (10,5 millions environ).

Sur ce second périmètre, pour les derniers cas où le compteur n'est pas encore communicant (moins de 1,5% des clients au niveau national à fin 2025), le relevé est organisé sur un rythme semestriel via des auto-relevés.

La qualité du relevé des comptages

Le « taux de relevés sur index réels télérelevés » est de 99,2% sur votre concession. Il correspond à la consolidation du télérelevé des nouveaux compteurs communicants.

Le « taux de relevés corrigés » est de 1,4% sur votre concession. Il correspond au nombre d'index corrigés rapporté au nombre de compteurs non communicants relevés. Les corrections de relevés interviennent à la suite des corrections sur des index estimés ou à des contestations d'index issues des réclamations clients ou des demandes fournisseurs.

Le « taux de compteurs avec index lu au moins une fois dans l'année » est de 98,8% sur votre concession. Il correspond au ratio du nombre de compteurs dont l'index a pu être lu les 12 derniers mois sur le nombre total de compteurs. Il concerne tous les compteurs actifs, qu'ils soient communicants ou non communicants.

L'accessibilité des compteurs non communicants lors du relevé

Depuis 2020, afin d'accompagner le client tout au long de son parcours du relevé, GRDF a mis en place un service consistant en l'envoi de SMS aux clients qui n'auraient pu être présents, leur permettant d'envoyer leur index en auto-relevé.

Évolution des compteurs domestiques actifs et inactifs

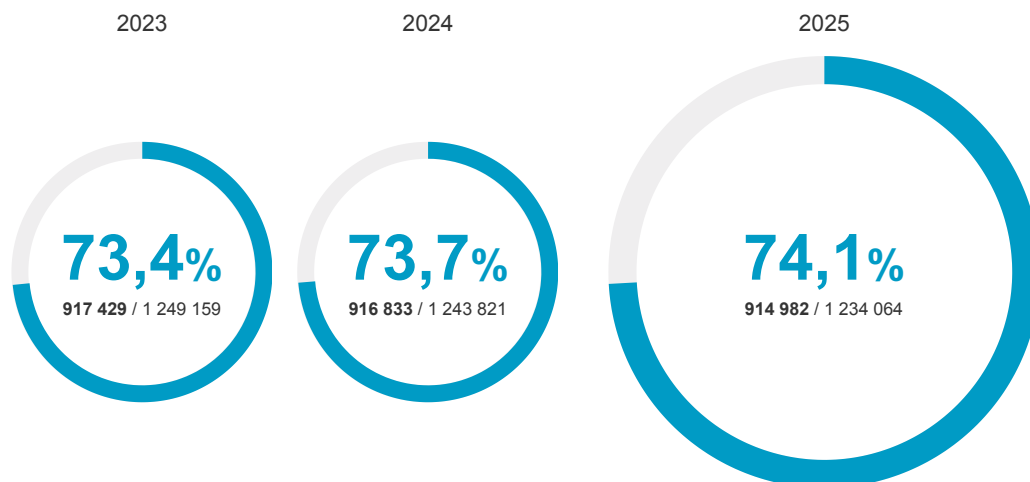


En 2025, sur votre concession le nombre de compteurs domestiques est de 1 205 657. En 2024, ce nombre était de 1 215 910 et de 1 221 380 en 2023.

Évolution des compteurs industriels actifs et inactifs



Taux d'accessibilité des compteurs domestiques et industriels



Le compteur communicant gaz au service de la transition écologique des territoires

Le déploiement des compteurs communicants gaz a pour objectif majeur de permettre aux clients de bénéficier d'une meilleure connaissance de leur consommation de gaz. Grâce au compteur communicant, les clients peuvent visualiser sur un espace personnalisé et sécurisé leur consommation quotidienne, la comprendre et ainsi entreprendre des actions de maîtrise de l'énergie.

Découvrez sur grdf.fr les bonnes raisons de créer votre Espace Client.

3.4 L'écoute client

Le Service Client GRDF

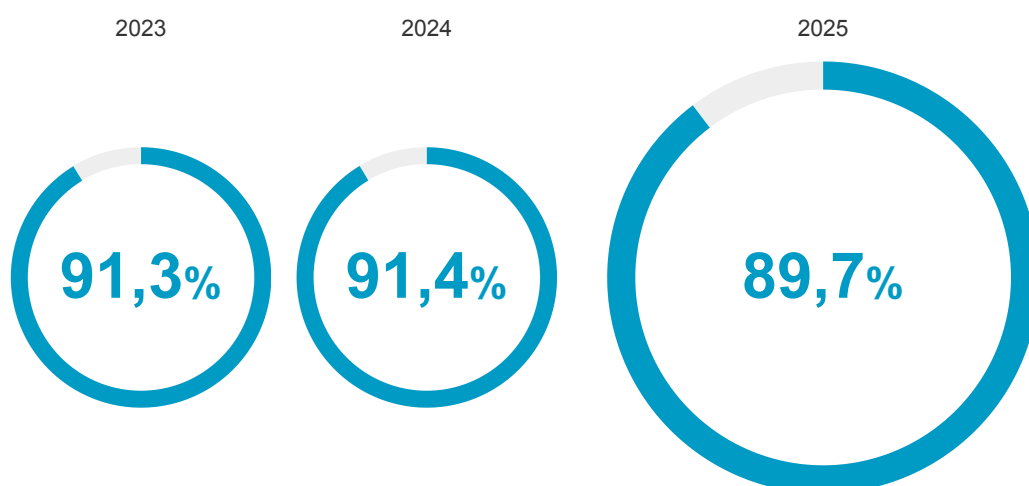
Le Service Client GRDF traite l'ensemble des demandes (hors Urgence Sécurité Gaz) concernant le raccordement, le conseil en matière de solutions gaz et l'ensemble des prestations réalisées par GRDF. Il est dédié à tous les clients, promoteurs, partenaires et fournisseurs d'énergie. Vous pouvez contacter nos conseillers sur notre site internet [grdf.fr](https://www.grdf.fr) (rubrique Aide & contacts) ou par téléphone au 09 69 36 35 34 du lundi au vendredi de 8h à 17h (appel non surtaxé) avec un service dédié pour l'accueil des clients professionnels et des collectivités locales (en choisissant 3 lors de l'appel).



102 213

appels tous motifs confondus sur votre région GRDF

Taux d'accessibilité du Service Client GRDF sur votre région GRDF



Satisfaction des collectivités locales

Comme chaque année, GRDF a mené une enquête de satisfaction auprès des collectivités locales et autorités concédantes. Avec plus de 1 300 collectivités ayant répondu,

3. L'activité au quotidien

le nombre de participants reste significatif, illustrant la qualité des relations entretenues entre GRDF et ces dernières.

Avec cette enquête, au-delà des trois thèmes classiques (contrat de concession, contenu du Compte Rendu d'Activité de Concession, contenu du Portail Collectivités), les collectivités locales ont également été interrogées sur les thématiques qu'elles privilégient dans le contrat de concession. Les trois sujets qui ressortent sont à nouveau : les investissements, les indicateurs de performance et la maîtrise de la demande en énergie.

Le niveau de satisfaction globale reste à 97% pour la troisième année consécutive. En outre, 98% des répondants déclarent avoir une bonne image de GRDF. On observe également une hausse sensible (74% contre 71%) sur la facilité de traitement des demandes et des questions adressées à GRDF. Les principaux indicateurs sont donc stables, voire en hausse, à un très haut niveau.

À noter également, cette année encore, le pourcentage de répondants se déclarant très satisfaits est supérieur à 50%, et en évolution constante depuis 2022 (56% en 2025, 54% en 2024, 54% en 2023 et 48% en 2022).

99% de confiance à l'égard du compte-rendu annuel de concession

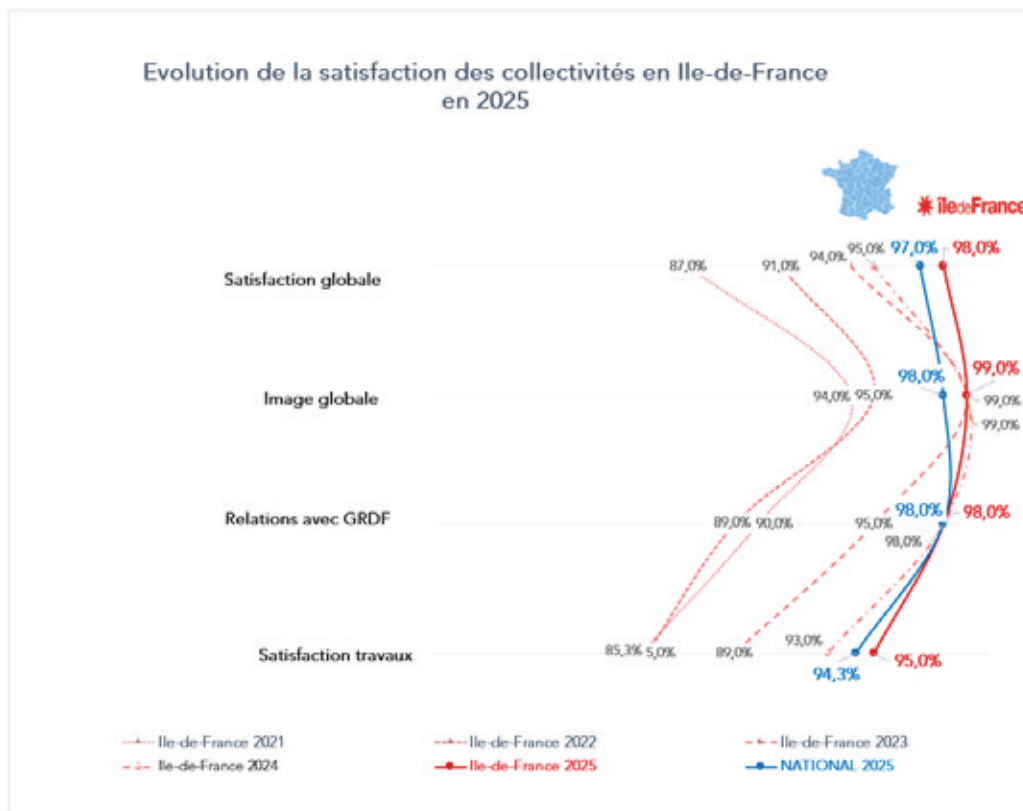
La satisfaction des collectivités en Ile-de-France préservée et consolidée en 2025

En Ile-de-France, les résultats de l'enquête ont significativement progressé sur ces 5 dernières années. Les excellents résultats de 2025, consolident cette dynamique et valident les progrès réalisés. 2025 est notamment marquée par une nette progression du nombre de collectivités « *Très satisfait +3pts (51%)* », « *Très bonne image +7pts (50%)* » et « *Très bon relationnel +5pts (65%)* » ce qui témoigne d'une confiance durable.

Les collectivités franciliennes sont majoritairement satisfaites des interlocuteurs GRDF pour leur écoute, réactivité et proximité ce qui constituent un socle relationnel solide. Elles apprécient également la qualité de service global apporté par GRDF et la facilité de traitement de leurs demandes. Les travaux souvent cités comme motif de progrès deviennent un levier de satisfaction pour les collectivités traduisant ainsi les bénéfices des efforts menés par GRDF pour faire progresser la qualité de ses chantiers et le suivi de ses prestataires.

Dans l'ensemble les résultats de l'enquête confirment :

- Un constat visible sur la qualité de la distribution du gaz, la sécurité du réseau mais également sur les relations entretenues avec les Collectivités et les Autorités concédantes.
- Les concédants ont un niveau de confiance élevé vis-à-vis de GRDF pour la fourniture de données pertinentes et sont très satisfaites du Compte Rendu Annuel de Concession (CRAC).
- Les Collectivités réaffirment leur intérêt et leur confiance en l'énergie gaz : elles sont convaincues à plus de 89% que cette énergie est adaptée à leurs besoins et que les gaz verts sont à la fois un axe majeur pour l'indépendance énergétique du pays et un élément clé de la stratégie de décarbonation à plus de 90%.



Evolution de la satisfaction des collectivités en Ile-de-France

En Ile-de-France, les résultats 2025 plus en détail :

- La **satisfaction globale** est portée à plus de **98%** (+3 pts). Ce score intègre l'ensemble des sujets liés à la Concession, la sécurité, les travaux et la qualité relationnelle.
- **L'image globale** se maintient à **99%** de satisfaction et au-dessus du niveau National. L'image globale reflète le professionnalisme et l'efficacité de GRDF en tant qu'opérateur du réseau de distribution gaz.
- La qualité des **relations avec GRDF** se maintient à **98%**, traduisant ainsi un excellent relationnel entre les collectivités et leurs interlocuteurs GRDF et la facilité de traitement des demandes.
- La **satisfaction travaux** progresse encore de 2 points pour atteindre **95%**. Ce bon score est la conséquence d'actions déployées par GRDF Ile-de-France pour mieux anticiper, planifier et coordonner nos travaux sur le réseau gaz, améliorer la qualité des travaux et celle de nos prestataires et maîtriser nos délais de réfections définitives en fin de chantier.

Depuis 2020, GRDF a notamment mis en place :

- Des *schémas directeurs réseaux coconstruits et coordonnés avec la collectivité*, en planifiant des programmations quinquennales de travaux en lien avec les programmes voiries,
- La *participation aux réunions publiques* organisées par les communes ayant un volume de travaux importants,
- Des *visites de chantiers conjointes* en accompagnement des Autorités concédantes.
- Un indicateur de *suivi des délais moyens des réfections définitives* à la maille de la région, de chaque agence d'intervention et de chaque prestataire.

GRDF engagé pour la qualité de ses chantiers en étroite collaboration avec ses entreprises partenaires.

Soucieuse des attentes des collectivités, GRDF Île-de-France veille à la maîtrise et à la qualité de ses chantiers gaz réalisés sur le territoire, en étroite collaboration avec ses entreprises partenaires.

Pour atteindre ses objectifs, GRDF déploie une démarche globale et collaborative permettant :

- Une sélection des prestataires selon des procédures exigeantes, garantissant ainsi le respect des critères techniques, de sécurité, des engagements contractuels et des attentes des collectivités.
- Une participation aux réunions concessionnaires et la réalisation d'enquêtes de satisfaction auprès des riverains afin d'améliorer en continu la qualité de service et de limiter les impacts des travaux.
- La réalisation tout au long des opérations, des contrôles réguliers de conformité et de sécurité, ainsi que des réceptions de chantiers systématiques avant remise en exploitation des ouvrages.
- Une présence terrain des chargés d'affaires GRDF pour suivre l'exécution des travaux, accompagner les entreprises et mettre en œuvre, si nécessaire, des points d'arrêt sécurité.
- Un suivi renforcé des prestataires travaux incluant des revues de portefeuille, des retours d'expérience en cas d'écart et des évaluations périodiques de leur performance.

Cette organisation globale vise à garantir la sécurité, la transparence et la qualité des interventions au bénéfice des territoires, des riverains et des clients.



Satisfaction des clients particuliers et professionnels

Un dispositif dématérialisé d'enquêtes de satisfaction est actif depuis 2015. Il permet, via des questionnaires en ligne, la mesure « à chaud » de la satisfaction des clients sur les différentes prestations de GRDF.

90% de satisfaction, objectif du projet d'entreprise GRDF

En savoir plus

Les événements suivants mettent en relation, en présence ou à distance, les clients et les équipes de GRDF :

- Raccordement pour le marché grand public et le marché d'affaires et première mise en service,
- Modification de branchement,
- Mise en service avec intervention,
- Contact avec le Service Client,
- Dépannage,
- Intervention liée au changement de gaz (Hauts-de-France),
- Bouts parisiens,
- Mise hors service avec intervention.

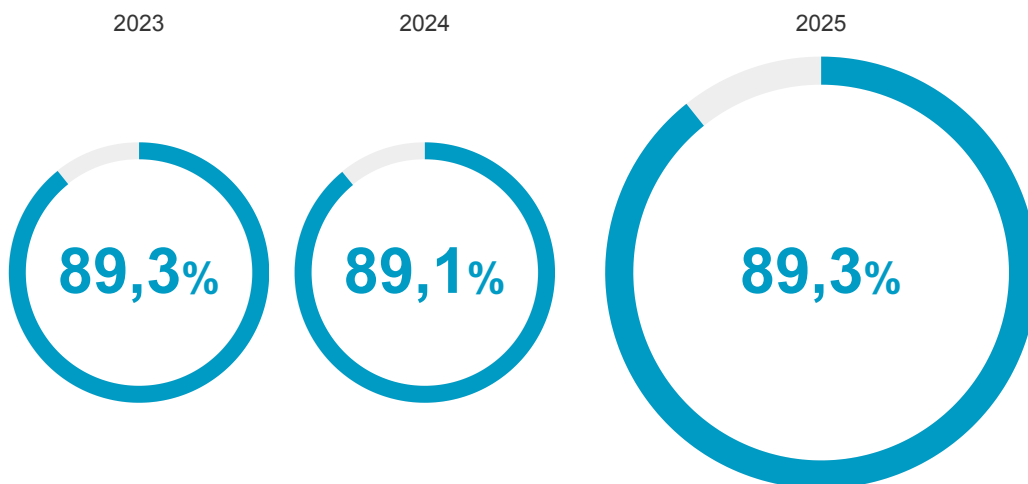
Les résultats de la satisfaction sur ces événements continuent de progresser tant au niveau national qu'au niveau des régions de GRDF en lien avec les actions d'amélioration mises en œuvre au sein des différentes entités de l'entreprise. En vision nationale, la satisfaction continue de progresser sur la majorité de ces événements et le taux de satisfaction dépasse le plus souvent 90%.

Au-delà de cette mesure de satisfaction agrégeant près de 120 000 répondants en 2025 c'est le dispositif de rappel sous trois jours des clients se déclarant « pas du tout satisfaits » qui soutient la démarche d'amélioration continue de GRDF. En 2025, tous événements confondus, il s'agit de près de 2 400 clients, ayant accepté de lever l'anonymat, qui ont pu être joints au téléphone et pour lesquels :

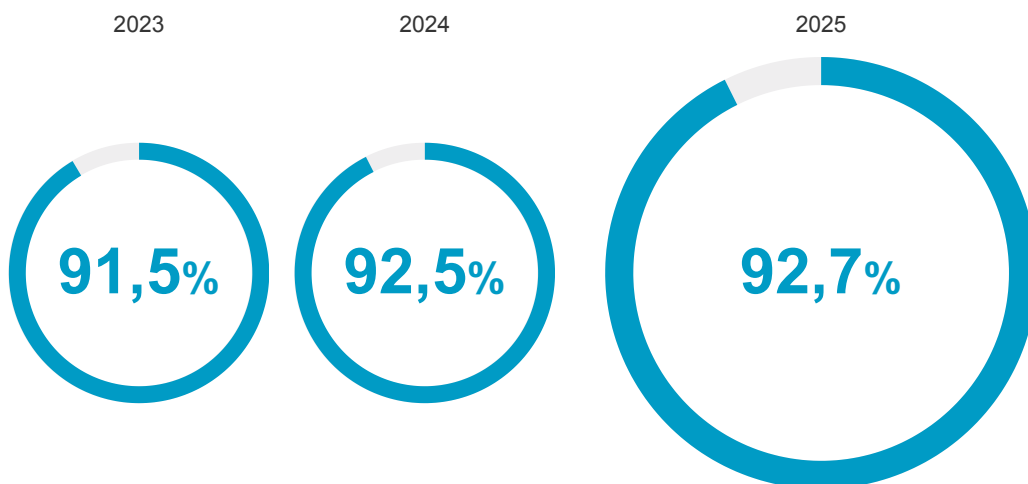
- Les raisons du mécontentement ont été identifiées,
- Des explications ont été apportées,
- Des mesures curatives ont été mises en œuvre, lorsque cela était possible,
- Des éventuelles modifications de nos processus ont été déployées dans le cadre de notre volonté d'amélioration continue de la satisfaction client.

Les clients saluent positivement cette initiative de rappel et témoignent très majoritairement de leur satisfaction à l'issue de cette nouvelle interaction.

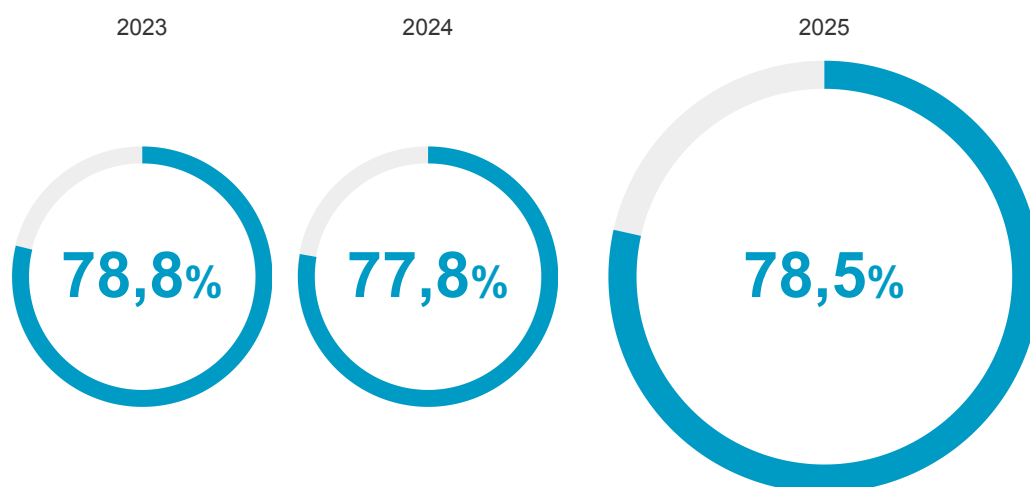
Taux de satisfaction des particuliers lors d'un raccordement (avec ou sans extension) - hors collectif sur votre région GRDF



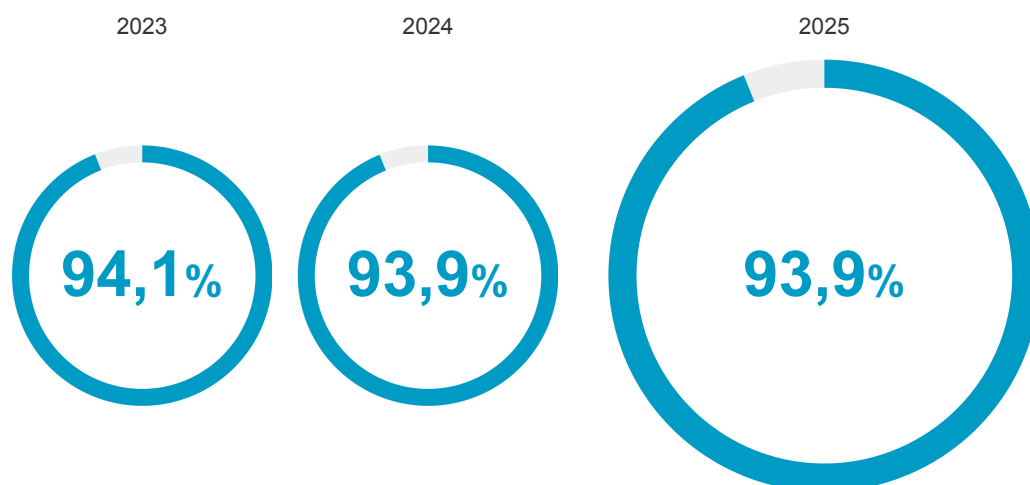
Taux de satisfaction des particuliers lors d'une mise en service avec intervention sur votre région GRDF



Taux de satisfaction des particuliers pour l'accueil distributeur sur votre région GRDF



Taux de satisfaction des particuliers et professionnels pour l'accueil dépannage gaz / exploitation maintenance sur votre région GRDF



La gestion des réclamations émises par les fournisseurs pour le compte des clients

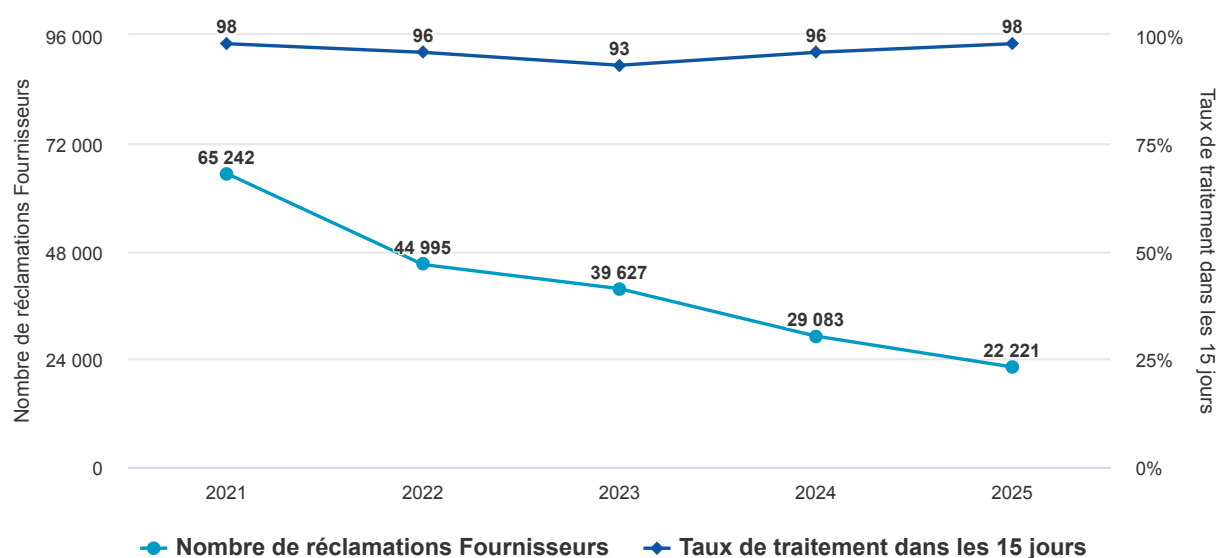
Après la baisse continue du nombre de réclamations émises par les fournisseurs d'énergie pour le compte des clients depuis l'ouverture des marchés, les années 2018-2021 ont été marquées par une augmentation des réclamations principalement liée à des anomalies de publication de données de consommation, ceci en lien avec le déploiement généralisé des compteurs communicants gaz et, de façon plus globale, avec les évolutions des systèmes d'information associés à la mise à disposition des données de consommation aux fournisseurs.

De nombreuses actions ont été entreprises par GRDF afin de limiter ces anomalies, ce qui a permis d'en réduire significativement le nombre, limitant ainsi le nombre de réclamations adressées depuis 2022. Ainsi, le nombre de réclamations fournisseurs baisse

depuis 2022, pour atteindre un total d'environ 22 200 réclamations en 2025, contre 29 000 réclamations en 2024.

La dégradation des délais de réponse aux réclamations observées ces dernières années s'est arrêtée et ces délais se sont encore bien améliorés en 2025. En effet le taux de réponses en moins de 15 jours aux réclamations courantes fournisseurs passe 96,5% en 2024 à 98,6% en 2025.

Évolution des réclamations Fournisseurs courantes au niveau national



En 2025 sur votre région GRDF, le taux de réponse aux réclamations fournisseurs courantes dans les 15 jours atteint 98,5%.

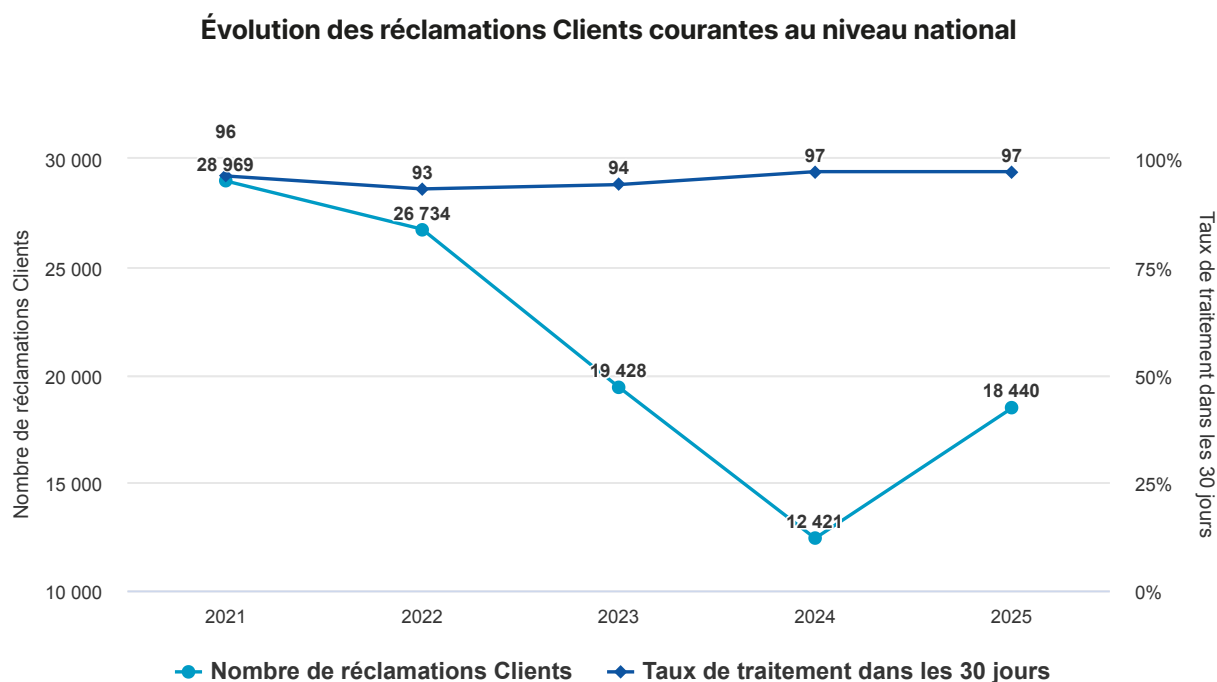
La gestion des réclamations directement émises par les clients

Au niveau national, le volume des réclamations émises directement par les clients, en diminution depuis 2022 (12 400 en 2024 contre 18 750 en 2023 et 26 750 en 2022), a augmenté de près de 50% en 2025 (18 430), contrebalançant la baisse des réclamations émises par l'intermédiaire des fournisseurs (-25%). Cela s'explique car GRDF a fait évoluer son Service Client en simplifiant et structurant son dispositif téléphonique et en modernisant son site [grdf.fr](https://www.grdf.fr), où les contacts pour des demandes ou des réclamations y sont facilités. Le client est également mieux informé et mieux guidé dans son parcours réclamation.

GRDF a mieux qualifié les réclamations dans les outils de collecte, permettant d'en fiabiliser le dénombrement (des actions de sensibilisation de l'ensemble des acteurs sont d'ailleurs réalisées en continu depuis 2020).

La gestion des réclamations tous périmètres confondus

En 2025 au niveau national, le taux de réponse en moins de 30 jours des réclamations courantes clients est de 96,6%.



Depuis 2024, GRDF suit deux nouveaux indicateurs sur les réclamations :

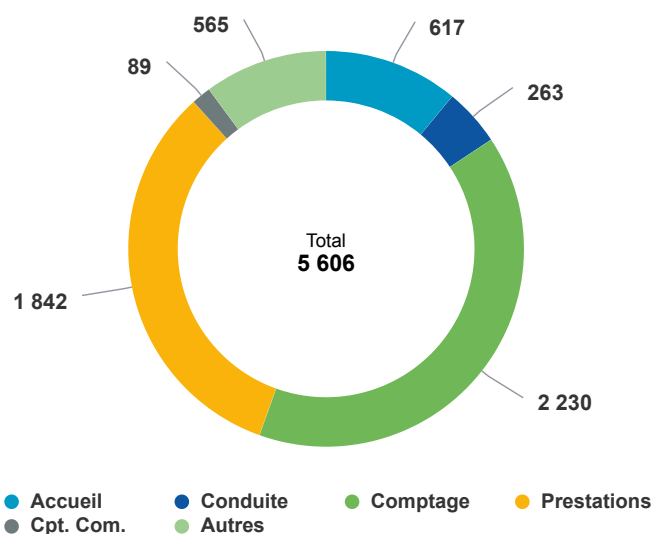
- le « taux de traitement des réclamations et instances d'appel, clients et fournisseurs, recevables et irrecevables, en moins de 15 jours ». Ce taux de traitement dans un délai de 15 jours de toutes les réclamations confondues est de 95,20% à fin 2025.
- le taux de réclamations multiples sur les 12 derniers mois, qui rend compte de la qualité de traitement des réclamations (pour les réclamations courantes et instances d'appel, fournisseurs et clients, uniquement recevables), et qui s'améliore en atteignant 9% sur l'année 2025 contre 12,85% sur l'année 2024 (on considère qu'une réclamation traitée est une réclamation multiple dès lors qu'elle concerne un même PCE et le même domaine de réclamation qu'une précédente réclamation traitée sur les 12 derniers mois).

Les réclamations sur votre concession

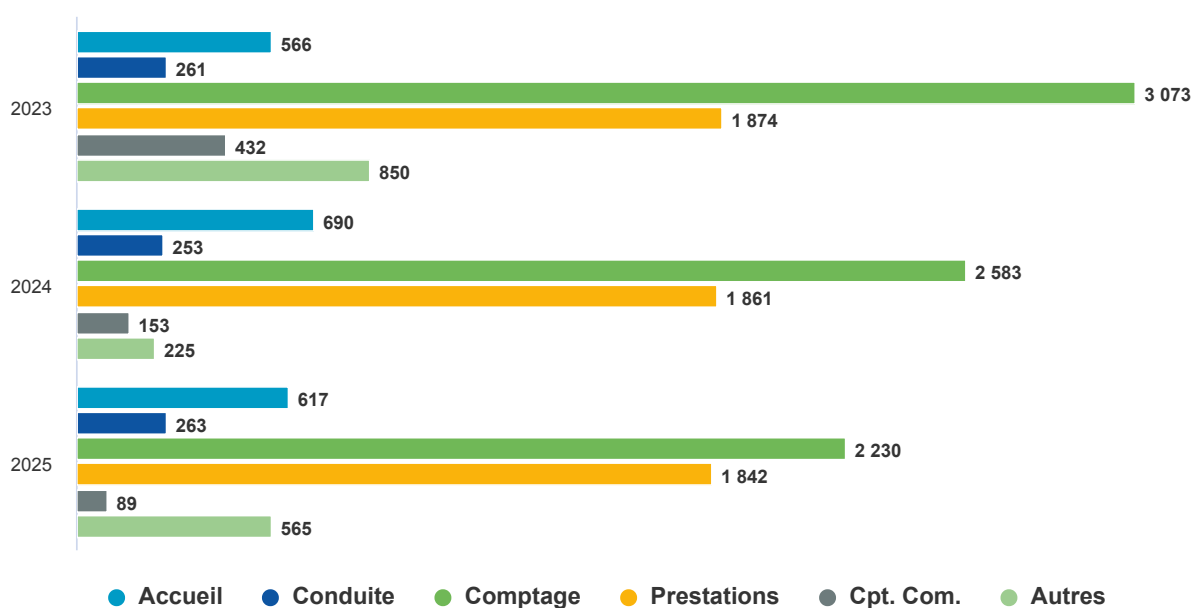
Les réclamations émises par les clients se répartissent en plusieurs catégories :

- « Accueil » : accueil acheminement, livraison / gestion des demandes,
- « Conduite » : conduite et surveillance du réseau,
- « Comptage » : données de comptage (hors pose de compteur communicant),
- « Prestations » : gestion et réalisation des prestations,
- « Cpt. Com. » : opérations de pose des compteurs communicants,
- « Autres ».

Répartition des motifs de réclamations en 2025



Évolution du nombre de réclamations par motif



En 2025 sur votre concession, le nombre total de réclamations est de 5 606. Ce nombre total était de 5 765 en 2024, et de 7 056 en 2023.

En 2025 sur votre concession, le taux de réponse sous 15 jours aux réclamations (tous émetteurs confondus) s'élève à 92,3%.

GRDF s'engage pour améliorer l'expérience client

Pour répondre aux besoins de ses clients et leur offrir la meilleure expérience possible, GRDF prend dix engagements dans les domaines de la prise de rendez-vous, de la maî-

3. L'activité au quotidien

trise d'énergie, du suivi raccordement, de la gestion des insatisfactions.

Un appel de prévenance est réalisé en amont de chaque intervention technique afin de préciser les conditions d'accès au logement. Il permet au client d'avoir de la visibilité, d'anticiper et de s'organiser avant l'arrivée du technicien

Ces engagements sont l'aboutissement du travail et des réflexions menés dans le cadre de la démarche Act4clients, déjà récompensée par des résultats probants.

Au niveau national, 86% des clients qui nous contactent sont satisfaits de leur relation avec GRDF et 95% des réclamations sont traitées en moins de 15 jours.



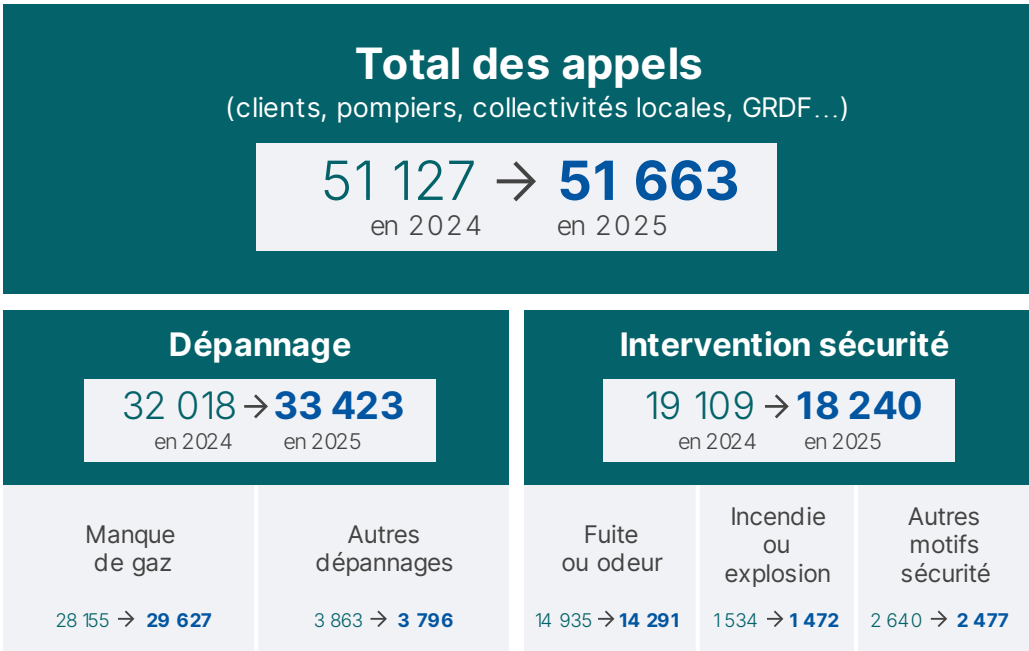
3.5 La chaine d'intervention

Les appels sur votre concession

Les appels reçus sont répartis en « interventions de sécurité gaz » (fuites ou odeurs de gaz, incendies, explosions ou autres motifs de sécurité) et en « dépannages gaz » (manque de gaz et autres dépannages).

Environ 700 000 appels sont traités chaque année par les salariés des trois sites Urgence Sécurité gaz de GRDF garantissant un traitement des appels 24h/24 et 7 jours/7, avec une traçabilité complète.

Des lignes téléphoniques prioritaires sont réservées aux services d'incendie et de secours et aux entreprises de travaux ayant endommagé un ouvrage du réseau de distribution de gaz.



Les interventions de sécurité

Le délai d'intervention de sécurité à la suite d'un appel de tiers pour odeur de gaz fait l'objet d'un engagement dans le Contrat de Service Public signé avec l'État. Une attention particulière est apportée au suivi des interventions de sécurité.

Sur vos départements, le taux d'intervention avec une arrivée sur les lieux de l'incident en moins de 60 minutes est de 99,4%.

Les incidents sur votre concession

Les tableaux ci-après rassemblent l'ensemble des incidents ou anomalies survenus sur le

3. L'activité au quotidien

territoire de votre concession, ainsi que leur répartition par nature, par siège, par cause et par type d'ouvrage.



Incidents, par nature

Manque de gaz ou défaut pression sans fuite	Fuite de gaz sans incendie ni explosion	Incendie et/ou explosion	Autres natures
2 482 → 2 758	9 625 → 9 397	828 → 919	1 650 → 1 726

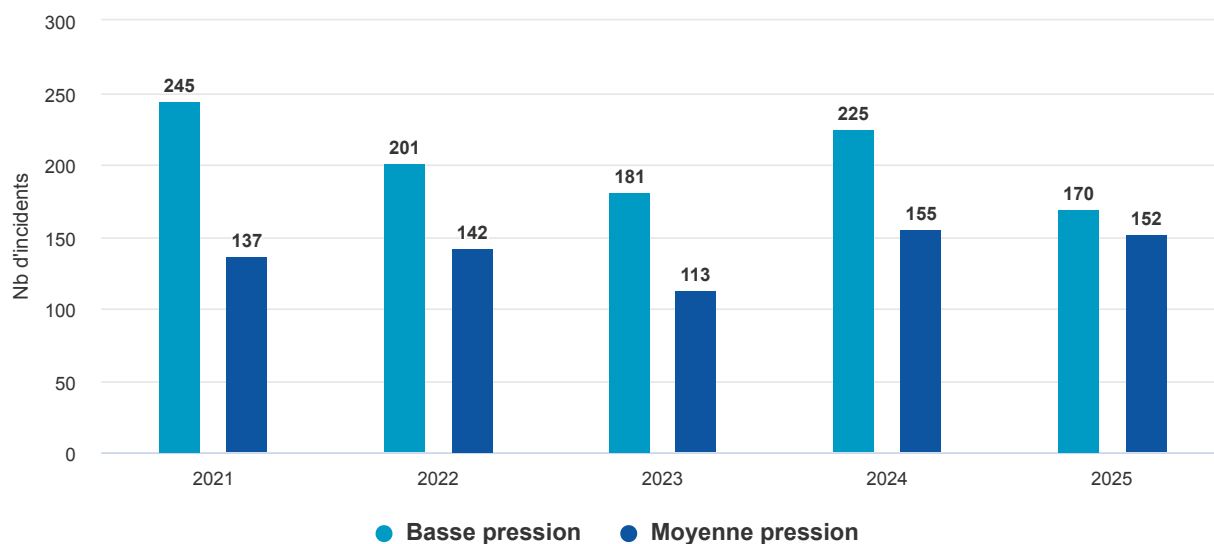
Incidents, par siège du défaut

Installations intérieures desservies par GRDF	Ouvrages exploités par GRDF	Autres sièges
3 753 → 4 008	9 821 → 9 664	1 011 → 1 128

Incidents sur ouvrages exploités par GRDF, par type d'ouvrage		Incidents sur ouvrages exploités par GRDF, par cause de l'incident	
Réseau	Branchement individuel ou collectif	Dommages	Défaut de mise en œuvre
397 → 335	5 060 → 4 930	570 → 613	714 → 864
CI, CM et branchement particulier	Poste de détente et protection cathodique	Défaillance d'installations à proximité	Incendie
3 498 → 3 421	115 → 113	11 → 8	63 → 73
Autres ouvrages exploités par GRDF		Environnement	Matériel
751 → 865		500 → 434	7 963 → 7 669

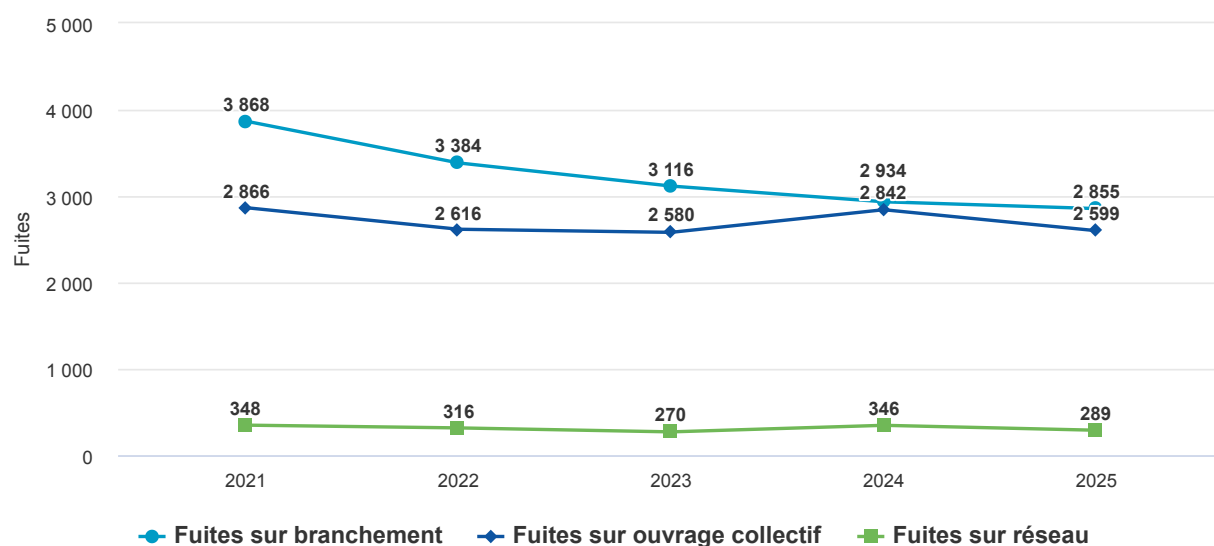
Clients concernés par une interruption de livraison suite à un incident
35 351 → 41 942

Répartition des incidents sur le réseau par pression



Certains incidents répertoriés sont liés à des fuites de gaz. En 2025, les incidents ayant pour origine une fuite se répartissent comme suit :

Évolution des fuites par type d'ouvrage



Les incidents significatifs sur les ouvrages exploités par GRDF

Un incident est dit « significatif » ou « majeur » lorsqu'il entraîne :

3. L'activité au quotidien

- une coupure de la distribution de gaz pour au moins 500 clients,
- et/ou au moins une victime.

Il y a eu 10 incidents significatifs sur votre territoire :

Le 21 mai 2025, Urgence Sécurité Gaz de GRDF a reçu un appel pompier signalant un dommage aux ouvrages avec fuite au 3 rue de la 11ème Avenue, Tremblay-en-France. L'incident, survenu lors d'un chantier de démolition, a été provoqué par une pelle mécanique. La Procédure Gaz Renforcée (PGR) a été déclenchée. Après sécurisation du périmètre, la mise en sécurité du réseau a été réalisée ; les réparations ont été menées dans la journée, entraînant la coupure de 547 clients. La remise en gaz des clients a débuté le jour même et s'est poursuivie jusqu'au 22 mai. Le dispositif Infocoupure a été déclenché. L'incident n'a pas provoqué de victime.

Le 27 juin 2025, Urgence Sécurité Gaz de GRDF a été informée de la présence d'eau dans les réseaux au niveau de l'avenue Aristide-Briand à Antony. La mise en sécurité et les réparations ont été menées entraînant la coupure de 300 clients. Les rétablissements ont été engagés le 30 juin et sont poursuivis jusqu'au 1 juillet. Le dispositif Infocoupure a été déclenché. L'incident n'a pas provoqué de victime.

Le 8 juillet 2025, Urgence Sécurité Gaz de GRDF a reçu un appel signalant un dommage aux ouvrages avec fuite au 144 rue Étienne-d'Orves à Colombes. Les mesures de sécurité ont été immédiatement mises en œuvre : mise en sécurité du réseau, puis réparations entraînant la coupure de 723 clients. Les rétablissements clients ont démarré le lendemain 9h. Le dispositif Infocoupure a été déclenché. L'incident n'a pas provoqué de victime.

Le 8 juillet 2027, Urgence Sécurité Gaz de GRDF a été informée d'une fuite sur ouvrage GRDF rue du Commandant-du-Hail, à Fontenay-sous-Bois. La fuite a été détectée lors d'un RSF (recherche systématique de fuite). Après sécurisation du périmètre, la mise en sécurité du réseau a été réalisée entraînant la coupure de 511 clients ; les réparations ont été menées et finalisées le 10 juillet. La remise en gaz et le rétablissement des clients ont débutés le 11 juillet et se sont poursuivis jusqu'au 13 juillet. Le dispositif Infocoupure a été déclenché. L'incident n'a pas provoqué de victime.

Le 5 octobre 2025, Urgence Sécurité Gaz de GRDF a reçu un appel pour un dommage aux ouvrages au 3 avenue de l'Aqueduc, à Saint-Cloud. Les mesures de sécurité ont été immédiatement mises en œuvre, nécessitant la fermeture du réseau de gaz pour mise en sécurité et entraînant la coupure de 1357 clients. Les rétablissements ont débuté le 6 octobre et ont été finalisées le 7 octobre. Le dispositif Infocoupure a été déclenché. L'incident n'a pas provoqué de victime.

Le 15 octobre 2025 à 15h55, Urgence Sécurité Gaz de GRDF a été informée d'un dommage aux ouvrages avec fuite, survenu au 2 rue du Noyer-à-la-Malice à Louvres. L'incident est imputable à une entreprise intervenant sur la voie publique. Les mesures de sécurité ont été immédiatement mises en œuvre, nécessitant la fermeture du réseau de gaz pour mise en sécurité et entraînant la coupure de 1275 clients. Les travaux de réparation et de remise en gaz du réseau ont été réalisés dans la journée. Le dispositif Origgaz et Infocoupure ont été déclenchés. L'incident n'a pas provoqué de victime.

Le 5 novembre 2025, Urgence Sécurité Gaz de GRDF a été informée d'une fuite sur ouvrage GRDF au 65 rue Ambroise-Croizat, à Villejuif, détectée lors du passage d'un VSR. Les mesures de sécurité ont été prises avec la fermeture de vannes, entraînant la coupure de 662 clients. Les réparations ont été réalisées le 7 novembre, suivie de la remise en

gaz des clients qui s'est poursuivie jusqu'au 9 novembre. Le dispositif Infocoupure a été déclenché. L'incident n'a pas provoqué de victime.

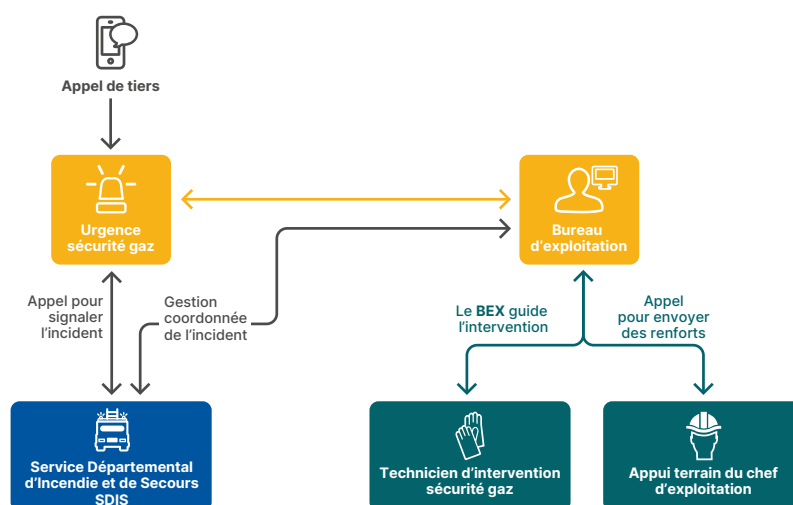
Le 12 novembre 2025, Urgence Sécurité Gaz de GRDF a reçu un appel signalant un dommage aux ouvrages Place Condorcet à Bourg-la-Reine : un branchement arraché lors de travaux à la pelle mécanique. La mise en sécurité du réseau a été immédiatement effectuée, entraînant la coupure de 536 clients actifs. La réparation a été réalisée et la remise en gaz des clients a pu débuter le 12 novembre, et s'est poursuivie jusqu'au 14 novembre. Le dispositif Infocoupure a été déclenché. L'incident n'a pas provoqué de victime.

Le 21 novembre 2025, Urgence Sécurité Gaz de GRDF a reçu un appel pour odeur de gaz au 10 avenue Philippe-Le-Boucher, à Neuilly-sur-Seine. L'incident est dû à un claquage électrique. Les mesures de sécurité ont été immédiatement mises en œuvre, nécessitant la fermeture du réseau de gaz entraînant la coupure de 712 clients. Le 22 novembre les réparations ont été réalisées et la remise en gaz des clients a démarré et s'est poursuivie jusqu'au 23 novembre. Le dispositif Infocoupure a été déclenché. L'incident n'a pas provoqué de victime.

Le 4 décembre 2025, Urgence Sécurité Gaz de GRDF a reçu un appel signalant un dommage aux ouvrages au 4 B rue de la Chasse, Noisy-le-Sec. Les mesures de sécurité ont été immédiatement mises en œuvre : la mise en sécurité du réseau a été immédiatement effectuée, entraînant la coupure de 688 clients. La réparation a été réalisée et la remise en gaz des clients a pu débuter le 5 décembre et s'est poursuivie jusqu'au 6 décembre. Le dispositif Infocoupure a été déclenché. L'incident n'a pas provoqué de victime.

La Procédure Gaz Renforcée (PGR)

Déclenchée lors d'incidents spécifiques, la Procédure Gaz Renforcée se distingue des procédures d'intervention gaz classiques. L'objectif de la PGR est d'améliorer l'efficacité des interventions liées au gaz, notamment grâce à une coordination renforcée entre Sapeurs-Pompiers du Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) et exploitants du réseau gaz. La PGR représente moins de 2% des interventions de sécurité.



En 2025 sur votre concession, 232 Procédures Gaz Renforcées ont été réalisées sur un total de 18 240 interventions de sécurité gaz.

Le délai d'interruption du flux gazeux

Le suivi du « délai d'interruption du flux gazeux » en cas de fuite traitée en Procédure Gaz Renforcée (PGR) sur la voie publique permet de mesurer à la fois l'efficacité de l'organisation, des moyens engagés et des décisions prises, ainsi que la qualité de la maintenance des robinets de sectionnement. Il comptabilise le temps écoulé entre l'appel du client et l'arrêt effectif du flux gazeux sur les lieux de l'incident.

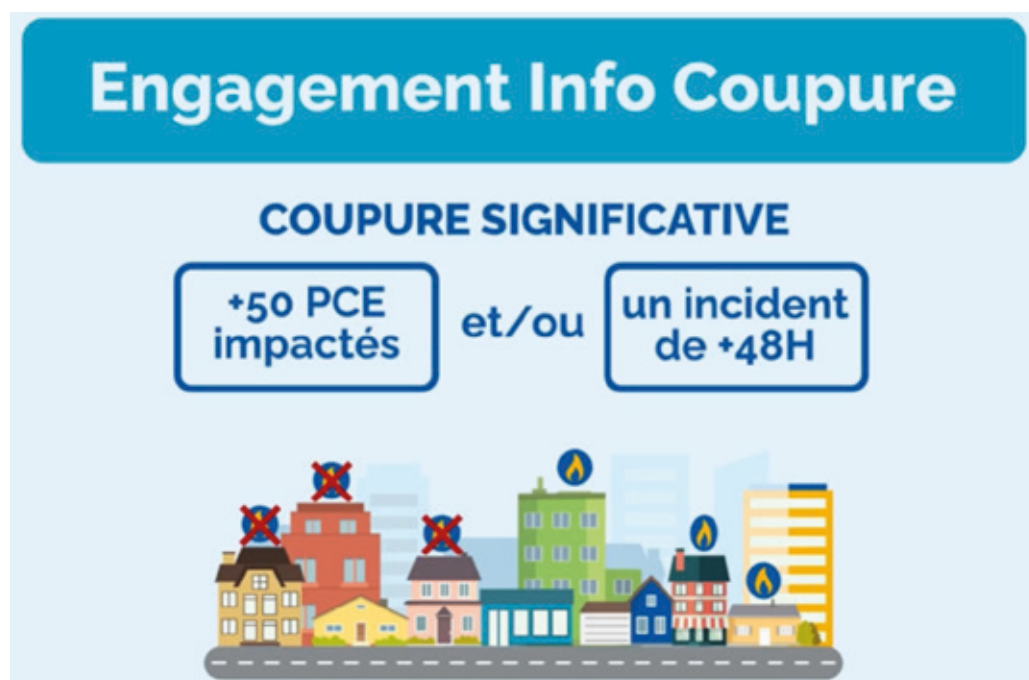
Sur vos départements, le délai d'interruption du flux gazeux est de 60 minutes.

Plan Origaz : le plan d'organisation et d'intervention gaz

GRDF a adopté un plan d'organisation et d'intervention, appelé « Plan Origaz », permettant de prendre rapidement les mesures nécessaires pour limiter les répercussions, pour les personnes ou les biens, d'un événement important concernant la distribution du gaz.

Le chef d'exploitation du bureau d'exploitation (BEX) assure la conduite du réseau sur un territoire donné, dirige toutes les opérations et actions lors des incidents. Il organise ainsi les moyens pour assurer la sécurité des personnes et des biens en coopération avec les opérateurs présents sur le terrain et en coordination avec les services de secours.

L'incident sur la commune de Louvres décrit ci-dessus a fait l'objet du dispositif Origaz.



InfoCoupure

GRDF met à disposition de ses clients « InfoCoupure », un service gratuit disponible 7j/7

et 24h/24 sur le site infocoupure.grdf.fr.

Ce service permet en temps réel d'informer les clients sur la gestion par les équipes de GRDF d'un événement significatif sur le réseau de distribution de gaz, notamment sur la date et l'heure probable à laquelle la fourniture de gaz sera rétablie. Son utilisation est simple : il suffit, pour le client dont l'alimentation de gaz a été interrompue, de se connecter au site et d'y renseigner son adresse postale. En moyenne, plus de 45% des clients, dont l'alimentation de gaz a été interrompue à la suite d'un incident réseau, ont consulté ce site en 2025 (contre 15% il y a six ans).

Depuis la fin décembre 2021, en fonction du type d'incident (nombre de clients impactés, durée de l'incident), nos clients concernés sont également informés par SMS ou par courriel (à la maille nationale, en 2025, plus de 700 000 SMS et 25 000 courriels ont été envoyés pour informer les clients d'un incident les concernant).

Par ailleurs, GRDF propose un service complémentaire spécifiquement dédié aux collectivités. Sur le « Portail Collectivités » (réservé aux autorités concédantes, sur grdf.fr), « Info-Coupure » permet de visualiser sur une carte les incidents en cours sur chaque collectivité ainsi que les détails associés (date de déclenchement, impact estimé, délai prévisionnel de rétablissement).

3.6 La sécurité du réseau

Le schéma de vannage

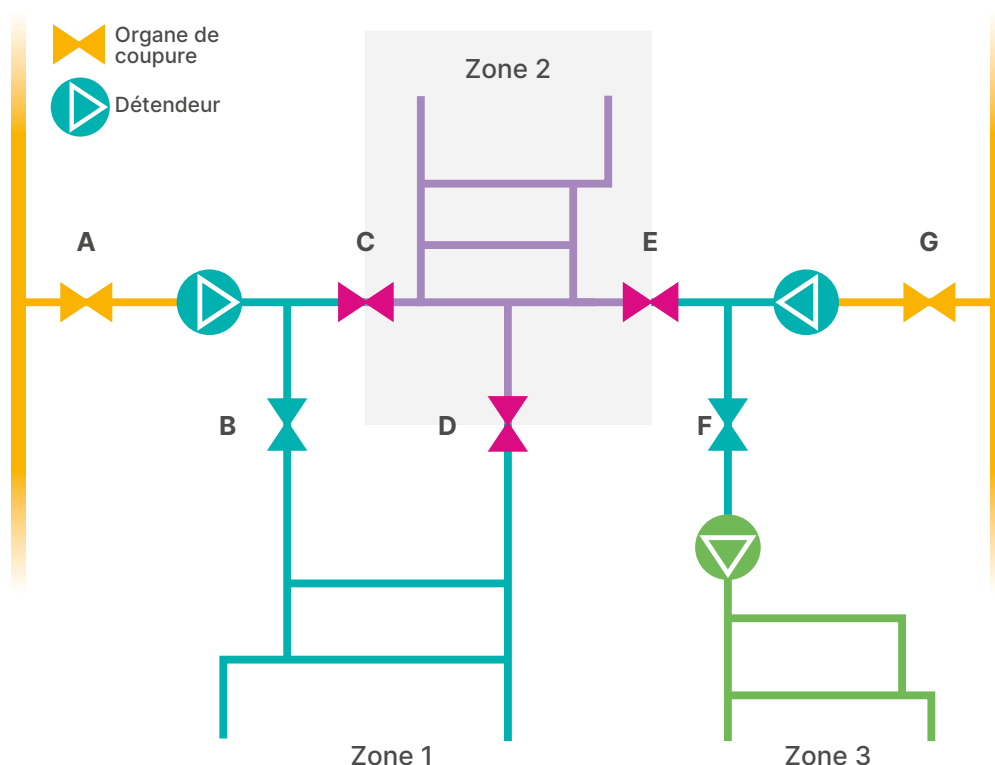
Le schéma de vannage définit le nombre et le positionnement des organes de coupure (vannes ou robinets) sur le réseau. Il permet d'interrompre rapidement et efficacement l'alimentation en gaz lors d'incidents ou de travaux, et de limiter le nombre de clients coupés. Environ 110 000 organes de coupure sont exploités et entretenus sur les réseaux enterrés.

Les postes de détente réseau les plus importants et les postes d'injection de biométhane sont équipés de dispositifs de télésurveillance permettant d'identifier les éventuels dysfonctionnements en temps réel.

L'organisation du réseau est progressivement réalisée selon les principes représentés dans le schéma ci-dessous :

- Des artères principales (ou réseaux « primaires »), en acier ou en polyéthylène, relient les postes de desserte transport/distribution (entre les points A et G). Ces artères sont maillées et séparables par des robinets (C et E) qui permettent d'isoler un tronçon, en cas de besoin, en limitant l'impact d'une coupure pour les clients, ainsi que le temps de décompression : c'est le schéma de vannage. Depuis quelques années, des postes d'injection biométhane sont raccordés sur ces artères principales afin d'alimenter le réseau en gaz vert.
- Des réseaux secondaires en MPB desservent des réseaux tertiaires (antenne B, D et F) en BP ou MPB alimentant l'ensemble des clients des zones 1 et 3. Chaque antenne tertiaire est isolable en cas de besoin par la fermeture d'un robinet.

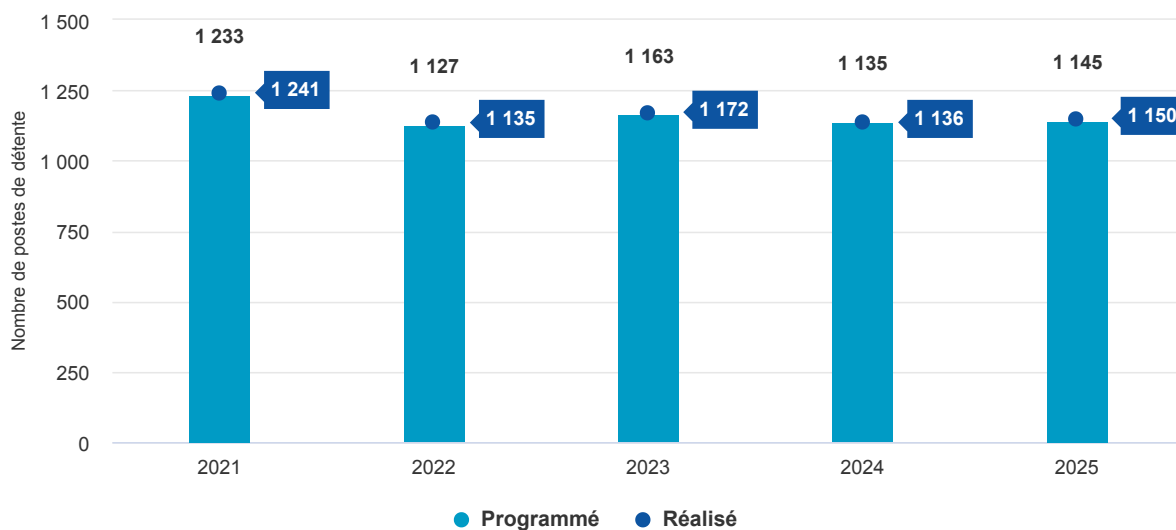
Au fur et à mesure des extensions, renouvellements et/ou modifications de réseau, la structuration du réseau se poursuit selon ces principes, intégrant également l'impact du développement des gaz verts et de l'implantation de stations GNV.



La politique de maintenance et de surveillance

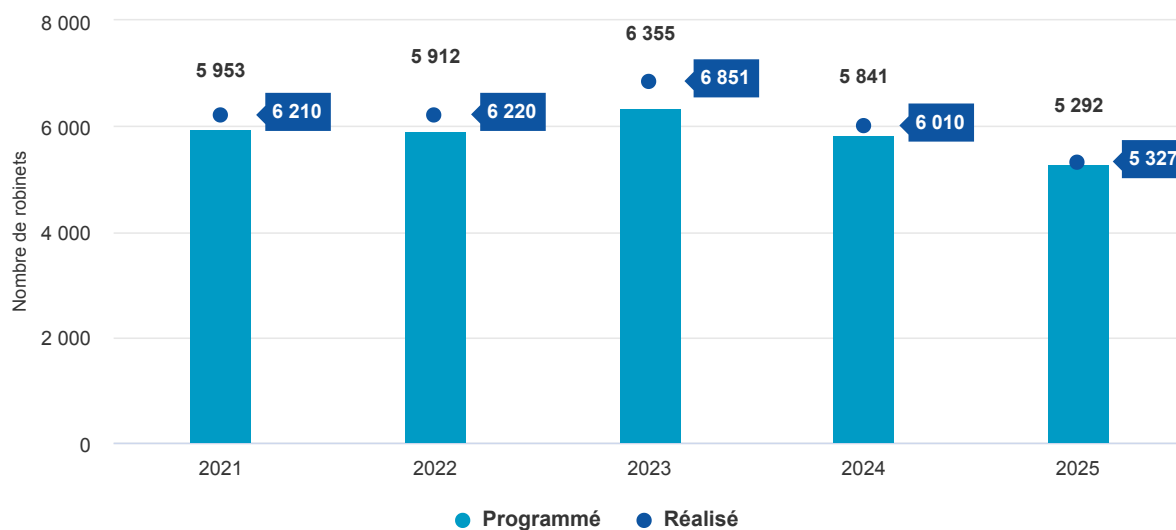
La maintenance, qu'elle soit préventive ou corrective, vise à s'assurer du bon fonctionnement des ouvrages dans la durée, prévenir les incidents par une intervention ciblée et corriger d'éventuelles anomalies ou défaillances constatées. GRDF définit une politique de maintenance pluriannuelle à l'échelle nationale, spécifique par type d'ouvrage et revue régulièrement en fonction des constats réalisés.

Visites de maintenance des postes de détente réseau

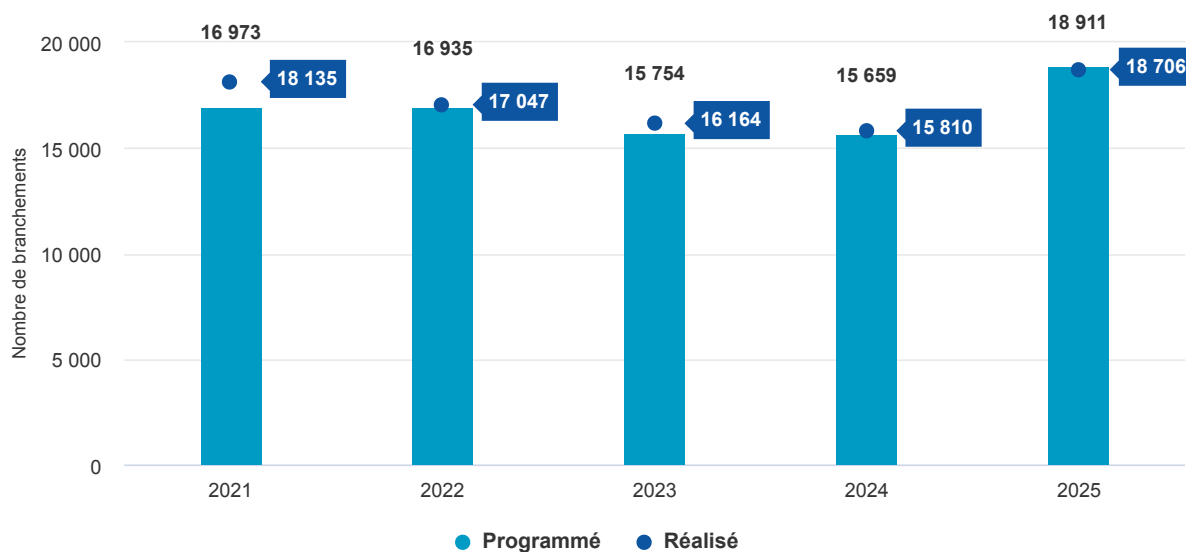


3. L'activité au quotidien

Visites de maintenance des robinets de réseau



Visites de maintenance des branchements collectifs

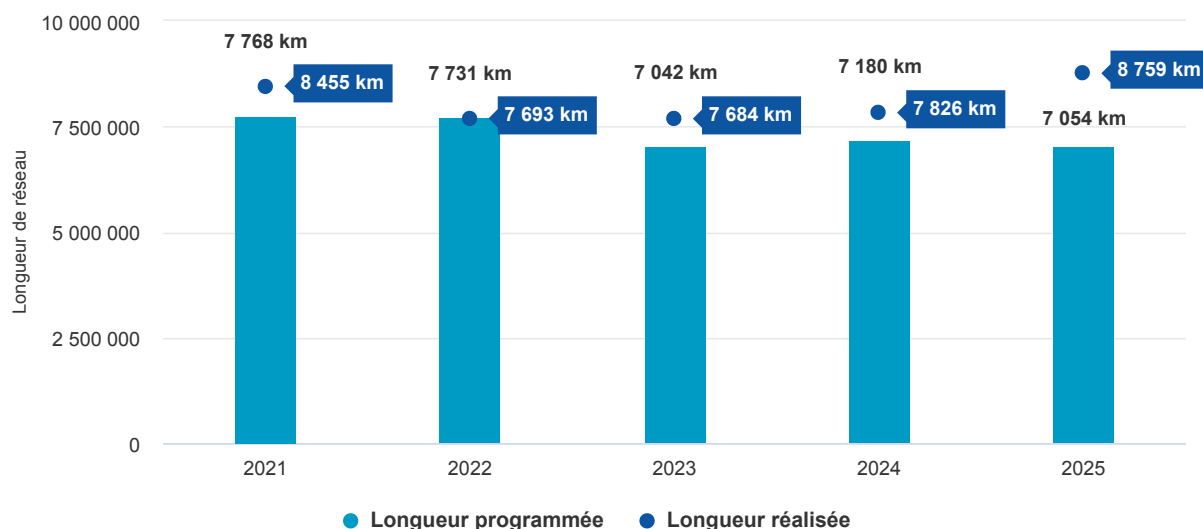


La surveillance systématique du réseau

La Recherche Systématique de Fuite (RSF) s'effectue soit à l'aide de Véhicules de Surveillance Réseau (VSR) équipés de capteurs de méthane, soit à pied pour les canalisations situées dans des passages non accessibles aux véhicules. En cas de présence suspecte de méthane, le technicien procède à des analyses et peut faire appel à une équipe d'intervention via l'Urgence Sécurité Gaz (USG).

La périodicité de surveillance dépend des caractéristiques du réseau (nature, pression).

Longueur de réseau surveillé programmée et réalisée



La sécurité des installations intérieures

Les installations de distribution de gaz situées à l'intérieur des habitations sont placées sous la responsabilité de l'occupant du logement. Elles ne font pas partie du domaine concédé. Environ 97% des incidents en France liés au gaz trouvent leur origine sur cette partie des installations.

En complément de la réglementation existante, GRDF mène une politique de prévention fondée sur :

- la réalisation d'actions de communication sur la sécurité des installations, à destination des utilisateurs,
- la proposition aux particuliers d'un « Diagnostic Sécurité Gaz » sur les installations intérieures remises en service après une interruption de plus de 6 mois, dont le coût est pris en charge par GRDF,
- la proposition aux particuliers d'un « Diagnostic Clients Sédentaires », pour les clients qui occupent leur logement depuis plus de 12 ans et dont la chaudière a également plus de 12 ans.

En 2025, sur votre concession :

- 5 856 diagnostics ont été réalisés à la suite de l'accord du client,
- 128 situations de danger - grave et immédiat - ont été mises en évidence nécessitant une interruption de la fourniture de gaz, afin d'assurer la sécurité des personnes et des biens.

Les opérations spécifiques pour nos clients les plus fragiles : CIVIGAZ

La précarité énergétique et la sécurité dégradée des installations gaz sont souvent liées. Ainsi, CIVIGAZ est une opération spécifique visant à promouvoir la sécurité des installations intérieures gaz de même que les écogestes permettant de réduire les consommations d'énergie et d'eau.

En savoir plus

La précarité énergétique et la sécurité dégradée des installations gaz sont souvent liées. Ainsi, CIVIGAZ est une opération spécifique visant à promouvoir la sécurité des installations intérieures gaz de même que les écogestes permettant de réduire les consommations d'énergie et d'eau.

De 2015 à 2025, à la maille nationale, ce dispositif a permis de :

- Sensibiliser plus de 82 730 ménages modestes,
- Mobiliser et accompagner près de 1 200 jeunes de 16 à 25 ans en service civique, pendant 7 mois sans condition de diplôme,
- Engager 185 bailleurs sociaux et plus de 165 communes,
- Améliorer plus de 6 370 situations potentiellement dangereuses liées au gaz,
- Orienter plus de 5 720 ménages vers des acteurs de la rénovation et des acteurs sociaux du territoire,
- Obtenir plus de 80% de sorties positives à l'issue du dispositif chez les volontaires,
- Les évolutions apportées au dispositif à partir de 2019 (dont la plus structurante : intégration d'un médiateur, référent terrain des Volontaires en Service Civique), ont permis d'améliorer son efficacité en assurant un meilleur déploiement opérationnel du dispositif (planification des visites), une meilleure qualité des informations délivrées (montée en compétence des volontaires) et une meilleure coopération avec les acteurs locaux, notamment ceux du domaine social.
- A partir de la saison 2023/2024, d'autres changements ont été apportés à CIVIGAZ : enrichissement des contenus, avec un focus sur la sobriété énergétique et l'accès aux données de consommation, intégration d'animations collectives axées sur la maîtrise des énergies dans les espaces publics (pied d'immeubles, dans des écoles, sur des marchés...) ou des lieux associatifs (plus de 750 animations collectives ont été réalisées dès cette première année et elles ont permis de toucher 10 000 personnes). De plus, la durée du programme a été prolongée de 7 à 12 mois, et les moyens humains ont été accrus au sein des structures locales.
- Le bien-fondé de ces évolutions a été confirmé par le biais d'une étude d'impact, ainsi CIVIGAZ se déploiera à nouveau dans 9 territoires au sein de 6 régions administratives pour la saison 2025/2026.

En parallèle de CIVIGAZ, la convention avec la Fédération Nationale SOLIHA initiée en 2020 a été renouvelée pour la période 2024-2026. Cette convention vise à :

- Accélérer la rénovation énergétique des logements, objets de projets de rénovation énergétique accompagnés par SOLIHA, en contribuant à l'instruction des dossiers par cette dernière,
- Sécuriser l'installation gaz des utilisateurs de gaz accompagnés par SOLIHA, dans le cadre de ses différentes actions menées auprès des publics âgés, fragiles ou mal logés.

Elle concerne les occupants déjà raccordés au réseau GRDF et aux revenus modestes ou très modestes, qui utilisent, à l'issue de la rénovation de leur logement, le gaz pour le chauffage, l'eau chaude et pour la cuisson.

De manière opérationnelle cette convention est déclinée en région par le biais de conventions locales signées entre les associations SOLIHA locales et les Directeurs Clients - Territoires (DCT) GRDF.

La vérification des dispositifs de comptage

Conformément à la réglementation et indépendamment des éventuelles demandes des clients, GRDF procède à la vérification des dispositifs de comptage. La périodicité de vérification dépend de la technologie des compteurs.

Dépose et pose de compteurs

Type de compteur	Périodicité	2023	2024	2025
Compteurs domestiques à soufflets	20 ans	14 853	11 044	8 272
Compteurs industriels à soufflets	15 ans	189	314	335
Compteurs industriels à pistons rotatifs ou de vitesse	5 ans	919	1 157	1 082

La réglementation anti-endommagement et son évolution

Le cadre réglementaire dit anti-endommagement est applicable depuis plus de 10 ans. Il concerne tous les intervenants des chantiers, de la conception à la réalisation. Il permet à chaque acteur, responsable de projets et entreprise de travaux, avec la contribution des exploitants de réseaux, de renforcer la sécurité des travaux à proximité des ouvrages enterrés ou aériens.

Certains intervenants doivent posséder un titre de compétence. Le concepteur, associé au responsable de projet ou son bureau d'études, l'encadrant du chantier et certains opérateurs doivent disposer d'une Autorisation d'Intervention à Proximité des Réseaux (AIPR). Elle est délivrée par les employeurs après réussite au test de compétences organisé par un organisme agréé par le ministère de la Transition écologique (informations sur www.reseaux-et-canalisation.ineris.fr, rubrique « Construire sans détruire »).

Le suivi des travaux de tiers sur votre concession

GRDF traite dans les délais réglementaires l'ensemble des déclarations de travaux reçues pour permettre des travaux en toute sécurité.

Ces déclarations peuvent être des DT (Déclarations de projet de Travaux) réalisées par les responsables de projet, des DICT (Déclarations d'Intention de Commencement de Travaux) ou des Déclarations conjointes DT-DICT adressées par les exécutants de travaux en associant le responsable de projet pour des opérations élémentaires (les données annuelles qui vous sont transmises par GRDF précisent le nombre de déclarations par commune).

En savoir plus

Depuis le 1^{er} janvier 2020, en réponse aux DT situées en communes urbaines, les plans des exploitants de réseaux sensibles, comme GRDF, doivent être conformes aux exigences réglementaires de précision. En cas de plans non conformes, les responsables de projets sont tenus de réaliser, aux frais de GRDF, des investigations

3. L'activité au quotidien

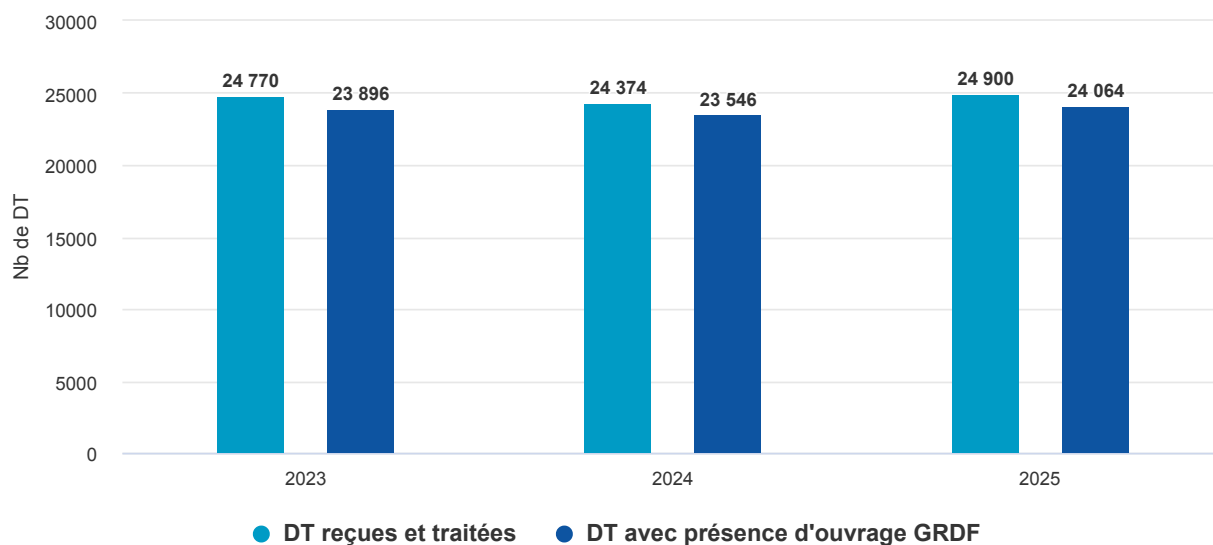
complémentaires. Réalisées par des organismes certifiés, elles améliorent la localisation des ouvrages pour les chantiers et doivent être adressées en retour à GRDF pour prise en compte pérenne dans la cartographie.

Ces dispositions sur la précision des plans seront étendues au 1^{er} janvier 2026 aux ouvrages de toutes les communes pour les exploitants de réseaux sensibles et à tous les exploitants de réseaux en communes urbaines.

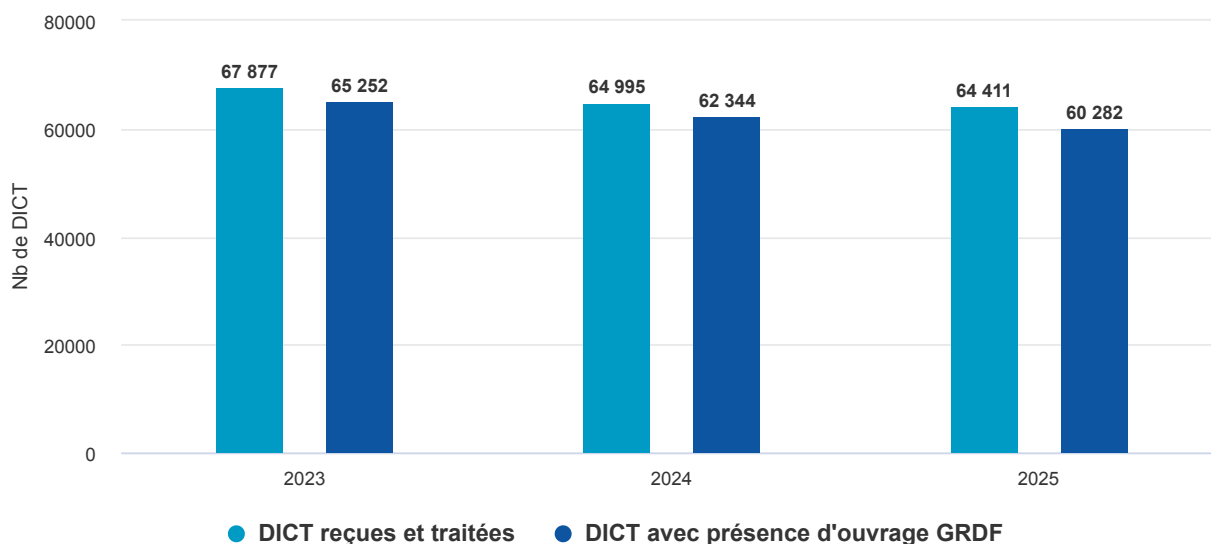
Quand GRDF figure parmi la liste des exploitants sensibles présents, les travaux ne peuvent commencer sans réception et exploitation des récépissés de GRDF. Ces réponses comportent des recommandations techniques utiles à la sécurité des chantiers et un plan des ouvrages à grande échelle.

En cas d'urgence, GRDF traite immédiatement les Avis de Travaux Urgents (ATU) reçus, dans les délais compatibles avec le type d'urgence annoncée et est joignable à ce titre 24h/24 par les numéros d'urgence mis à disposition sur le Guichet Unique.

Évolution des Déclarations de Travaux



Évolution des Déclarations d'Intention de Commencement de Travaux



Les dommages aux ouvrages

Lorsqu'un ouvrage de distribution de gaz est endommagé, les impacts sont multiples : sécurité des intervenants et potentiellement des tiers, aléas, retards et surcoûts pour le chantier, coupures d'alimentation en gaz des clients et nuisances environnementales.

Poursuivre la réduction des endommagements est une ambition qui doit être partagée par chaque intervenant.

En savoir plus

Au niveau national, le nombre de dommages s'est maintenu en 2025 à moins de 2 200 dommages pour la deuxième année consécutive, après avoir enregistré une nette diminution en 2024. Ces résultats sont très encourageants et en ligne avec les engagements de GRDF au niveau national et international en matière de réduction des émissions de méthane. Par rapport à 2019, la baisse est de plus de 800 dommages, apportant plus de sécurité et moins de perturbations des clients. Une prévention active dans la conception et une vigilance au quotidien dans la réalisation des travaux restent toujours nécessaires pour maintenir et améliorer encore ces résultats.

Prévention des dommages

Le respect de la réglementation par chaque acteur permet de prévenir les dommages. Les actes clefs à maîtriser sont les suivants :

- Disposer de marchés de travaux conformes, comportant les clauses techniques et financières obligatoires permettant de gérer les difficultés. (Des exemples de clauses figurent dans le « Livret 1 » associé au guide d'application de la réglementation paru

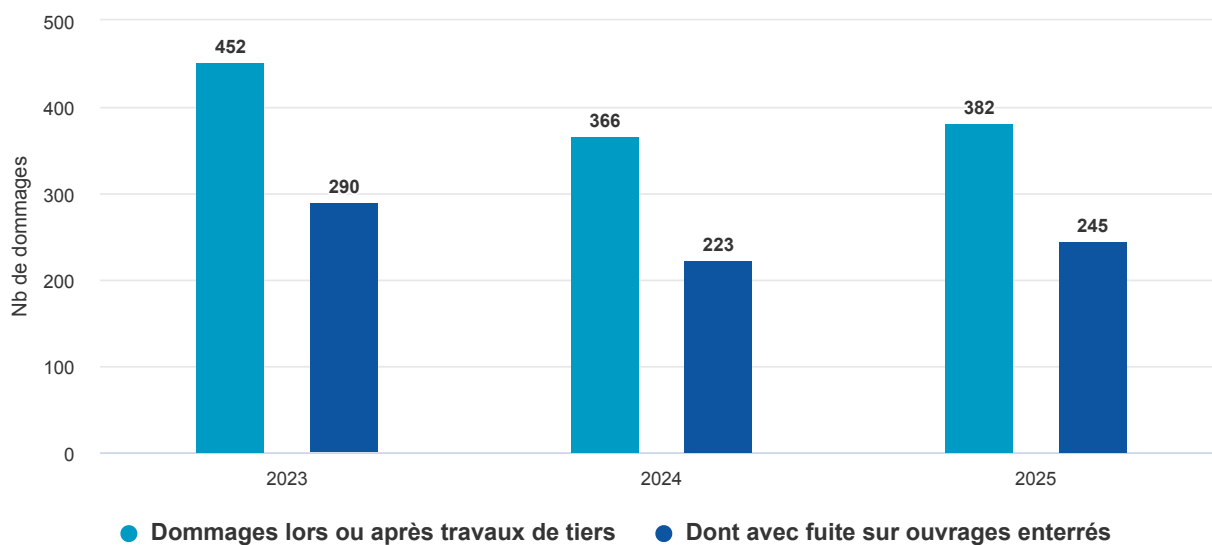
3. L'activité au quotidien

en octobre 2022. Il est disponible sur le site de l'observatoire national DT DICT (www.observatoire-national-dt-dict.fr)

- Réaliser des DT et DICT de qualité, en temps utile, et exploiter les éléments reçus en retour de la part des exploitants.
- Concevoir le projet et les travaux en analysant les risques dès l'étude et avant le commencement des travaux.
- Réaliser les actes de localisation nécessaires pour améliorer les positions des ouvrages, sensibles ou non.
- Réaliser le marquage au sol des réseaux et des branchements ainsi que les zones de précaution, résultant des plans et des localisations complémentaires, permettant l'adaptation impérative des techniques de terrassement en « techniques douces » autour des ouvrages.
- Recourir systématiquement à des équipes de travaux compétentes disposant de l'AIPR, opérateurs et encadrants, y compris en cas de sous-traitance.
- Identifier tout au long du processus toute situation anormale et créer un point d'arrêt voire un arrêt de travaux évitant le dommage.

Nota : les particuliers réalisant des travaux doivent également déclarer leurs travaux. Le guichet unique de l'Ineris www.reseaux-et-canalizations.ineris.fr, espace « Particuliers », permet aux particuliers de réaliser gratuitement leurs déclarations de travaux. Ce rappel de la part des collectivités informées de travaux de particuliers peut être utile afin de prévenir les dommages de particuliers, qui représentent environ 10% du total des dommages aux ouvrages.

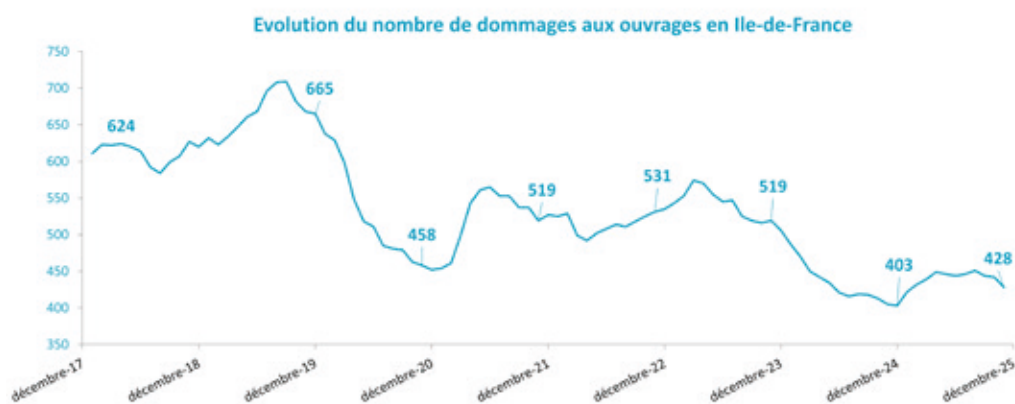
Évolution du nombre de dommages aux ouvrages



Dommages

	2023	2024	2025
Nb de DO avec fuite sur ouvrages enterrés	290	223	245
Nb de DICT sur ouvrages GRDF	65 252	62 344	60 282
Taux	0,44%	0,36%	0,41%

Dommages aux ouvrages : Une dynamique stable pour la région Île-de-France en 2025



Evolution du nombre de dommages à ouvrages en année mobile en Région Ile-de-France

3. L'activité au quotidien

En 2025, la région Île-de-France a enregistré 428 dommages aux ouvrages (DO), soit une hausse de 25 événements par rapport à 2024, année qui avait été exceptionnelle en matière de prévention des endommagements de réseaux, avec un total historiquement bas de 403 DO.

Dans le même temps, le nombre de DICT a diminué de 1,5 %, portant le taux mobile DO/100 DICT en 2025 à 0,33 (0,31 en 2024).

Les résultats apparaissent contrastés selon les maîtres d'ouvrage. Pour les collectivités locales, le nombre de dommages aux ouvrages connaît une augmentation marquée de 38 %.

Ces résultats s'inscrivent néanmoins dans la continuité des efforts engagés depuis 2021, notamment avec la démarche VIG4E* et le déploiement de l'application LOCAVYS, qui ont permis d'atteindre des niveaux historiquement bas à fin 2024.

Le résultat 2025 est ainsi considéré comme globalement satisfaisant, car il demeure cohérent avec une tendance structurellement orientée à la baisse observée sur plusieurs années.

Toutefois, il convient de souligner qu'en début d'année 2025, la situation s'est révélée particulièrement dégradée pour les endommagements sous maîtrise d'ouvrage des collectivités territoriales, conduisant à une alerte formelle de l'Inspecteur régional de la sécurité industrielle de GRDF le 22 avril 2025.

Cette recrudescence récente de gestes à risque impose une vigilance durable et la poursuite d'une mobilisation renforcée de l'ensemble des acteurs, en particulier à l'occasion des semaines régionales de prévention, lesquelles doivent cibler prioritairement les chantiers à vigilance élevée, ainsi que de s'investir dans la phase 2 de la démarche «Balises de sécurité 2024-2030».

Enfin, les premiers résultats disponibles pour 2026, avec un nombre de dommages à ouvrages nettement inférieur à fin mars 2026 (23 DO) comparativement à 2025(51 DO), confirment une tendance globale favorable et l'efficacité des actions de prévention engagées.

Semaines Régionales de la Prévention : Une mobilisation exemplaire en Île-de-France

À l'occasion des 10 ans des Semaines de la Prévention en Île-de-France, l'Observatoire régional a organisé un atelier visant à partager les retours d'expérience sur la prévention des dommages aux réseaux. L'objectif est de renforcer la sécurité et la conformité des chantiers grâce à une démarche collective et pédagogique.

Visites pédagogiques : rassemblant maîtres d'ouvrage, entreprises de travaux, exploitants de réseaux et gestionnaires de voirie pour échanger sur les bonnes pratiques.

Outil PREVYS : application mobile dédiée permettant un partage immédiat des observations entre participants.

Bilan chiffré 2025 :

- 1 590 visites réalisées en un mois (contre 750 il y a 10 ans).
- 40 organisations impliquées (contre 9 auparavant).
- Plus de 2 500 participants.
- Baisse significative du taux de dommages sur les réseaux sensibles.

Conclusion :

La dynamique collective engagée depuis 10 ans porte ses fruits, avec une nette amélioration de la prévention des dommages et une mobilisation croissante des acteurs. Des marges de progrès subsistent, notamment sur la rigueur documentaire et l'adoption de techniques de terrassement adaptées.



SEMAINES DE LA PRÉVENTION DES ENDOMMAGEMENTS DE RÉSEAUX EN ILE DE FRANCE

REJOIGNEZ-NOUS DU 15 SEPTEMBRE AU 17 OCTOBRE 2025 !



MAÎTRES
D'OUVRAGE



ENTREPRISES
DE TRAVAUX



EXPLOITANTS
DE RÉSEAUX



COLLECTIVITÉS
LOCALES

POURQUOI PARTICIPER ?

- Améliorer la sécurité des chantiers
- Entretenir un dialogue entre les acteurs
- Partager les points clefs de la réglementation anti-endommagement
- Sensibiliser & former vos équipes aux bonnes pratiques
- Bénéficier d'un REX de l'ensemble des visites pour améliorer vos actions
- S'engager dans le dispositif [Balises de Sécurité 2024-2030](#)

TOUS ENSEMBLE, SOYONS
ACTEURS DE LA PRÉVENTION



POUR EN
SAVOIR PLUS

Pour plus d'informations, envoyer un mail à :
idf1@fntp.fr

Balise sécurité 2024-2030 : Lancement opérationnel de la phase 2 du dispositif avec les acteurs du territoire

Le lancement opérationnel du dispositif de prévention des endommagements de réseaux (BS 2024-2030), porté par le Pôle Energie (SIGEIF, SIPPEREC, SDESM, SEY, SDEVO, SMOYS), s'est déroulé en 2025 à travers sept réunions départementales en Île-de-France, réunissant près de 700 participants.

Ce dispositif vise à renforcer la sécurité des réseaux de gaz et d'électricité, en réponse aux incidents fréquents et parfois graves, et s'appuie sur la réglementation DT-DICT qui clarifie les responsabilités des maîtres d'ouvrage, exploitants et entreprises de travaux.

Les interventions des pouvoirs publics et de la DRIEAT ont souligné l'importance de la mobilisation collective, la réduction des dommages (baisse de plus de 30 % depuis la réforme), et la nécessité de poursuivre les efforts, notamment par la formation, le respect des procédures et l'amélioration des pratiques. En 2024, la DRIEAT a mené 44 inspections, instruit 18 signalements et proposé 20 sanctions administratives, principalement à l'encontre des maîtres d'ouvrage et entreprises de travaux.

Le dispositif s'articule autour de huit balises, dont

- la formation des collectivités, la mission des surveillants de voirie,
- la participation aux Semaines régionales de prévention,
- l'utilisation de techniques douces (aspiratrices),
- l'intégration de clauses anti-endommagement dans les marchés (avec l'appui de l'IA générative),
- l'interdiction du terrassement à l'avancée,
- la création d'un critère « Sécurité et réseaux » dans les règlements de consultation,
- et l'analyse systématique des incidents pour améliorer les pratiques.

Onze collectivités locales référentes et treize ayant présenté le dispositif ont été impliquées, avec un diagnostic révélant que 43 % des 85 collectivités interrogées souhaitent des conseils sur la réglementation anti-endommagement. Côté entreprises de travaux, 67 % des 56 répondantes connaissent la méthode de terrassement VIG4E.

Les exploitants rappellent l'importance du respect des prescriptions techniques, du marquage-piquetage, de la prise de rendez-vous sur site et de la compétence des intervenants. La communication institutionnelle, notamment sur LinkedIn, a permis de relayer largement le dispositif, générant engagement et crédibilité auprès des acteurs du secteur.

Enfin, le bilan met en avant la mobilisation collective, l'apport des nouvelles technologies (data et IA générative), et la nécessité de poursuivre la prévention et la sécurisation des interventions sur le domaine public pour garantir la sécurité des personnes et la continuité des services.

Le diagnostic fait en entrant en préfecture permet de cerner les attentes. Pour les 85 collectivités qui ont répondu, **43% ont besoin de conseils pour les marchés de travaux** par rapport à la réglementation anti-endommagement.



Diagnostic des attentes des collectivités locales

VIG4E : Méthode de terrassement en 4 étapes pour sécuriser les réseaux en phase travaux



VIG4E : Schéma de mise en œuvre par l'entreprise travaux en 4 étapes

La méthode VIG4E (VIGilance 4 Etapes) initiée par GRDF depuis mai 2021 et activement soutenue par le Sigeif est une organisation du terrassement en quatre étapes successives, destinée à sécuriser les réseaux avant toute phase de terrassement linéaire. Elle repose sur le phasage du chantier, le marquage précis des ouvrages et le dégagement préalable des branchements sensibles, sous la responsabilité du conducteur de travaux.

3. L'activité au quotidien

Cette démarche de prévention est prise en compte dans le dispositif BALISES DE SECURITE 2024-2030 à l'attention des collectivités territoriales, à la fois sous l'angle de la gestion de la voirie et sous l'angle du bailleur en tant que maître d'ouvrage, en amont comme en phase travaux. Elle contribue à encadrer les pratiques de chantier, à limiter le terrassement à l'avancée et à renforcer les exigences de prévention dans les arrêtés et les marchés.

En Île-de-France, environ 100 établissements de travaux publics appliquent la méthode, représentant près de 45 % du volume annuel de chantiers. Son déploiement sur les chantiers les plus exposés aux endommagements permet une réduction très significative des endommagements, tout en renforçant durablement la sécurité des intervenants, des riverains et de l'espace public.



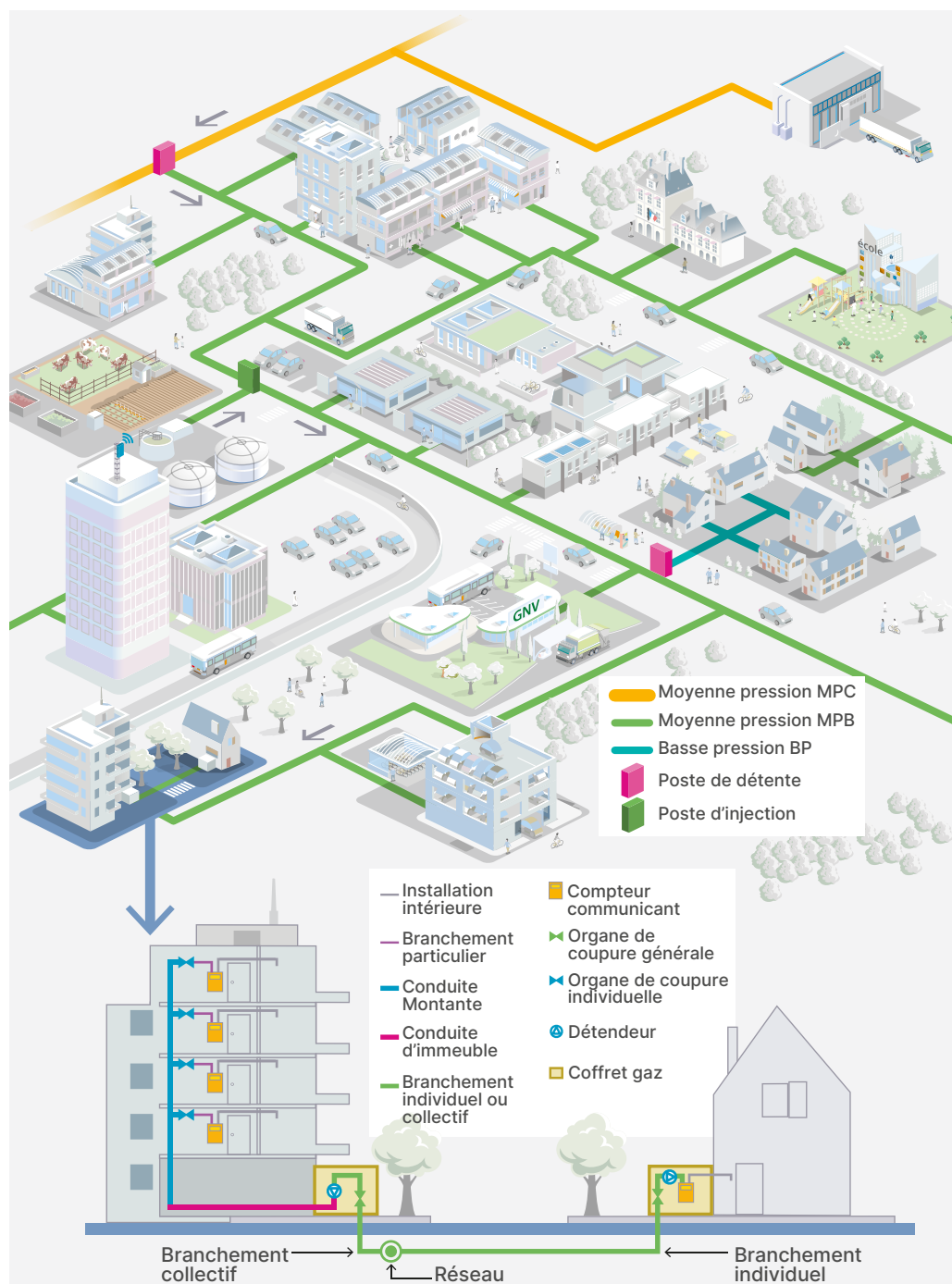


04.

Le patrimoine de votre territoire

4.1 Les ouvrages	108
4.2 Les chantiers	113
4.3 Les investissements	118
4.4 La valorisation de votre patrimoine	125

4.1 Les ouvrages



L'inventaire des conduites de distribution

L'inventaire des conduites de distribution par type de pression

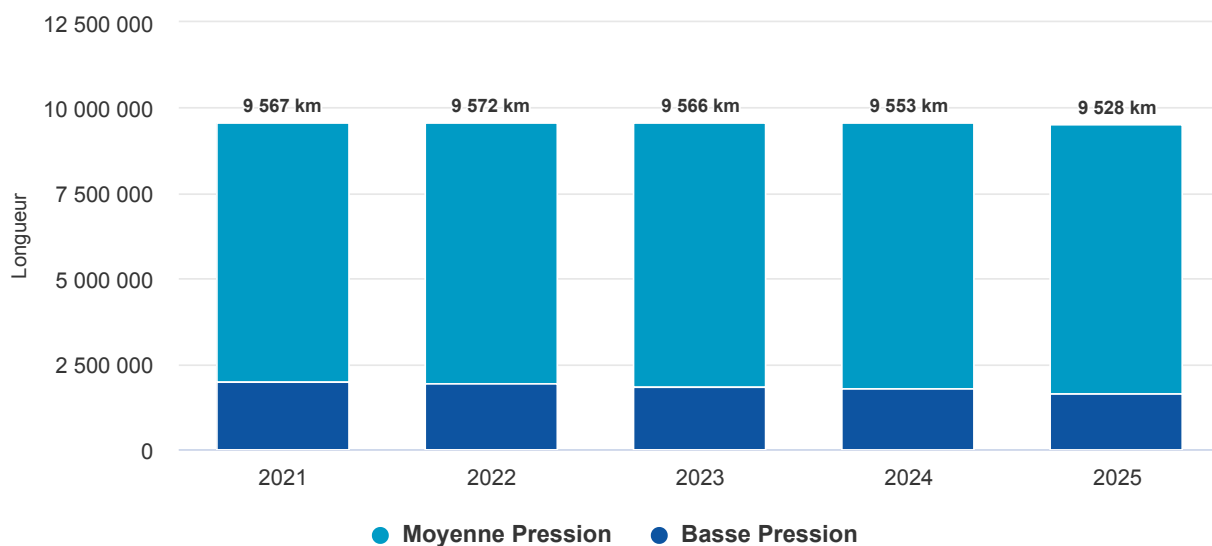
Le patrimoine des collectivités est notamment composé de conduites de distribution exploitées en basse et moyenne pression. Retrouvez ici, à l'échelle de votre concession :

- la répartition de ces ouvrages par pression, pour l'année 2025,
- l'historique de la répartition par pression, sur les 5 dernières années.

Répartition des conduites de distribution par pression en 2025



Évolution des conduites de distribution par pression



L'inventaire des conduites de distribution par type de matière

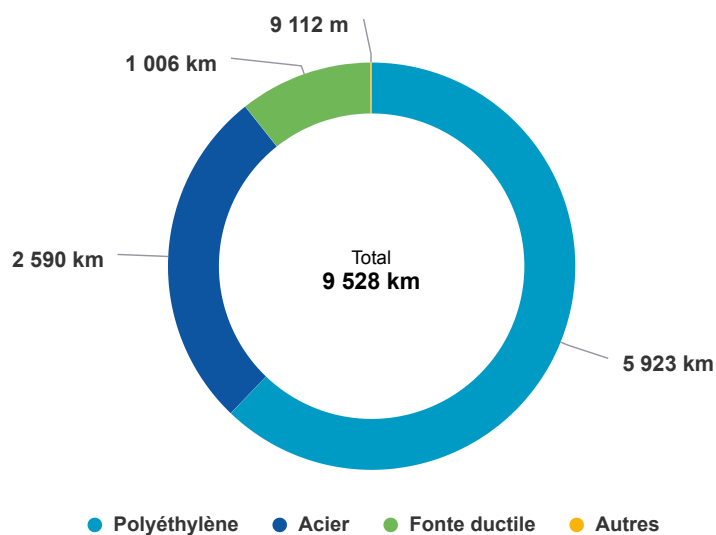
Le patrimoine des collectivités est notamment composé de conduites de distribution. Il existe différentes matières de conduites de distribution dont principalement le polyéthylène et l'acier. Retrouvez ici, à l'échelle de votre concession :

- la répartition de ces ouvrages par matière sur l'année 2025,

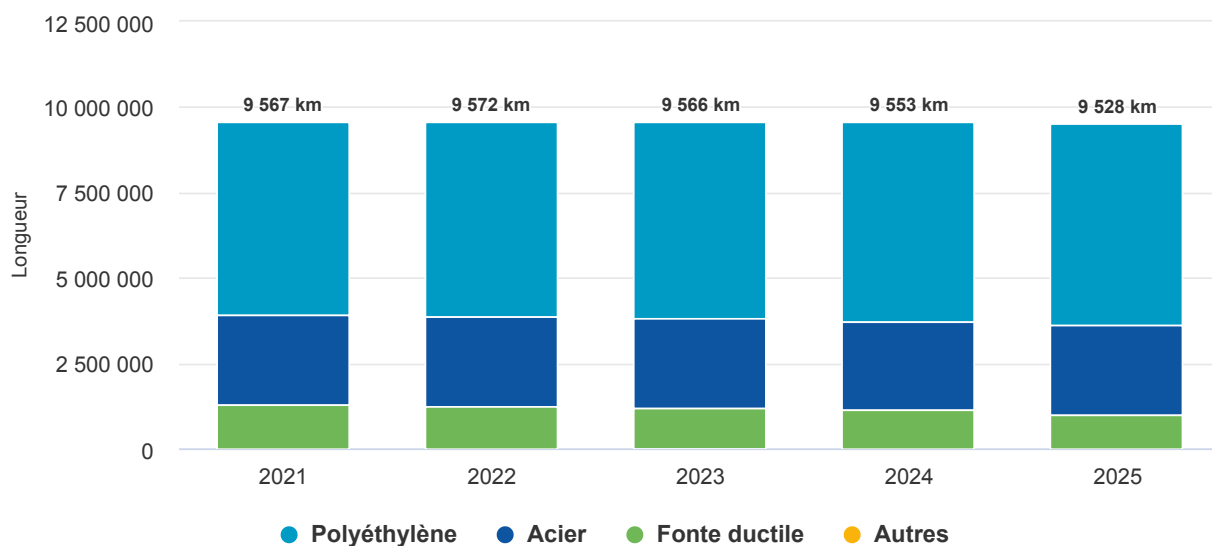
4. Le patrimoine de votre territoire

- l'historique de la répartition par matière sur les 5 dernières années.

Répartition des conduites de distribution par matière en 2025



Évolution des conduites de distribution par matière



L'inventaire des autres ouvrages

Le patrimoine des collectivités est également composé de postes de détente réseau, de robinets de réseau et de branchements. Retrouvez ci-dessous l'inventaire de votre concession par type d'ouvrages. Les données sont affichées en nombre d'ouvrages.

Inventaire des ouvrages

	2023	2024	2025
Postes de détente réseau	2 576	2 492	2 437
Robinets de réseau utiles à l'exploitation	9 758	9 720	8 471
Branchements collectifs	97 749	98 586	97 979

La mise à jour de la cartographie

GRDF met à jour sa cartographie en continu, notamment après des travaux de pose et de renouvellement d'ouvrages gaz ou à l'occasion d'actions correctives.

En 2025, sur votre concession 3 911 actes de mise à jour de la cartographie ont été réalisés.

GRDF améliore sa cartographie en poursuivant une démarche de géoréférencement des fonds de plan « Grande Échelle ».

Sur votre concession, le taux de réseau en précision cartographique classe A sur les réseaux neufs et renouvelés est proche de 100%.

L'indice de connaissance du patrimoine

Le patrimoine de la distribution de gaz est en constante évolution. La connaissance de ce patrimoine est assurée par l'inventaire technique et l'inventaire comptable mis à jour en permanence pour garantir cohérence et exhaustivité.

Pour mesurer et objectiver le niveau de connaissance du patrimoine, GRDF a mis en place l'indice de connaissance du patrimoine à la maille contractuelle depuis 2016. L'indice est constitué de sous-indicateurs répartis en trois catégories (inventaire, cartographie et autres éléments de connaissance et de gestion). Ce système de mesure permet d'évaluer la progression de la connaissance du patrimoine au fil des années.

Les deux indicateurs « Connaissance des branchements individuels (report sur le plan) » (n° 4) et « Connaissance des branchements collectifs (report sur plan) » (n° 6), sont calculés à la maille de chaque département.

A la maille nationale en 2025, l'indice de connaissance du patrimoine est de 89.

Ci-après, le détail de l'indice de connaissance du patrimoine à l'échelle de votre concession.

4. Le patrimoine de votre territoire

Indice de connaissance du patrimoine

N°	Sous-indicateur	Pts max	Gradation	Note 2025
1	Existence d'un inventaire des réseaux et procédure de mise à jour	10	Binaire	10
2	Connaissance des matériaux et diamètre dans le système d'information géographique (SIG)	5	0 à 50% : 0 point, >50% : Progressif	5
3	Connaissance de l'année de pose des ouvrages dans le SIG	5	0 à 50% : 0 point, >50% : Progressif	5
4	Connaissance des branchements individuels (report sur le plan)	5	0 à 25% : 0 point, >25% : Progressif	0
5	Taux de cohérence entre GMAO (gestion de la maintenance) et la base des immobilisations pour le nombre de branchements collectifs	4	0 à 50% : 0 point, >50% : Progressif	4
6	Connaissance des branchements collectifs (report sur plan)	5	0 à 50% : 0 point, >50% : Progressif	0
7	Connaissance des ouvrages d'immeuble collectif (nombre de CI/CM, longueur, matériau, nombre de branchements particuliers, année de pose, pression)	10	0 à 50% : 0 point, >50% : Progressif	9
8	Taux de cohérence entre la base des immobilisations et le SIG sur la longueur de réseau (stock)	5	0 à 80% : 0 point, >80% : Progressif	3
9	Taux de cohérence entre la base des immobilisations et le SIG sur la longueur de réseau (flux)	3	0 à 90% : 0 point, >90% : Progressif	3
10	Taux de cohérence entre le SIG et GMAO pour le nombre de vannes	4	0 à 50% : 0 point, >50% : Progressif	3
11	Taux de cohérence entre le SIG et GMAO pour les postes de détente réseau et poste d'injection biométhane	4	0 à 50% : 0 point, >50% : Progressif	4
12	Existence d'une cartographie numérisée et procédure de mise à jour	5	Binaire	5
13	Taux de plans grande échelle géoréférencés	10	Progressif	10
14	Longueur de réseau avec le réseau porté en classe A (stock)	5	Progressif	4
15	Longueur de réseau avec le réseau porté en classe A (flux) (tolérance de 0,5% en cas d'opérations en cours de vérification)	5	Binaire	5
16	Mise à disposition, sur le Portail Collectivités GRDF, de données patrimoniales informatisées sur le périmètre de votre concession	10	Binaire	10
17	Existence d'une modélisation pour l'exploitation et la conception des réseaux	5	Binaire	5
Total		100		85

4.2 Les chantiers

Les principaux chantiers sur votre concession

Les chantiers de raccordements et de transition écologique

- Les raccordements de nouveaux clients et de stations GNV
 - Les demandes de raccordement varient en fonction de nombreux facteurs externes tels que le dynamisme immobilier local, la conjoncture économique ou la réglementation.
 - Pour les projets d'extension du réseau de gaz, la réglementation prévoit la réalisation d'une étude technico-économique appelée « B sur I » (Bénéfice sur Investissement). Ainsi, conformément à l'arrêté du 28 juillet 2008 et au contrat de concession, le concessionnaire réalise à ses frais les travaux de développement du réseau dès lors que le critère de décision des investissements « B sur I » est au moins égal à zéro.
 - Le raccordement des stations GNV peut nécessiter des travaux de renforcement du réseau de distribution, car les débits demandés sont importants.
- Les investissements liés au développement des gaz verts (raccordement des unités de production, renforcements, maillages...)
 - Le raccordement des unités de production de biométhane peut nécessiter des travaux de maillage du réseau. Un maillage permet de réunir plusieurs zones de consommation pour absorber la production de gaz vert. Dans les territoires où sont exploitées plusieurs unités de méthanisation, il peut y avoir besoin de réalisation de chantiers de rebours qui permettent de compresser le biométhane injecté dans le réseau de distribution afin qu'il soit acheminé dans le réseau de transport.

GRDF adapte ses métiers pour permettre l'injection de 100% de gaz vert d'ici 2050. GRDF entreprend ainsi la définition d'un modèle d'exploitation du réseau visant à faciliter l'injection et l'acheminement des gaz verts, en prenant en compte les besoins des parties prenantes et en assurant un haut niveau de performance et de sécurité. En particulier, cela nécessite de gérer les interfaces avec les producteurs pour l'adaptation de l'injection en fonction de la pression sur le réseau et la modulation de la production de gaz vert, mais aussi avec les consommateurs prépondérants pour leurs prévisions de consommation.

En 2025, ces travaux ont représenté 8 471 m sur votre réseau.

Raccordements et transition écologique	Longueur	Brch. Coll.	Brch. Ind.
ALLEE GUY BONIFACE - LIMEIL-BREVANNES	729 m	0	3
AVENUE DE LA COMMUNE DE PARIS - NANTERRE	318 m	0	0
ZAC AEROLIANS - TREMBLAY-EN-FRANCE	310 m	4	8
ROUTE DE LA BERCHERE - ANDILLY	262 m	0	33
AVENUE DE LA DIVISION LECLERC - CHATENAY-MALABRY	230 m	0	1
RUE BIZET - VILLEJUIF	227 m	0	0
RUE DU SAUSSET - TREMBLAY-EN-FRANCE	221 m	0	2
RUE RAYMOND BROUSSE - VILLETANEUSE	209 m	0	1

Les principaux chantiers de modification d'ouvrages à la demande de tiers

Dans la grande majorité des cas, les demandes de modification des ouvrages sont à l'initiative des collectivités. Ainsi GRDF peut être amené à déplacer des ouvrages, par exemple dans le cadre de grands projets urbains ou d'infrastructures, ou à la demande d'autres occupants du sous-sol, d'aménageurs, de clients finals ou encore de gestionnaires de réseaux de transport.

En 2025, ces travaux ont concerné 5 513 m de votre réseau.

Modification d'ouvrages à la demande de tiers	Longueur	Brch. Coll.	Brch. Ind.
RUE FERNAND PENA - DRANCY	345 m	2	4
QUAI JULES GUESDE - VITRY-SUR-SEINE	341 m	0	2
ALLEE DE L'UNIVERSITE - NANTERRE	297 m	0	3
BOULEVARD CHASTENET DE GERY - VILLEJUIF	285 m	1	0
RUE DE LA COMMUNE DE PARIS - AUBERVILLIERS	256 m	4	2
ROUTE DE VILLEJUST - NOZAY	241 m	0	1
AVENUE DU GENERAL DE GAULLE - GENNEVILLIERS	232 m	0	0
RUE ALEXIS LEPERE - MONTREUIL	203 m	9	8

Les chantiers d'adaptation et de modernisation des ouvrages

Les investissements d'adaptation et de modernisation des ouvrages sont centrés sur l'optimisation des actifs au profit de la sécurité, du respect de la réglementation, de la continuité d'acheminement et du développement durable. Ils regroupent les investissements de structure (optimisation des schémas de vannage, restructurations et renforcements de réseau) et les investissements de modernisation.

En savoir plus

Les programmes de modernisation s'appuient sur les travaux relatifs à la sécurité industrielle menés par GRDF, tout en recherchant la synergie avec la politique de prévention des dommages aux ouvrages et l'articulation avec les travaux de voirie envisagés par les collectivités et autres acteurs.

Les programmes travaux résultent de l'analyse de plusieurs facteurs : les dispositions réglementaires, le retour d'expérience et l'analyse des incidents, les remontées des exploitants, les éventuelles anomalies constatées lors des opérations de maintenance, la vulnérabilité potentielle aux dommages de tiers, les caractéristiques techniques des ouvrages (matériau, technique de construction et d'assemblage...) et les opportunités de coordination de travaux.

Ces investissements comportent notamment :

- Les renouvellements ciblés de réseau, centrés sur les conduites en fonte ductile et en cuivre.
- Les travaux de modernisation de branchements et ouvrages en immeubles. Ces travaux comprennent les renouvellements, concomitamment avec le renouvellement du réseau, soit en fonction de leur sensibilité aux dommages de tiers soit ciblés sur les ouvrages identifiés comme à moderniser en priorité du fait de leurs caractéristiques techniques et/ou configuration et/ou environnement spécifique. Ils peuvent également concerner la pose ou le remplacement d'équipements. Ainsi, la protection des branchements peut être assurée, quand la configuration le permet, par la pose d'un dispositif de protection, appelé DPBE (Dispositif de Protection des Branchements Existants), permettant l'interruption du débit de gaz. GRDF a également lancé un programme pluriannuel de recensement des régulateurs à l'horizon 2030, associé au rajeunissement de ceux-ci, conformément aux dispositions réglementaires.
- Les autres investissements de modernisation, qui concernent l'amélioration de la protection cathodique, le fonctionnement du réseau (télésurveillance et modernisation des postes réseaux stratégiques), les renouvellements « préventifs » ou à la suite d'endommagement, incident ou anomalie constatée lors de la maintenance (investissements « correctifs »).

En 2025, GRDF a modernisé 94 km de votre réseau.

Adaptation et modernisation des ouvrages	Longueur	Brch. Coll.	Brch. Ind.
RUE LAMARTINE - WISSOUS	1 760 m	2	140
BOULEVARD DE LA VANNE - CACHAN	1 370 m	11	86
RUE DE PIERREFITTE - MONTMAGNY	1 022 m	1	51
BOULEVARD HENRI BARBUSSE - SAINT-CYR-L'ECOLE	1 002 m	5	51
AVENUE LILY - LA CELLE-SAINT-CLOUD	998 m	0	67
BOULEVARD HENRI BARBUSSE - SAINT-CYR-L'ECOLE	992 m	0	75
RUE MOREL D'ARLEUX - PIERREFITTE-SUR-SEINE	967 m	2	61
RUE HENRI PENON - LE VESINET	933 m	3	67

En 2025, les chantiers réseau ont permis de créer, modifier et renouveler plus de 108 kilomètres de réseau sur votre territoire (soit près de 23km de plus qu'en 2024), avec principalement le renouvellement de réseaux en fonte ductile pour 88 kilomètres (74 km en 2024). Les principaux chantiers ont été réalisés à Wissous (1,8 km), Cachan (1,4 km), Montmagny (1 km), Saint-Cyr-l'Ecole (1 km), Pierrefitte-sur-Seine (1 km), Le Vésinet (0,9 km), Clamart (0,9 km), Neuilly-Plaisance (0,8 km), L'Haÿ-les-Roses (0,8 km), Gagny (1,6 km en 2 chantiers).

Première coordination de chantier

Sur la commune de Bois d'Arcy, a eu lieu la première coordination de chantier entre le Sigeif et GRDF, visant de concert le renouvellement du réseau gaz en polyéthylène et l'enfouissement des lignes aériennes électriques, des réseaux de communications élec-

4. Le patrimoine de votre territoire

troniques et de l'éclairage public. Pour le gaz, il s'agissait d'un chantier de renouvellement de 400 m de réseau sur la ville de Bois d'Arcy.

Cette opération de chantier coordonné a permis de minimiser la nuisance pour les riverains en n'intervenant qu'une fois sur la chaussée (moins de bruit, moins de gêne), de réduire le risque de dommages aux ouvrages, d'émettre moins d'émissions carbone (mutualisation des terrassements, moins d'engins mobilisés) et de maîtriser davantage les coûts.



Le contrôle de la conformité des travaux

La conformité des ouvrages réalisés par GRDF et ses prestataires fait l'objet d'une démarche de contrôle tout au long du chantier (étude, déclarations de travaux, réunion de voirie). Les visites de chantiers sont fréquentes. Des visites de contrôle sont menées sur plus de 50% des chantiers.

En savoir plus

Ces visites ciblent les points techniques sensibles comme, par exemple :

- la qualification et l'habilitation du personnel en rapport avec le travail réalisé,
- le respect de la voirie,
- la qualité de réalisation des fouilles,
- le respect des distances inter-ouvrages,
- la qualité de pose des ouvrages encastrés (en et hors sol),
- le plan de recollement cartographique après travaux.

Le contrôle de conformité est complété d'une démarche d'évaluation de tous les prestataires quatre à douze fois par an (selon le volume des marchés). Cette évaluation porte sur les thématiques suivantes : sécurité, qualité des travaux, environnement, relation client, organisation/information. Tout écart révélé par cette démarche

est tracé et fait l'objet d'actions correctives pouvant aller jusqu'à l'arrêt définitif du marché en cas de récidive.

La décarbonation des travaux

La décarbonation est au cœur du nouveau projet d'entreprise de GRDF. Nous souhaitons diviser par deux les émissions de CO₂ des activités techniques sur le réseau. Cela engage nos processus, nos collaborateurs, ainsi que nos partenaires tels que les entreprises de travaux publics et les collectivités.

GRDF poursuit le déploiement de chantiers à impact carbone réduit, qui ont notamment recours aux techniques limitant le nombre et la taille des fouilles, et favorisant la réutilisation des terres excavées (enrubannage, tubage...). Nous avons également engagé une démarche d'écoconception voire de réutilisation des matériels gaz (compteurs, robinets, tubes...). Nous sommes attentifs à un dialogue constructif autour de la mise en œuvre des règlements de voirie (compactage, enrobés, matériaux...), ainsi que des aménagements de l'espace urbain lorsqu'ils impliquent une modification des ouvrages de distribution de gaz (végétalisation, reconfiguration de quartier, bus à haut niveau de service, tramway...).

4.3 Les investissements

La politique d'investissement nationale déclinée dans votre concession

L'une des missions essentielles du distributeur de gaz est de définir la politique d'investissement et de développement des réseaux de distribution de gaz naturel (articles L. 111-61 et L. 432-8 du Code de l'énergie).

En savoir plus

Le mécanisme de régulation des investissements décidé par la Commission de Régulation de l'Énergie (CRE) repose sur plusieurs principes :

- Il donne les moyens à GRDF de réaliser les investissements nécessaires. Seuls les investissements effectivement réalisés donnent lieu à une rémunération et le distributeur gaz ne perçoit pas de marge sur l'activité d'exploitation.
- Il incite le distributeur à maîtriser les coûts des programmes d'investissement.

La politique d'investissement de GRDF s'inscrit dans une vision long terme de l'évolution du réseau de distribution de gaz, prenant notamment en compte les dispositions réglementaires, la politique de gestion du risque industriel, les projets de transition écologique et d'infrastructures à court et moyen termes, les grands projets de GRDF et les évolutions à envisager le cas échéant sur la structure du réseau.

En déclinaison de la politique d'investissement et des programmes associés, les projets d'investissement de GRDF s'inscrivent selon trois horizons temporels :

- À court terme : par la programmation des travaux en coordination avec les services des collectivités.
- À moyen terme : pour la prise en compte de ses investissements dans le tarif de distribution (visibilité maille nationale stricto sensu de 4 ans).
- À long terme : pour adapter le réseau de distribution de gaz et en faire un vecteur de la décarbonation des territoires, notamment par la mise en œuvre de programmes complexes afin d'assurer l'injection des gaz renouvelables et bas carbone d'un nombre croissant de sites de production.

La politique d'investissement de GRDF est définie de manière globale à l'échelle nationale et est ensuite déclinée et adaptée localement. Par conséquent, les investissements ne sont pas réalisés en tenant compte de l'équilibre économique de chaque concession, mais en fonction des besoins et des priorités qui se dégagent à l'échelle de chaque concession.

Au niveau national, les investissements de GRDF ont atteint 864 millions d'euros en 2025.

Plus de la moitié des investissements totaux est consacrée à la modification, l'adaptation et la modernisation des ouvrages. Environ un quart est dédié aux raccordements et à la

transition écologique. Le solde concerne les comptages, les investissements logistiques et le système d'information.

En 2025, les investissements d'adaptation et de modernisation du réseau enregistrent un léger retrait après plusieurs années de fort accroissement. Pour accompagner le développement des projets de production de gaz verts, un décret publié en juillet 2024, introduit la notion de Certificats de Production de Biogaz, et fixe un niveau d'obligation pour les fournisseurs à s'approvisionner en gaz vert (niveau proportionnel à leur volume de gaz acheminé pour leurs clients résidentiels et tertiaires). Sa mise en place est fixée au 1^{er} janvier 2026, avec un niveau d'achat qui est croissant jusqu'en 2028. Compte tenu des temps d'instruction et de construction des projets, la reprise des raccordements de sites de production de biométhane devrait s'accélérer dès 2026. L'arrêté du 8 septembre 2025, abrogeant le tarif d'achat dit « BG16 » et supprimant les pénalités en cas de résiliation anticipée de contrat pour les producteurs qui convertissent leur unité notamment vers l'injection de biométhane dans les réseaux, et l'arrêté du 26 décembre 2025, modifiant le décret de juillet 2024 sur les Certificats de Production de Biogaz en revoyant à la hausse pour certains types de cogénérations le nombre de CPB généré par MWh de biométhane produit, devraient également favoriser la bascule de sites de cogénération en injection.

Dans la continuité des années précédentes, les raccordements de clients sont en retrait.

Les investissements prévus dans le tarif ATRD7

Sur la période de l'ATRD7 (2024-2027), la CRE a retenu l'intégralité des prévisions d'investissements demandées par GRDF. Avec la fin du déploiement des compteurs communicants, les montants d'investissements se stabilisent, le raccordement de sites d'injection de biométhane, ainsi que l'adaptation et la modernisation des ouvrages venant compenser la diminution des raccordements clients.

Les mécanismes de régulation incitative intègrent désormais un dispositif visant à prioriser les investissements. Ils permettent à GRDF de maîtriser ses investissements sans compromettre ni l'exploitation, ni la sécurité, ni la réalisation des ouvrages nécessaires à la transition écologique par le développement des gaz verts notamment.

Les clefs de lecture pour comprendre les tableaux d'investissements

GRDF prévoit ses investissements par finalité (raccordements et transition écologique, modification d'ouvrages, adaptation et modernisation des ouvrages...) et non par famille de biens (conduites, branchements, postes de détente...).

En revanche, les investissements réalisés peuvent être suivis selon ces deux approches.

Les investissements mis en service dans l'année correspondent à la valeur totale des biens mis en service en 2025.

Ils sont présentés en trois grandes familles :

- Les « ouvrages réseau et branchements », qui comprennent les conduites de réseau, les branchements et ouvrages en immeuble ainsi que les ouvrages qui leur sont directement associés : postes de détente réseau, protection cathodique, dispositifs de protection de branchements, protections mécaniques de canalisation...

4. Le patrimoine de votre territoire

- Les « ouvrages interface utilisateurs », qui comprennent les dispositifs de comptage, postes de livraison clients et installations de télé-relevé, ainsi que les postes d'injection de biométhane.
- Les « biens mutualisés », qui comprennent tous les biens utiles à plusieurs concessions : véhicules, immobilier, outillage, projets informatiques...

Cette présentation permet de distinguer les investissements de GRDF au périmètre de votre concession selon la fonction remplie par les biens concernés au sein de l'activité de distribution. Les tableaux présentent les investissements mis en service, la valorisation du patrimoine, l'origine de financement des biens, ainsi que les charges d'investissements.

Les investissements en flux de dépenses de l'année correspondent au montant effectivement dépensé (décaissé) sur une année.

À noter qu'il peut y avoir un décalage temporel entre la réalisation effective des travaux et la mise en service des investissements, notamment lorsque les chantiers sont réalisés sur deux exercices, la mise en service étant réalisée une fois le chantier terminé. Le même type de décalage est observé sur les projets immobiliers et le système d'information (temps de développement).

Vous retrouverez le détail de ces informations pour chaque catégorie de biens sur la « Plateforme de Données Concessions » accessible depuis le « Portail Collectivités », l'espace sécurisé et dédié aux collectivités desservies en gaz, sur le site www.grdf.fr.

Les investissements : mises en service de l'année par famille de biens

Le tableau ci-après présente la valeur totale des biens mis en service (immobilisations) par famille de biens.

Invest. réalisés par famille d'ouvrages (en euros)

	2023	2024	2025
Total	97 346 092	105 789 412	112 205 817
OUVRAGES RÉSEAU ET BRANCHEMENTS	68 574 903	82 072 734	93 730 750
Premier établissement	14 180 607	18 312 119	12 471 686
Conduites de distribution	6 224 488	7 691 750	4 489 407
Branchements	7 280 447	6 401 721	5 903 156
Branchements - Individuels	4 935 736	4 456 880	4 098 006
Ouvrages collectifs	2 344 713	1 944 843	1 805 154
Installations techniques	675 670	4 218 638	2 079 114
Postes de détente réseau	49 138	534 461	117 227
Protection cathodique	410 117	1 884 554	277 266
Autres installations	216 414	1 799 623	1 684 621
Renouvellement	54 394 298	63 760 608	81 259 066
Conduites de distribution	34 973 876	37 533 000	49 347 242
Branchements	18 472 790	25 217 264	30 402 797
Branchements - Individuels	12 830 622	14 748 543	21 052 502
Ouvrages collectifs	5 642 164	10 468 709	9 350 296
Installations techniques	947 630	1 010 348	1 509 038
Postes de détente réseau	405 693	533 498	989 596
Protection cathodique	541 936	476 851	519 441
OUVRAGES INTERFACES UTILISATEURS	10 068 097	5 818 211	6 701 260
Compteurs et postes clients	10 051 553	5 818 211	6 686 294
Compteurs	5 386 547	2 753 380	4 181 663
Postes clients et équipements de télérelevé	4 664 997	3 064 845	2 504 635
Installations techniques	16 544	0	14 966
Postes biométhane	16 544	0	14 966
BIENS MUTUALISÉS	18 703 089	17 898 459	11 773 898
Mobilier et immobilier	3 812 995	8 128 535	3 681 388
Outillages, Mobilier et Matériels Divers	2 313 096	3 590 524	1 532 754
Aménagements	1 024 582	4 196 705	1 910 911
Autres équipements	475 303	341 288	237 730
Véhicules et engins d'exploitation	1 316 819	133 233	23 496
Autres véhicules	0	0	23 496
Immobilisations incorporelles	13 573 284	9 636 705	8 069 016
Projets informatiques	10 925 511	8 799 828	7 200 273
Autres immobilisations incorporelles	2 647 785	836 873	868 748

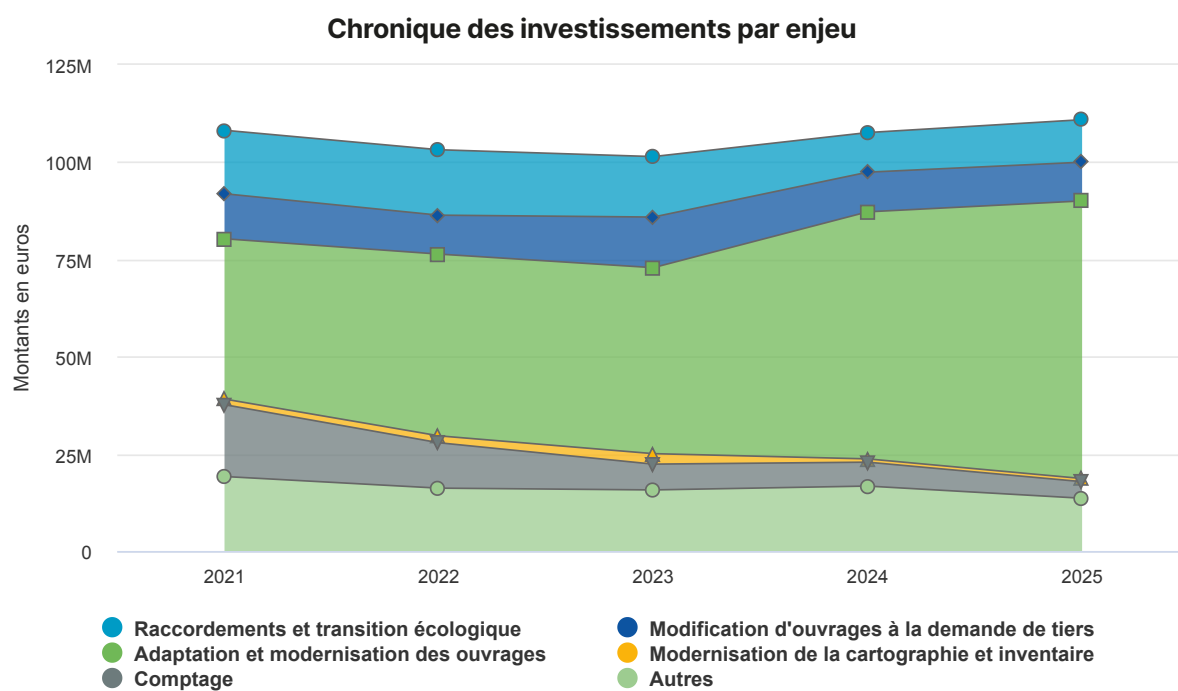
Les investissements : flux de dépenses de l'année par finalité

Le tableau ci-après présente le montant effectivement dépensé (décaissé) par année suivant la finalité des investissements.

Investissements par finalité - flux (en euros)

	2023	2024	2025
Total	101 428 770	107 607 623	110 919 549
RACCORDEMENT ET TRANSITION ÉCOLOGIQUE	15 552 227	10 189 642	10 935 376
Raccordements individuels de pavillons et de petits pros	2 542 952	2 341 815	2 447 654
Lotissements, zones d'aménagement	912 463	463 397	316 315
Raccordements de clients importants	8 235 855	4 866 030	5 614 192
Transition écologique (biométhane, GNV, Smart Gas Grids)	3 860 959	2 518 394	2 557 217
MODIFICATION D'OUVRAGES À LA DEMANDE DE TIERS	13 013 163	10 197 461	9 955 648
ADAPTATION ET MODERNISATION DES OUVRAGES	47 828 008	63 533 199	71 391 152
Investissements de structure des ouvrages	1 411 573	1 699 898	2 069 343
Dont restructurations et renforcements	97 423	0	0
Dont schéma de vannage	1 314 150	1 699 898	2 069 343
Modernisation des ouvrages	46 416 440	61 833 300	69 321 814
Dont réseaux (fonte ductile, cuivre, autres matériaux)	29 049 882	44 425 014	50 423 592
Dont branchements et ouvrages collectifs	9 756 771	8 291 669	9 266 070
Autres investissements de modernisation	7 609 773	9 116 607	9 632 145
MODERNISATION DE LA CARTOGRAPHIE ET INVENTAIRE	2 696 349	843 562	808 811
COMPTAGE	6 634 147	6 147 473	4 264 783
Projet Compteurs Communicants Gaz	3 706 997	3 168 089	2 106 399
Postes de livraison clients	1 395 792	1 285 700	646 246
Compteurs et télérelevé	1 531 356	1 693 691	1 512 156
AUTRES	15 704 859	16 696 306	13 563 757
Logistique	6 129 111	6 246 641	3 458 485
Véhicules	1 316 819	133 233	23 496
Immobilier	1 977 488	3 461 337	1 544 099
Autres (outillage, télécom, matériel informatique)	2 834 811	2 652 063	1 890 920
Système d'information	9 575 749	10 449 661	10 105 263

4. Le patrimoine de votre territoire



4.4 La valorisation de votre patrimoine

Les origines de financement

Le tableau ci-dessous montre qui, de GRDF, de l'autorité concédante ou des tiers, a financé les ouvrages. Il restitue l'origine de financement de tous les biens en service à fin 2025.

4. Le patrimoine de votre territoire

Origine de financement (en euros)

	Financée par GRDF	Financée par Autorité Concédante	Financée par des tiers
Total	2 526 810 023	0	77 175 175
OUVRAGES RÉSEAU ET BRANCHEMENTS	2 068 567 841	0	77 166 287
Canalisation de distribution	1 143 901 517	0	23 469 152
Branchements	871 495 078	0	53 392 270
Branchements individuels	450 790 181	0	13 954 891
Ouvrages collectifs	420 704 881	0	39 437 375
Installations techniques	53 171 249	0	304 865
Postes de détente réseau	27 186 279	0	102 573
Protection cathodique	12 776 469	0	200 792
Autres installations	13 208 496	0	1 500
OUVRAGES INTERFACES UTILISATEURS	184 848 666	0	8 888
Compteurs et postes clients	184 389 602	0	8 888
Compteurs	133 945 860	0	0
Postes clients et équipements de télérelevé	50 443 733	0	8 888
Installations techniques	459 064	0	0
Postes biométhane	459 064	0	0
BIENS MUTUALISÉS	273 393 517	0	0
Mobilier et immobilier	57 286 523	0	0
Outillages, Mobilier et Matériels Divers	17 913 127	0	0
Aménagements	28 209 759	0	0
Génie civil	459 670	0	0
Terrains	136 577	0	0
Autres équipements	10 567 394	0	0
Véhicules et engins d'exploitation	10 055 846	0	0
Véhicules GNV	569 879	0	0
Autres véhicules	9 485 967	0	0
Immobilisations incorporelles	206 051 144	0	0
Projets informatiques	175 405 078	0	0
Autres immobilisations incorporelles	30 646 059	0	0

La valeur nette économique de votre concession

Il s'agit de montrer la valeur du patrimoine de la concession qui reste encore à rembourser

par les clients via le tarif de distribution (ATRD). En effet, la valeur nette économique de la part des biens financés par le concessionnaire représente les charges liées aux investissements (remboursement économique et coût du financement) que les clients auront encore à payer à travers la part acheminement de leur facture, conformément au système de régulation de la distribution du gaz défini par la CRE. Il s'agit donc d'une donnée financière utile et porteuse de sens à l'échelle de la concession.

Valorisation du patrimoine (en euros)

	VNE début d'année	VNE fin d'année	Remb. éco. réeval. de l'année	Coût de financement de l'année	Charges d'invest. de l'année
Total	1 530 462 129	1 501 147 484	101 634 087	66 253 822	167 887 910
OUVRAGES RÉSEAU ET BRANCHEMENTS	1 315 591 706	1 303 884 853	70 282 395	55 176 099	125 458 499
Canalisation de distribution	703 856 993	704 576 122	34 261 566	29 668 444	63 930 016
Branchements	581 431 403	569 200 260	33 780 880	24 205 465	57 986 351
Branchements individuels	319 442 371	316 606 238	17 746 292	13 428 898	31 175 201
Ouvrages collectifs	261 989 039	252 594 023	16 034 577	10 776 579	26 811 147
Installations techniques	30 303 306	30 108 462	2 239 954	1 302 174	3 542 139
Postes de détente réseau	15 261 319	14 823 255	878 790	636 260	1 515 044
Protection cathodique	7 772 926	7 656 972	654 222	336 922	991 141
Autres installations	7 269 066	7 628 238	706 948	328 998	1 035 944
OUVRAGES INTERFACES UTILISATEURS	117 979 339	111 561 502	10 089 268	6 506 144	16 595 408
Compteurs et postes clients	117 720 331	111 339 630	10 037 166	6 495 393	16 532 555
Compteurs	98 345 441	92 423 362	7 719 416	5 527 288	13 246 713
Postes clients et équipements de télérelevé	19 374 885	18 916 271	2 317 754	968 095	3 285 838
Installations techniques	259 008	221 872	52 102	10 751	62 853
Postes biométhane	259 008	221 872	52 102	10 751	62 853
BIENS MUTUALISÉS	96 891 094	85 701 123	21 262 423	4 571 580	25 833 996
Mobilier et immobilier	30 990 665	28 895 101	5 010 272	1 571 157	6 581 429
Outils, Mobilier et Matériels Divers	9 611 201	8 876 136	2 199 544	464 619	2 664 159
Aménagements	10 946 137	10 065 130	2 175 683	520 497	2 696 184
Génie civil	141 807	130 196	11 598	5 670	17 274
Terrains	1 512 599	1 512 599	0	60 503	60 503
Autres équipements	8 778 910	8 311 038	623 446	519 852	1 143 289
Véhicules et engins d'exploitation	2 276 761	1 428 028	975 303	93 272	1 068 582
Véhicules GNV	5 557	0	5 557	96	5 663
Autres véhicules	2 271 210	1 428 028	969 756	93 156	1 062 924
Immobilisations incorporelles	63 623 661	55 377 997	15 276 837	2 907 156	18 183 989
Projets informatiques	50 565 596	44 198 650	13 398 115	2 298 214	15 696 324
Autres immobilisations incorporelles	13 058 057	11 179 337	1 878 724	608 944	2 487 659





05.

Le compte d'exploitation

5.1	Le tarif de distribution - ATRD	130
5.2	La synthèse du compte d'exploitation	135
5.3	Les recettes	140
5.4	Les charges	142
5.5	L'équilibre financier	151

5.1 Le tarif de distribution - ATRD

Méthode de détermination du tarif de distribution

Depuis 2003, avec l'ouverture à la concurrence de la fourniture de gaz naturel et la séparation des activités d'infrastructure (distribution et transport) d'une part, et de fourniture de gaz d'autre part, le législateur a confié à la CRE la mission de définir notamment le tarif ATRD. Elle détermine la méthodologie ainsi que la structure et le niveau du tarif pour chacun des distributeurs de gaz naturel dans sa zone de desserte exclusive.

Ce tarif est fixé pour une période de quatre ans. Il est déterminé pour couvrir les coûts d'investissement et de fonctionnement d'un « opérateur efficace » (articles L. 452-1 à L. 452-3 du code de l'énergie).

L'élaboration du tarif ATRD7 par la CRE

La Commission de Régulation de l'Énergie a publié le 15 février 2024 sa délibération n°2024-40 portant décision sur le tarif péréqué d'utilisation des réseaux publics de distribution de gaz naturel de GRDF, dit ATRD7. Ce tarif est entré en vigueur au 1^{er} juillet 2024 pour une durée de quatre ans.

En savoir plus

Pour mémoire, à son entrée en vigueur au 1^{er} juillet 2024, le tarif ATRD7 a enregistré une hausse de 27,5%, dont les trois-quarts liés à un effet report dû aux aléas de la précédente période tarifaire, avec un tarif resté stable dans une période marquée par la crise sanitaire, la crise énergétique majeure et l'accélération des aléas climatiques (avec pour conséquence un solde du Compte de Régularisation des Charges et des Produits (CRCP) de fin d'ATRD6 inédit, estimé dans la délibération à 905 millions d'euros).

Ainsi, la hausse moyenne des différents termes tarifaires au 1^{er} juillet 2024 s'explique de la manière suivante :

- Prise en compte des effets hérités de la période tarifaire ATRD6 (+20%).
- Intégration des évolutions pour la période à venir (+7,5%), dont :
 - 5,9% dus à la baisse estimée des consommations (recalage des trajectoires en entrée d'ATRD7),
 - 1,6% en raison de l'augmentation des charges à couvrir sur la période ATRD7.

Pour déterminer les trajectoires de charges à couvrir, la CRE a retenu un taux de rémunération réel avant impôts des investissements de 4,0% pour GRDF (contre 4,1% pour l'ATRD6) et un arbitrage significatif sur les charges nettes d'exploitation de 740 millions d'euros en cumul sur la période, soit environ une baisse de 10% par rapport à la demande de GRDF.

Les mécanismes de régulation incitative liée à la qualité de service et à la maîtrise des dépenses d'investissements ont également été renforcés, avec notamment l'introduction d'un malus en cas de dépassement de l'enveloppe d'investissements allouée (hors investissements liés aux gaz verts).

Ce tarif, exigeant, nécessite des efforts de performance accrus par rapport à la période précédente et contribue ainsi à maintenir la compétitivité des solutions gaz pour les 11 millions de clients.

Enfin, pour limiter les effets report d'une période tarifaire à l'autre, GRDF et la CRE ont travaillé de concert pour faire évoluer le cadre et la structure du tarif afin de préparer l'avenir et rendre le modèle régulateur des infrastructures de distribution gaz plus résilient.

En tant que distributeur responsable et entreprise de service public, GRDF assure pleinement ses missions essentielles au service des collectivités et de ses clients. La sécurité et le verdissement du gaz restent les priorités de GRDF qui ne transigera pas sur ces engagements.

Le tarif ATRD7 donne les moyens à GRDF de contribuer à la transition écologique, notamment s'agissant des ressources allouées à l'accueil des gaz renouvelables et bas carbone dans les réseaux. L'objectif de GRDF reste inchangé : 20% de gaz verts dans les réseaux en 2030 et 100% en 2050, perspectives confirmées par le rapport de la CRE d'avril 2023 sur l'avenir des infrastructures gazières aux horizons 2030 et 2050.

Le cadre tarifaire de l'ATRD6 a globalement été reconduit sur la période ATRD7, avec ces ajustements majeurs :

- Le renforcement des dispositifs de régulation incitative, notamment sur les investissements, avec l'introduction du principe d'une priorisation des investissements. Ainsi la CRE a retenu l'enveloppe d'investissements demandée par GRDF pour la période tarifaire ATRD7, mais en cas de dépassement (hors investissements liés aux gaz verts) un malus sera appliqué aux montants excédentaires par rapport à l'enveloppe initiale, équivalant à un abattement de 20% de la rémunération de GRDF. Toutefois, la CRE a prévu une clause de « rendez-vous », activable par la CRE au bout de deux ans en cas de nouvelles dispositions, notamment réglementaires, pouvant avoir des conséquences sur les investissements prévisionnels de GRDF.
- La couverture au CRCP des écarts entre les recettes prévisionnelles et celles réalisées relatives aux termes d'abonnement, pour tenir compte de la dynamique baissière du portefeuille clients ces dernières années.
- En lien avec les orientations nationales de politique énergétique, la modification des modalités de calcul des charges de capital normatives pour les investissements réalisés à compter de 2024, en retenant la valeur nette non réévaluée rémunérée à un taux nominal, en lieu et place de la valeur nette réévaluée rémunérée au taux réel qui continue de s'appliquer pour les investissements réalisés antérieurement à 2024. Pour les consommateurs de gaz et pour les autorités concédantes, cette évolution est neutre sur le long terme, les durées de remboursement économique restant inchangées, mais ce changement permet de répartir différemment les charges d'investissement dans le temps pour limiter les risques d'effet ciseaux (baisse tendancielle des consommations vs hausse des charges de capital normatives calculées à partir d'une valeur nette réévaluée).

Enfin, la CRE a également fait évoluer la structure tarifaire.

Elle a introduit un terme de débit normalisé pour les clients dont le débit est supérieur à 40 Nm³/h (ce nouveau terme n'affecte donc pas les clients à usage chauffage résidentiels). Ce nouveau terme tarifaire entrera en vigueur au 1^{er} juillet 2026, pour un montant estimé à 5,52 €/Nm³/h par an. Il permettra ainsi de rétablir progressivement l'équité entre les clients du réseau de distribution de gaz, en limitant les effets d'opportunisme pour les clients qui conservent le gaz en appoint-secours. Ces derniers bénéficiaient jusqu'alors d'une structure tarifaire majoritairement variable, avec pour conséquence de faire porter la couverture des coûts fixes induits par leurs usages sur les autres clients (notamment résidentiels).

La CRE a également fait évoluer la facturation des producteurs de biométhane qui injectent sur les réseaux. Elle a reconduit le tarif d'injection de gaz renouvelables en trois « timbres d'injection » qui suivent les évolutions tarifaires ATRD7, mais elle a également introduit, à compter du 1^{er} juillet 2024, pour tous les producteurs, un terme basé sur la capacité d'injection inscrite au registre des capacités. Ce terme, permet de refléter l'importance croissante des producteurs de gaz verts dans le modèle économique de GRDF.

Modalités d'évolution du tarif en cours de période

Chaque année, la grille tarifaire évolue au 1^{er} juillet de l'année N selon la formule d'indexation « $IPC_N + X + k_N$ » où :

- IPC_N est le taux d'inflation hors tabac prévisionnel pour l'année N pris en compte dans le projet de loi de finances de l'année N, auquel est ajouté l'écart entre l'inflation réalisée de l'année N-1 telle que calculée par l'INSEE et le taux d'inflation hors tabac prévisionnel pour l'année N-1 pris en compte dans le projet de loi de finances pour l'année N-1,
- X est le facteur d'évolution annuelle sur la grille tarifaire et est égal à +1,91%. Il correspond à l'attrition prévisionnelle de la base de consommation de gaz pendant le tarif ATRD7,
- k_N est l'évolution de la grille tarifaire, en pourcentage, plafonnée à $\pm 3\%$, correspondant à l'apurement du CRCP à la date du 1^{er} janvier de l'année N.

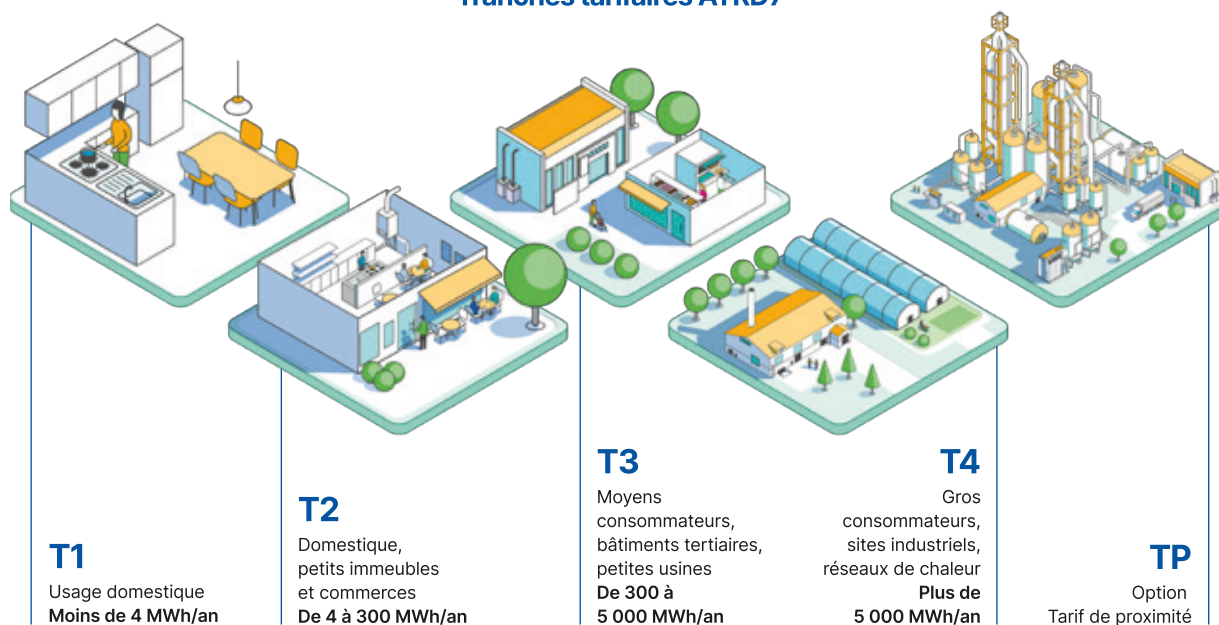
Au 1^{er} juillet 2025, le tarif a augmenté de 6,1%.

Calcul du coût de l'ATRD

Le tarif ATRD couvre équitablement les coûts d'un opérateur efficace, incluant ses dépenses d'exploitation et d'investissement.



Tranches tarifaires ATRD7



La grille tarifaire

Les délibérations de la CRE portent sur l'évolution de la grille tarifaire de GRDF au 1^{er} juillet de chaque année. La grille applicable du 1^{er} juillet 2025 au 30 juin 2026 sur votre concession est la suivante :

Option tarifaire	Description	Abonnement annuel, y compris terme Rf	Prix proportionnel (par MWh)	Souscription annuelle de capacité journalière (par MWh/j) - part inférieure à 500MWh/j	Souscription annuelle de capacité journalière (par MWh/j) - part supérieure à 500MWh/j
T1	< 4 MWh/an	54,72 €	44,94 €		
T2	de 4 à 300 MWh/an	186,12 €	12,08 €		
T3	de 300 à 5 000 MWh/an	1 301,40 €	8,69 €		
T4	> 5 000 MWh/an	21 705,72 €	1,18 €	288,00 €	144,00 €

Option tarifaire	Description	Abonnement annuel, y compris terme Rf	Souscription annuelle de capacité journalière (par MWh/j)	Terme annuel à la distance (par m)
TP	Tarif de proximité	51 721,80 €	143,64 €	94,32 €

5.2 La synthèse du compte d'exploitation

Les données présentées dans ce compte d'exploitation constituent une vision synthétique de l'économie de votre concession. Ces données sont disponibles sous une forme plus détaillée dans la « Plateforme de Données Concessions ».

Le principe de péréquation tarifaire

Conformément aux articles L. 452-1-1 à 452-3 du code de l'énergie, le tarif de distribution de GRDF sur sa zone de desserte exclusive (tarif « péréqué ») est déterminé par la CRE à partir de l'ensemble des charges supportées par GRDF selon le principe de la juste couverture des coûts au niveau national d'un gestionnaire de réseau efficace.

Ainsi, le tarif de distribution péréqué est le même pour toutes les concessions concernées quels que soient le nombre de clients, leur consommation de gaz, les dépenses nécessaires à la gestion du service concédé, les investissements passés, la valeur des ouvrages de la concession, les investissements à venir et la durée résiduelle du contrat de concession. La péréquation permet d'éviter des variations brutales de tarif à la maille de la concession, offrant ainsi la possibilité de réaliser d'importants programmes d'investissements.

Le compte d'exploitation

Dans un service public péréqué, l'équilibre économique est réalisé à l'échelle nationale, et non concession par concession. Le compte d'exploitation de la concession est la déclinaison locale des principes tarifaires de la CRE. Disposer d'un compte d'exploitation au périmètre de chaque contrat permet à l'autorité concédante d'apprécier sa situation dans le système de péréquation nationale.

Pour la mettre en lumière dans un tel système, il est nécessaire que l'ensemble des recettes et des charges supportées par les clients soit calculé selon les mêmes méthodes que celles adoptées par la CRE, mais en les appliquant au périmètre de la concession. Il faut toutefois rester vigilant sur l'interprétation de la différence entre les recettes et les charges de la concession. En effet, le mécanisme tarifaire de la CRE permet la couverture des charges par les recettes en moyenne sur la période tarifaire, et non systématiquement sur chaque année.

Par ailleurs, un certain nombre d'aléas sont couverts par un mécanisme de régularisation (CRCP) qui se répercute dans le mouvement tarifaire de l'année suivante, à la hausse ou à la baisse. Il s'agit notamment des variations de recettes liées aux impacts climatiques, les écarts sur les charges d'investissement et la régulation incitative (bonus/malus).

Ainsi, il convient de scinder la différence entre les recettes et les charges en trois items :

- la contribution à la péréquation tarifaire,
- l'impact du climat, ainsi que des efforts de sobriété et de maîtrise de l'énergie sur les recettes,
- la ligne « Autres », qui correspond à la différence entre les recettes constatées sur la concession corrigées de l'impact climatique, les charges de la concession et la valeur

5. Le compte d'exploitation

de la contribution à la péréquation. Cette ligne correspond donc au reliquat du compte d'exploitation économique et constitue la résultante de nombreux mécanismes du modèle régulé.

Le compte d'exploitation est la déclinaison locale des principes tarifaires de la CRE.

Lors de la production des données économiques pour les CRAC de la campagne 2025 sur l'exercice 2024, une anomalie significative sur les charges d'exploitation a été mise en évidence. Cette anomalie est liée à un mauvais chargement du référentiel des agences GRDF dans l'outil de calcul. Elle a été détectée trop tard pour être corrigée dans les CRAC publiés.

Lors de son audit annuel, sur la constitution des données économiques des CRAC, publié en novembre 2025, le commissaire aux comptes en charge des contrôles a également souligné cette anomalie.

GRDF a pris la décision de réaliser un nouveau calcul, sans attendre la publication de l'attestation du commissaire aux comptes, en intégrant la correction du chargement des agences GRDF mais également les quelques anomalies complémentaires qui ont pu être relevées.

Les données économiques pour l'année 2024 publiées dans les CRAC 2025 sont donc sensiblement différentes de celles publiées dans les CRAC 2024.

En savoir plus

Recettes liées à l'acheminement du gaz

Elles sont décomposées selon les différentes composantes de la grille tarifaire définie par la CRE dans l'ATRD7. Elles présentent les montants collectés sur votre territoire relatifs aux postes suivants :

- L'abonnement, part fixe indépendante des quantités de gaz acheminées.
- La consommation, part variable liée aux quantités de gaz acheminées.
- La souscription de capacité et le terme à la distance, propres aux clients ayant souscrit les options tarifaires T4 et TP, définissant le débit journalier maximal de gaz acheminé et la proximité au réseau de transport (le terme à la distance est spécifique à l'option tarifaire TP). Pour l'option T4, ce poste prend en compte l'évolution de la structure tarifaire apportée par la CRE dans le cadre de l'ATRD6 concernant la dégressivité du terme de souscription de capacité au-delà de 500 MWh/j.
- Le commissionnement, rémunération due par les gestionnaires de réseaux de distribution aux fournisseurs de gaz, au titre des prestations de gestion de clientèle qu'ils réalisent pour le compte des GRD.

Charges d'exploitation

Le montant total des charges d'exploitation indiqué dans le compte d'exploitation synthétique correspond au montant des charges nettes d'exploitation de votre

concession, c'est-à-dire qu'il s'agit du montant brut duquel sont déduites les recettes liées aux prestations complémentaires, ainsi que, le cas échéant, les recettes d'acheminement vers un réseau aval hors de la zone péréquée de GRDF. Ces recettes hors acheminement viennent en déduction des charges brutes d'exploitation, conformément à la méthodologie tarifaire retenue par la CRE. Elles sont réputées égales aux charges correspondantes mais ne sont pas identifiables isolément dans les comptes de GRDF. Les valeurs des trois composantes permettant d'obtenir le montant de charges nettes d'exploitation sont disponibles dans le compte d'exploitation synthétique.

Charges d'investissements

La partie relative aux charges d'investissements présente les éléments constitutifs de leur valeur :

- D'une part le remboursement économique, correspondant aux montants annuels d'amortissement des biens mis en service sur le périmètre de la concession.
- D'autre part la rémunération de la base d'actifs régulés, correspondant pour GRDF au coût de financement des ouvrages mis en service sur le périmètre de la concession.

Depuis l'entrée en vigueur de l'ATRD7, le calcul du montant annuel d'amortissement diffère selon la date de mise en service des biens. Pour les biens mis en service avant 2024, il correspond au montant annuel d'amortissement des biens mis en service sur le périmètre de la concession, auquel est intégré l'effet de l'inflation permettant la réévaluation de la valeur nette des ouvrages. Pour les biens mis en service à compter de 2024, il correspond à l'amortissement comptable des ouvrages.

5. Le compte d'exploitation

Compte d'exploitation synthétique (en euros)

	2023	2024	2025
Recettes d'acheminement	292 M€	336 M€	383 M€
Part Abonnement	108 M€	124 M€	142 M€
Part Consommation	168 M€	195 M€	223 M€
Part Capacité (+Terme distance TP)	4 M€	5 M€	6 M€
Part commissionnement (reversé aux fournisseurs)	10 M€	11 M€	11 M€
Charges nettes d'exploitation	175 M€	173 M€	173 M€
Charges d'exploitation brutes	199 M€	195 M€	196 M€
Recettes liées aux prestations complémentaires	-24 M€	-22 M€	-22 M€
Charges d'investissements	161 M€	163 M€	167 M€
Remboursement économique	98 M€	99 M€	101 M€
Rémunération de la base d'actifs	63 M€	64 M€	66 M€
Produits moins charges	-45 M€	-0 M€	41 M€
Impact climatique	-11 M€	-2 M€	-1 M€
Contribution à la péréquation	18 M€	12 M€	11 M€
Autres (régularisation du tarif précédent, impayés...)	-51 M€	-10 M€	31 M€

Rappels :

- L'impact climatique représente la différence entre les recettes réelles et les recettes calculées à climat de référence (ou « climat moyen ») selon un modèle statistique. Lorsque l'impact climatique est négatif, cela signifie que les recettes de GRDF liées à l'acheminement ont été inférieures à la prévision en raison d'un climat globalement plus chaud que le climat moyen ; à l'inverse, lorsqu'il est positif, les recettes d'acheminement ont été plus élevées en raison d'une année plus froide que la moyenne. En 2025, à l'échelle nationale, le climat a été plus chaud que le climat moyen (+0,40°C par rapport à la référence), générant un impact climatique négatif.
- La contribution de la concession à la péréquation tarifaire est positive si la concession participe au système national de solidarité, elle est négative si la concession en bénéficie.

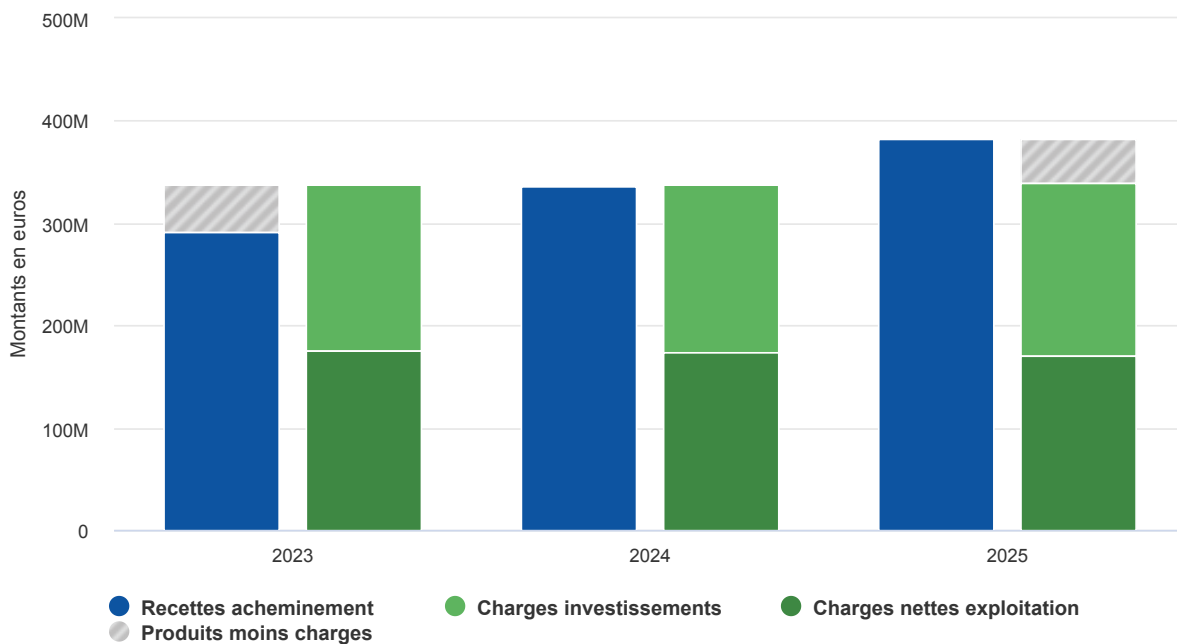


Illustration de l'impact climatique au travers du degré jour unifié

Le degré jour unifié (DJU) est la différence entre la température extérieure et une température de référence définie à 18°C. Le principe de calcul des Degrés-Jours-Unifiés consiste à additionner, jour après jour, les écarts de température existant entre l'intérieur (température de référence) et l'extérieur. Par exemple, s'il fait 18°C à l'intérieur et 5°C degrés à l'extérieur, on parlera de 13 DJU. De même, 3 journées à 0°C à l'extérieur seront comptabilisées comme 54 DJU. $DJU = 18 - (Temp\ Max + Temp\ Min)/2$.

Cette donnée est utilisée par les bureaux d'études et les exploitants des systèmes de production d'énergie des bâtiments afin de réaliser des comparaisons de consommation d'énergie pour maintenir un bâtiment confortable en proportion de la rigueur de l'hiver ou de la chaleur de l'été. Pour plus de précisions sur les estimations, d'autres facteurs sont étudiés en fonction des caractéristiques du bâtiment, tel que le taux d'occupation, les usages (chauffage, ECS, etc.), l'ensoleillement etc.



5.3 Les recettes

Les recettes

Recettes Acheminement et Hors Acheminement (en euros)

	2023	2024	2025
Produits	316 352 788	358 826 925	405 909 483
Recettes liées à l'acheminement du gaz	292 037 987	336 554 519	383 150 435
Recettes liées aux prestations complémentaires	24 314 790	22 272 404	22 759 050
Prestations ponctuelles	2 968 439	3 009 618	3 308 913
Prestations récurrentes	9 903 434	10 538 880	11 067 983
Prestations producteurs de biométhane	113 877	112 593	122 251
Raccordements et autres travaux	8 479 890	8 612 649	8 260 211

Les recettes sont constituées des :

- Recettes d'acheminement du gaz,
- Recettes liées aux prestations complémentaires,
- Recettes d'acheminement du gaz vers un réseau aval hors de la zone de desserte.

Les recettes d'acheminement du gaz

Les recettes liées à l'acheminement sont directement disponibles dans le système de facturation de GRDF. Depuis l'achèvement du déploiement intensif des compteurs communicants en 2023, la méthode d'élaboration des recettes d'acheminement repose en effet sur les consommations réelles pour la quasi-totalité des clients.

Les recettes liées aux prestations complémentaires

Les recettes liées aux prestations complémentaires sont majoritairement constituées des recettes liées aux prestations du catalogue.

En savoir plus

Le catalogue de prestations de GRDF est public, consultable sur le site internet de GRDF et annexé au contrat de concession. Les prestations ainsi que les prix mentionnés dans le catalogue sont mis à jour chaque année à la suite d'une délibération de la CRE.

Le catalogue des prestations distingue deux catégories de prestations destinées aux clients :

- Les prestations ponctuelles (facturées à l'acte) qui correspondent par exemple à la facturation de demandes de mise en service, de mise hors service ou de coupure pour impayé,
- Les prestations récurrentes qui concernent majoritairement les comptages et postes de livraison client (location et services).

Le catalogue définit également les prestations relatives à l'injection de biométhane dans les réseaux (études, analyse de la qualité du gaz, service d'injection...).

La présentation des recettes liées aux prestations complémentaires distingue également :

- Les recettes liées aux raccordements et autres travaux : participation au coût du raccordement, déplacement ou modification d'ouvrages facturables,
- Les autres recettes : recettes provenant d'activités définies par la CRE dans le catalogue des prestations, mais non directement liées à des activités sur le territoire de la concession (e.g. prestations destinées aux fournisseurs).

Le montant total de ces recettes est peu significatif (environ 3% des recettes liées aux prestations complémentaires à l'échelle de GRDF).

Recettes d'acheminement du gaz vers un réseau aval hors de la zone de desserte exclusive

Lorsqu'une concession de la zone péréquée (dite concession « amont ») permet l'acheminement du gaz vers une concession hors de cette zone (dite concession « aval »), la concession amont facture à la concession aval une charge correspondant à 50% du tarif ATRD en vigueur appliqué aux volumes transités vers la concession aval, conformément à la délibération tarifaire de la CRE du 10 mars 2016 relative à l'ATRD5.

Cette valeur de 50% est applicable quel que soit l'opérateur amont. Elle correspond à la couverture des charges d'exploitation normatives et d'une quote-part des charges de capital normatives au titre des renforcements futurs.

Pour la concession amont il s'agit d'une recette, et pour la concession aval il s'agit d'une charge.

5.4 Les charges

Les charges d'exploitation de la concession

Charges d'exploitation (en euros)

	2023	2024	2025
Total	199 744 699	195 742 528	196 378 495
Main d'œuvre	88 455 224	92 185 469	98 066 096
Achats de matériel, fournitures et énergie	27 905 556	13 510 598	10 376 403
Sous-traitance	34 777 600	36 832 205	36 566 979
Redevances (contractuelle et occupation du domaine public)	4 640 809	4 672 065	4 574 049
Impôts et taxes	2 196 797	2 002 337	2 074 150
Autres charges d'exploitation	41 768 714	46 539 858	44 720 812
Dont immobilier	15 825 519	16 603 795	16 603 127
Dont informatique, poste et telecom	7 776 438	7 716 641	11 227 548
Dont assurances	863 520	923 771	798 141
Dont communication et animation de la filière gaz	2 805 020	3 077 337	2 723 680
Dont commissionnement	10 690 478	11 138 051	11 347 400
Dont autres	3 807 730	7 080 262	2 020 917

Principes généraux

Pour estimer la contribution à la péréquation de la concession, il est nécessaire de connaître précisément l'ensemble des charges de la concession, qui sont de deux types : les charges d'exploitation (coûts d'exploitation nécessaires à l'exécution du service) et les charges liées aux investissements (le remboursement des investissements et leur coût de financement).

S'agissant des charges d'exploitation, le tarif de distribution est construit à partir de l'ensemble des charges de GRDF sur le principe de la juste couverture des coûts d'un opérateur efficient, sans tenir compte des recettes et des charges propres à chaque contrat de concession. GRDF, opérateur national, ne tient pas une comptabilité spécifique à chaque concession. L'entreprise mutualise sur plusieurs concessions les moyens permettant de répondre à ses missions de service public, dans un souci d'optimisation opérationnelle et économique.

L'infrastructure concédée à GRDF étant très diffuse sur le territoire, il se révèle complexe de rattacher directement certaines dépenses à la gestion d'une seule concession. Par exemple, les charges liées au salaire d'un technicien d'intervention sont difficilement rat-

tachables à telle ou telle concession si ce dernier intervient sur les réseaux de plusieurs collectivités. Dans ce cas, il devient nécessaire d'affecter ces charges en utilisant des règles, au plus près de la réalité de l'exploitation. Ces règles sont identiques pour toutes les concessions pour ne pas en pénaliser certaines et ne pas compter plusieurs fois ces charges.

En savoir plus

Méthode d'élaboration des charges

Comme indiqué précédemment, l'infrastructure de réseau concédée à GRDF est diffuse et maillée sur plusieurs concessions, rendant complexe le rattachement des dépenses à chacun des contrats de concession.

Dans un souci de refléter au mieux la réalité de l'exploitation, dont les moyens sont mutualisés sur plusieurs concessions et peuvent varier en fonction de l'activité du concessionnaire, une méthode pertinente d'élaboration des charges d'exploitation doit trouver un juste compromis entre finesse d'affectation et reflet de l'activité au périmètre du contrat de concession. A cette fin, les principes suivants sont retenus :

- L'exhaustivité des charges d'exploitation de GRDF relatives aux activités régulées doit être affectée à l'ensemble des contrats de concession.
- Les charges des équipes de GRDF doivent être affectées sur les concessions en fonction de leur périmètre géographique d'activité.
- Des clefs de répartition opérationnelles, adaptées à la réalité de l'activité et correspondant à toutes les interventions ayant eu lieu sur une concession au cours de l'année, doivent être utilisées dès que cela est possible. Pour qu'une clef opérationnelle soit retenue, trois conditions doivent être réunies :
 - Elle doit générer un coût et la charge associée doit être identifiée dans les systèmes d'information de gestion de GRDF,
 - L'activité qu'elle représente doit être homogène,
 - L'activité doit être tracée dans les systèmes d'information des métiers de GRDF, au périmètre des communes et selon un processus normé.
- Des clefs patrimoniales sont utilisées lorsqu'il n'existe pas de clef opérationnelle pertinente pour une charge. Elles se basent sur des caractéristiques plus générales de la concession, comme la longueur du réseau, le nombre de clients, ou bien encore le nombre de sites d'injection de biométhane. Elles sont principalement utilisées pour ventiler les charges liées aux fonctions support (ressources humaines ou direction juridique par exemple).
- Lorsque les charges sont liées au volume global d'activité (et non à une activité particulière, objet d'une clef opérationnelle), elles sont réparties selon une clef financière déterminée par les dépenses opérationnelles et patrimoniales préalablement affectées à la concession. C'est par exemple le cas du management opérationnel des équipes.
- La nature des charges doit être homogène et au plus près du contrat. Par exemple, on ne fusionne pas les charges de main d'œuvre et les charges d'achat de matériel.

Les clefs opérationnelles et patrimoniales retenues

Les charges liées à l'activité de la concession sont constituées des charges imputées directement (redevances dues), des charges affectées par des clefs opérationnelles ou

5. Le compte d'exploitation

patrimoniales, et enfin, de charges réparties selon une clef financière (elle-même déterminée par les dépenses opérationnelles et patrimoniales préalablement affectées à la concession).

Plus l'activité est réalisée à une maille locale, plus l'utilisation de clefs opérationnelles augmente.

Voici la répartition à la maille nationale des charges d'exploitation par type d'agence et par type de clef pour 2025.

Type d'agence	Clef Opérationnelle	Clef Patrimoniale	Clef Financière	Affecté directement	Total
Locale	10,8%	7,4%	4,7%		22,9%
Régionale	9,7%	18,4%	7,0%	2,7%	37,8%
Nationale	2,9%	21,6%	2,7%	5,6%	32,8%
Siège	0,0%	4,5%	2,0%		6,5%
TOTAL	23,4%	51,9%	16,4%	8,3%	100,0%

En savoir plus

Les clefs opérationnelles

Chaque type de clefs opérationnelles permet d'affecter les charges d'un certain nombre d'activités à chaque concession. Les principaux types de clefs utilisées sont les suivants :

- Nombre d'interventions avec déplacement à la suite de demandes client,
- Nombre de premières mises en service de clients domestiques,
- Nombre d'interventions immédiates (interventions de sécurité, dépannages),
- Montant des investissements réalisés,
- Nombre de déclarations de travaux,
- Nombre d'actes de maintenance préventive (par famille d'ouvrages),
- Nombre de poses/déposes de compteurs industriels,
- Nombre d'actes d'inventaire et de réglages réalisés dans le cadre du programme Changement de gaz,
- Nombre d'études de projets biométhane,
- Nombre d'études « Bsurl » pour le marché d'affaires, GNV et hors GNV,
- Nombre de travaux de réparations sur les « bouts parisiens ».

Les clefs patrimoniales

Les types de clefs patrimoniales utilisées sont les suivants :

- Nombre de PDL, total ou selon les options tarifaires (T1/T2 ou T3/T4/TP),
- Longueur de réseau,
- Nombre de sites d'injection de biométhane,
- Parc cumulé de compteurs communicants gaz et modules.

Les charges d'investissements de la concession

La présentation des charges d'investissements distingue trois familles de biens, regroupés selon la fonction qu'ils remplissent dans le cadre de l'activité de distribution :

- Les « Ouvrages réseau et branchements », qui comprennent les conduites de distribution, les branchements et ouvrages en immeuble ainsi que les ouvrages qui leur sont directement associés (postes de détente réseau, protection cathodique, dispositifs de protection de branchements, protections mécaniques de canalisation...),
- Les « Ouvrages interface utilisateurs », qui comprennent les dispositifs de comptage, postes de livraison clients et installations de télérelevé, ainsi que les postes d'injection de biométhane,
- Les « Biens mutualisés », qui comprennent tous les biens utiles à plusieurs concessions (véhicules, immobilier, outillage, projets informatiques...).

5. Le compte d'exploitation

Charges d'investissements (en euros)

	2023	2024	2025
Total	161 992 322	163 680 524	167 887 910
OUVRAGES RÉSEAU ET BRANCHEMENTS	119 829 236	122 188 509	125 458 499
Canalisation de distribution	61 889 461	62 544 423	63 930 016
Branchements	54 894 367	56 262 390	57 986 351
Branchements individuels	28 720 148	29 735 168	31 175 201
Ouvrages collectifs	26 174 217	26 527 223	26 811 147
Installations techniques	3 045 416	3 381 694	3 542 139
Postes de détente	1 530 342	1 522 100	1 515 044
Protection cathodique	732 142	926 837	991 141
Autres installations	782 936	932 771	1 035 944
OUVRAGES INTERFACES UTILISATEURS	17 559 239	16 481 070	16 595 408
Compteurs et postes clients	17 495 076	16 417 896	16 532 555
Compteurs	14 382 558	13 189 352	13 246 713
Postes clients et équipements de télérelevé	3 112 521	3 228 559	3 285 838
Installations techniques	64 162	63 174	62 853
Postes biométhane	64 162	63 174	62 853
BIENS MUTUALISÉS	24 603 833	25 010 955	25 833 996
Mobilier et immobilier	6 281 455	6 443 319	6 581 429
Outillages, Mobilier et Matériels Divers	2 466 379	2 493 575	2 664 159
Aménagements	2 557 830	2 672 764	2 696 184
Génie civil	18 890	18 274	17 274
Terrains	60 702	60 233	60 503
Autres équipements	1 177 653	1 198 465	1 143 289
Véhicules et engins d'exploitation	1 386 534	1 340 592	1 068 582
Véhicules GNV	31 951	20 274	5 663
Autres véhicules	1 354 587	1 320 312	1 062 924
Immobilisations incorporelles	16 935 846	17 227 040	18 183 989
Projets informatiques	15 257 432	15 408 047	15 696 324
Autres immobilisations incorporelles	1 678 417	1 818 994	2 487 659

Pour estimer la contribution à la péréquation de la concession, il est nécessaire de connaître l'exhaustivité des charges supportées par la concession et liées aux investissements réalisés par le concessionnaire. Pour cela, en plus des informations sur les investissements et leur amortissement, il faut également faire apparaître les frais financiers liés au

coût de financement de ces investissements. Par souci de cohérence globale, les charges d'investissement sont calculées selon les principes définis par la CRE.

Si les dépenses d'exploitation sont mutualisées et donc difficilement rattachables à une concession, à l'inverse, les charges liées aux investissements sont pour l'essentiel (95% en moyenne) directement rattachables à la concession car il s'agit majoritairement d'ouvrages physiquement situés sur le territoire de la collectivité.

Méthode de calcul

Les charges d'investissement sont imputées directement au périmètre du contrat de concession lorsqu'elles concernent des ouvrages localisés sur la concession. Dans le cas des ouvrages mutualisés, elles sont ventilées au prorata des PDL de chaque concession.

Le mode de calcul des charges relatives aux investissements et de la valeur nette économique des ouvrages est cohérent avec celui retenu par la CRE, prenant en compte une durée de remboursement des ouvrages également déterminée par la CRE.

Pour la période ATRD7, la CRE a fait évoluer les modalités de calcul des charges relatives aux investissements pour les investissements réalisés à compter de 2024, en retenant la valeur nette non réévaluée rémunérée à un taux nominal, en lieu et place de la valeur nette réévaluée rémunérée au taux réel qui continue de s'appliquer pour les investissements réalisés antérieurement à 2024.

La CRE a fixé le taux de rémunération nominal à 5,3% et le taux réel à 4,0%.

En savoir plus

Le calcul réel des charges d'investissement et de la valeur nette économique des ouvrages tient compte des hypothèses normatives retenues par la CRE : à titre d'exemple, les investissements sont pris en compte par la CRE le 1^{er} juillet de chaque année, indépendamment de la date réelle de mise en service, et par conséquent la charge d'investissement de la première année de mise en service n'est comptée que sur une demi-année.

D'un point de vue théorique et légèrement simplifié par rapport au mode de calcul de la CRE, les charges d'investissement de l'année N (CI_N) couvertes par le tarif sont composées de la somme du remboursement économique des investissements de l'année N (R_N , correspondant à l'annuité d'amortissement) et du coût de financement de l'année N (CF_N).

Tel que : $CI_N = R_N + CF_N$

Les tableaux ci-dessous illustrent de façon simplifiée le calcul annuel des charges d'investissement, en fonction de la date de mise en service de l'ouvrage concerné :

- un investissement réalisé par GRDF avant 2024 pour un montant de 450 € pour un ouvrage qui sera remboursé sur 45 ans, le coût du financement étant fixé à 4,0% (taux réel) sur toute la durée et l'hypothèse d'inflation étant de 1,3%.
- un investissement réalisé par GRDF en 2024 pour un montant de 450 € pour un ouvrage qui sera remboursé sur 45 ans, le coût du financement étant fixé à 5,3% (taux nominal) sur toute la durée.

5. Le compte d'exploitation

Ils présentent, pour chaque année de la durée de remboursement de l'ouvrage, les valeurs nettes économiques en début et en fin d'année, le remboursement économique, le coût de financement ainsi que le montant des charges d'investissement.

Méthode de calcul du remboursement économique

Le remboursement économique de la première année (R_1) est la valeur initiale financée par GRDF de l'ouvrage (V_1) divisée par la durée de remboursement des ouvrages (D), tel que :

$$R_1 = V_1 \div D$$

Dans l'exemple ci-dessous, le remboursement économique de la première année est égal à :

$$450 \div 45 = 10$$

Le remboursement économique de l'année N (R_N) est la valeur nette économique de l'ouvrage en début d'année ($VNE_{N \text{ DébutAnnée}}$) divisée par le nombre d'années de remboursement restant ($D-N+1$). Tel que :

$$R_N = (VNE_{N \text{ DébutAnnée}}) \div (D-N+1)$$

Méthode de calcul de la valeur nette économique en fin d'année N-1 et en début d'année N

Pour les investissements mis en service antérieurement à 2024, on passe de la « valeur fin d'année N-1 » à la valeur « début d'année N » en réévaluant la valeur de fin d'année N-1 d'un coefficient d'inflation annuelle. La valeur nette économique en fin d'année N est la valeur nette économique de début d'année diminuée du remboursement économique de l'année N :

$$VNE_{N \text{ DébutAnnée}} = VNE_{N-1 \text{ FinAnnée}} \times (1+\text{Inflation})$$

$$VNE_{N \text{ FinAnnée}} = VNE_{N \text{ DébutAnnée}} - R_N = 450 - 10 = 440$$

La valeur nette économique en début d'année 2 est égale à :

$$VNE_{\text{FinAnnée1}} \times (1+\text{Inflation}) = 440 \times 1,013 = 445,7$$

Et la valeur nette économique en fin d'année 2 est égale à :

$$VNE_{\text{DébutAnnée2}} - R_2 = 445,7 - 10,1 = 435,6, \text{ avec } R_2 = 445,7/(45-2+1) = 10,1$$

Pour les investissements mis en service à compter de 2024 le calcul est identique, à ceci près qu'il n'est pas tenu compte de l'inflation (inflation égale 0). La valeur nette économique est alors équivalente à la valeur nette comptable.

$$VNE_{\text{DébutAnnée2}} = VNE_{\text{FinAnnée1}} = 440$$

$$VNE_{\text{FinAnnée2}} = VNE_{\text{DébutAnnée2}} - R_2 = 440 - 10 = 430$$

Méthode de calcul du coût de financement pour chaque année

Le coût de financement de la première année (CF_1) est la valeur initiale de l'ouvrage (V_1) multipliée par le taux de rémunération du capital en vigueur la première année et fixé par la CRE (T_1), tel que :

$$CF_1 = V_1 \times T_1$$

Pour les investissements mis en service antérieurement à 2024, le taux de rémunération du capital correspond au taux réel avant impôt.

Pour les investissements mis en service à compter de 2024, le taux de rémunération du capital correspond au taux nominal avant impôt.

Le coût de financement de l'année N (CF_N) est la valeur nette économique en début d'année ($VNE_{N \text{ DébutAnnée}}$) multipliée par le taux de rémunération du capital en vigueur l'année N et fixé par la CRE (T_N), tel que :

$$CF_N = VNE_{N \text{ DébutAnnée}} \times T_N$$

Dans l'exemple, pour un investissement mis en service avant 2024, le coût de financement est ainsi égal à :

Pour l'année 1 : $450 \times 4,0\% = 18,0$

Pour l'année 2 : $445,7 \times 4,0\% = 17,8$

Année	VNE début d'année	VNE fin d'année	Remboursement Ecomique	Coût de Financement	Charges d'investissement
1	450,0	$450,0 - 10,0 = 440,0$	$450,0 / 45 = 10,0$	$450,0 \times 4,0\% = 18,0$	$10,0 + 18,0 = 28,0$
2	$440,0 \times 1,013 = 445,7$	$445,7 - 10,1 = 435,6$	$445,7 / 44 = 10,1$	$445,7 \times 4,0\% = 17,8$	$10,1 + 17,8 = 27,9$
...					
45	$17,4 \times 1,013 = 17,7$	$17,7 - 17,7 = 0,0$	$17,7 / 1 = 17,7$	$17,7 \times 4,0\% = 0,7$	$17,7 + 0,7 = 18,4$

Année	VNE début d'année	VNE fin d'année	Remboursement Ecomique	Coût de Financement	Charges d'investissement
1	450,0	$450,0 - 10,0 = 440,0$	$450,0 / 45 = 10,0$	$450,0 \times 5,3\% = 23,9$	$10,0 + 23,9 = 33,9$
2	$440,0 \times 1,0 = 440,0$	$440,0 - 10,0 = 430,0$	$440,0 / 44 = 10,0$	$440,0 \times 5,3\% = 23,3$	$10,0 + 23,3 = 33,3$
...					
45	$10,0 \times 1,0 = 10,0$	$10,0 - 10,0 = 0,0$	$10,0 / 1 = 10,0$	$10,0 \times 5,3\% = 0,5$	$10,5 + 0,5 = 10,5$

Évolution de la durée de remboursement de certains ouvrages

Dans le cadre de l'ATRD6, la durée de remboursement des branchements et conduites d'immeubles / conduites montantes a été réduite de 45 à 30 ans, à partir du 1^{er} janvier 2020. Elle concerne les nouveaux investissements et les ouvrages mis en service à compter de 2005, et a été retenue par la CRE afin de limiter les risques de coûts échoués à moyen terme.

La réduction de cette durée réglementaire d'amortissement a entraîné une augmentation temporaire des charges de capital normatives, toutes choses égales par ailleurs, mais contribue à accélérer la diminution de la base des actifs régulés (BAR).

Pour les clients, cette évolution est neutre sur le long terme.

5. Le compte d'exploitation

Pour les autorités concédantes, cette évolution s'est traduite, à partir des données 2020, par une diminution de la valeur nette économique plus rapide par rapport à la situation précédente (impact global de l'ordre de 10 à 15% de la BAR au niveau national à l'échéance 2050).

5.5 L'équilibre financier

L'impact du climat sur les quantités de gaz acheminées sur le réseau de distribution

La mise en évidence de la contribution à la péréquation suppose d'isoler l'impact des variations climatiques sur les recettes de la concession.

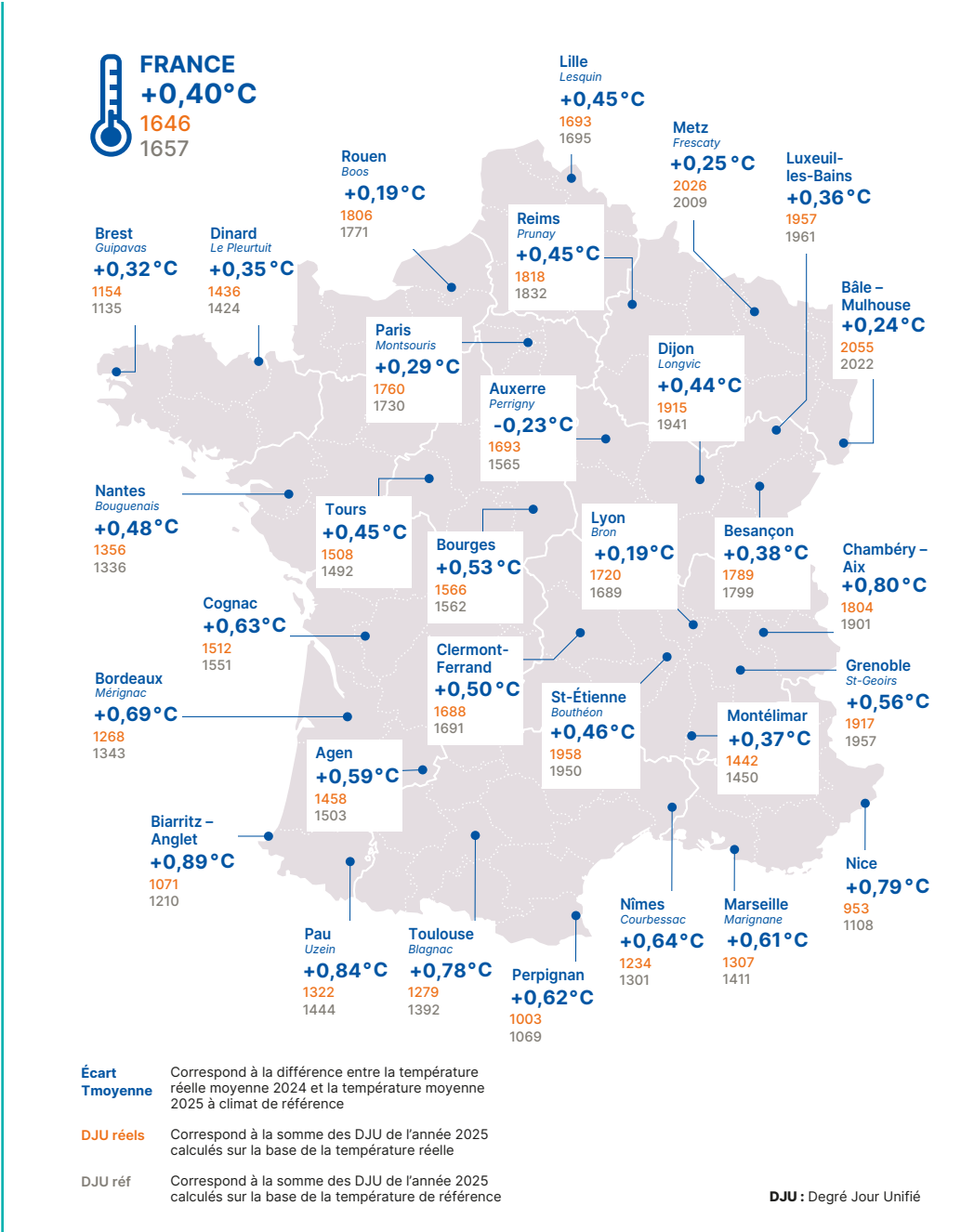
En savoir plus

En effet, les quantités acheminées peuvent évoluer très fortement d'une année sur l'autre du fait des variations du nombre de clients, de l'évolution de leurs équipements, et surtout de leur comportement (sobriété), et de l'impact du climat. Ces deux derniers éléments de variation sont prépondérants par rapport aux deux autres. Depuis 2022, les efforts accrus en termes de maîtrise de l'énergie et de sobriété ont permis de réduire les consommations de gaz sur le réseau de distribution de près de 9%. S'agissant de l'impact des aléas climatiques, entre les années les plus froides et les plus chaudes, les quantités acheminées peuvent varier de plus ou moins 15% par rapport à la moyenne des 10 dernières années. Pour évaluer l'impact du climat sur les quantités acheminées (et donc sur ses recettes), GRDF utilise un modèle de calcul qui détermine « des quantités acheminées à climat de référence » (ou « climat moyen ») en s'appuyant notamment sur :

- Des données météorologiques quotidiennes,
- Des températures de référence,
- Des variables climatiques : prise en compte des habitudes des clients qui ne réagissent pas de la même façon aux variations de températures en été ou en hiver,
- Des variables calendaires : prise en compte des différences d'usages domestiques ou tertiaires/industriels, effet des années bissextiles.

L'année 2025 a été plus chaude que la référence, avec un écart positif de 0,4°C en moyenne au niveau national.

Ce modèle de calcul statistique simule une consommation « à climat moyen » client par client. Une fois les consommations évaluées à climat moyen, elles sont valorisées en euros. La différence entre les recettes d'acheminement effectivement constatées et cette valorisation « à climat moyen » constitue la ligne « impact climatique » du compte d'exploitation de la concession.



Lorsque cet impact est négatif, cela signifie que GRDF n'a pas perçu le niveau de recettes que la CRE avait estimé sur la base d'une température moyenne, ce qui constitue un manque à gagner pour GRDF (et inversement).

Le manque à gagner (respectivement, le trop-perçu) constaté sur les consommations de gaz (qu'il résulte des aléas climatiques ou du comportement des clients) est pris en compte par la CRE lors de l'évolution annuelle du tarif ATRD de l'année suivante, via le CRCP, de sorte que GRDF recouvre (ou restitue) auprès des clients ces différents effets.

La contribution de la concession à la péréquation tarifaire

La contribution de chaque concession à la péréquation est calculée par différence entre :

- Les recettes d'acheminement de la concession corrigées du climat,
- La répartition, au prorata des charges de chaque concession, du total du revenu autorisé de la zone de desserte péréquée.

Cette contribution dépend donc de plusieurs facteurs : le nombre de clients, leur consommation, l'activité d'exploitation et la valeur des ouvrages sur la concession.

La péréquation

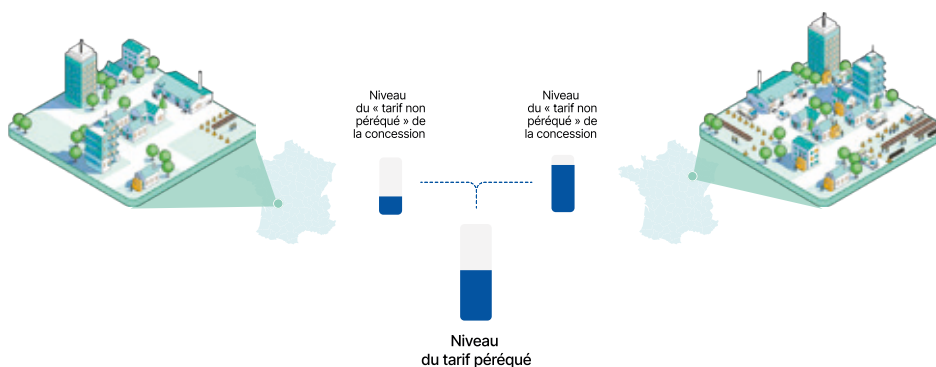
La péréquation tarifaire est un mécanisme de solidarité entre les territoires.
Le tarif de distribution est le même sur toutes les concessions, quel que soit leur contrat en zone de desserte historique.

Comment ça marche ?



Un tarif équitable pour tous

Le tarif péréqué correspond à la moyenne des situations des différentes concessions.
Grâce à la péréquation, le tarif de distribution est le même partout en France.



Les impacts clefs

La péréquation permet d'atteindre trois objectifs majeurs en matière de gestion des réseaux.


**Soutenir
les investissements nationaux**
(ex : modernisation des réseaux)


**Assurer
des charges ponctuelles**
sur une période et une zone limitée


**Assurer
la stabilité des tarifs**
sur le long terme

En savoir plus

Lorsque la contribution à la péréquation est positive, cela signifie que la concession participe au système national de solidarité. Inversement, une contribution à la péréquation négative signifie que la concession bénéficie de ce système. La « valeur » de cette contribution permet à chaque autorité concédante de connaître sa situation dans le système de solidarité, mais est sans incidence sur le niveau du tarif, le niveau des investissements ou le niveau de qualité de service. Pour une même concession, la contribution à la péréquation peut évoluer dans le temps. Par exemple, un investissement important peut faire augmenter les charges d'investissement sur une période donnée, alors que les recettes restent stables : mécaniquement, la contribution à la péréquation va diminuer pour cette concession.

Le calcul de la contribution à la péréquation n'a de sens qu'au regard de l'ensemble de celles des autres concessions. Ainsi, même si les caractéristiques d'une concession en particulier ne changent pas (nombre de clients constant, recettes stables, investissements stables), l'évolution de ces mêmes caractéristiques pour d'autres concessions aura un impact sur sa propre contribution à la péréquation.

À partir des données fournies dans le compte d'exploitation, il n'est pas possible de vérifier directement le calcul de la contribution à la péréquation à l'échelle de chaque concession ; cela doit être fait à l'échelle de toutes les concessions de la zone de desserte péréquée. GRDF mandate donc chaque année un Commissaire aux Comptes qui s'assure que les comptes d'exploitation des concessions sont élaborés conformément à la méthode retenue et que la contribution à la péréquation de chaque concession est correctement calculée. Votre interlocuteur de proximité tient à votre disposition le rapport de contrôle.

Dernière ligne du compte d'exploitation synthétique intitulée « Autres »

La ligne « Autres » du compte d'exploitation synthétique est calculée par différence entre les recettes, les charges de la concession, l'impact climatique et la contribution à la péréquation.

Ce montant est impacté par de nombreux paramètres, dont les principaux sont :

- L'apurement du CRCP de l'année précédente (ou de la période tarifaire précédente lors de l'entrée en vigueur du nouveau tarif ATRD, à l'instar du mouvement tarifaire intervenu le 1^{er} juillet 2024 au titre de l'ATRD7).
- L'impact des paramètres retenus par la CRE : coefficient de lissage ($X = 1,9\%$) et hypothèses d'inflation prévisionnelle.
- Les différences entre les trajectoires prévisionnelles (OPEX et CAPEX) et les montants effectivement réalisés.

Une partie des impacts constatés en année N seront réintégrés via le CRCP dans le cadre des évolutions tarifaires annuelles au 1^{er} juillet N+1, hors exercice de changement de tarif.



A stylized illustration of a window view. The window frame is light blue. Outside, there's a landscape with green fields, a road with a white truck, and various buildings including a large white building with blue windows and a smaller house with a yellow roof. The sky is light blue with some white clouds. The overall style is flat and modern.

06. GRDF & Vous

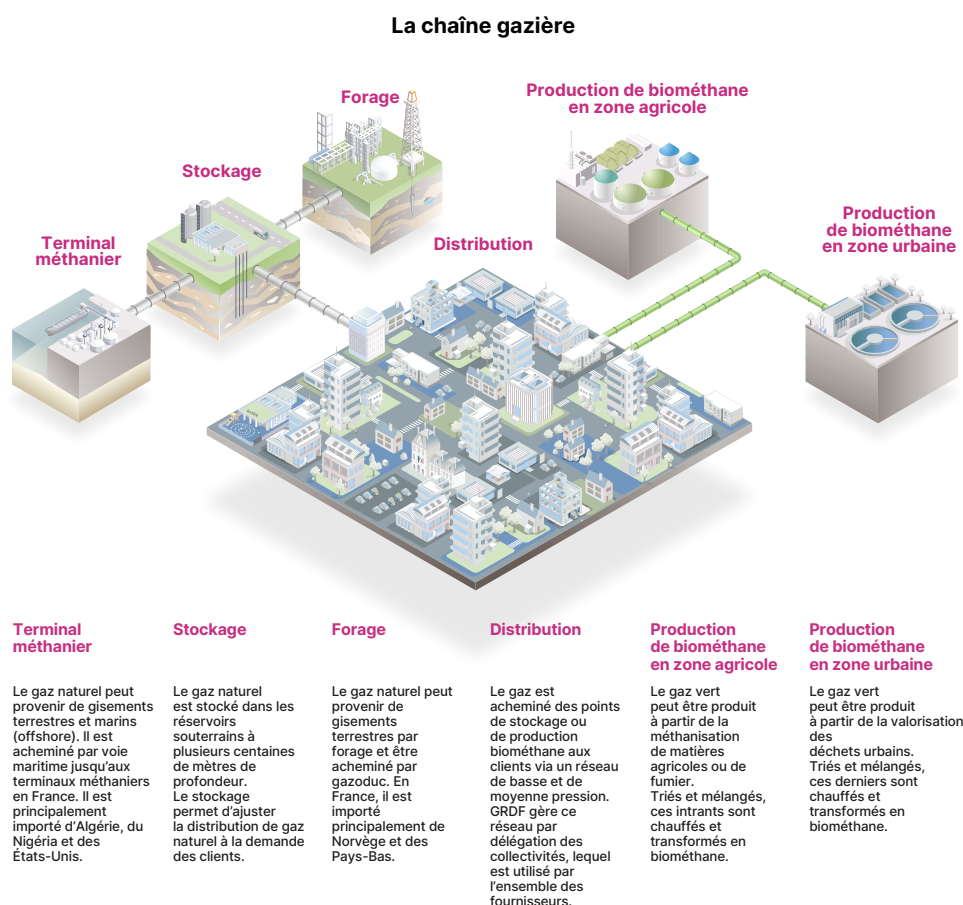
6.1	La distribution du gaz, une mission de service public	158
6.2	Une organisation à votre service	161
6.3	La responsabilité sociétale de l'entreprise	165
6.4	Le Portail Collectivités	169

6.1 La distribution du gaz, une mission de service public

La chaîne gazière

La chaîne gazière est composée des activités suivantes :

- la production (importation et désormais production locale),
- le stockage,
- l'acheminement (activités de « distribution » et de « transport »), assuré par les gestionnaires de réseau,
- la commercialisation de gaz assurée par les fournisseurs d'énergie.



La triple autorité encadrant la distribution du gaz

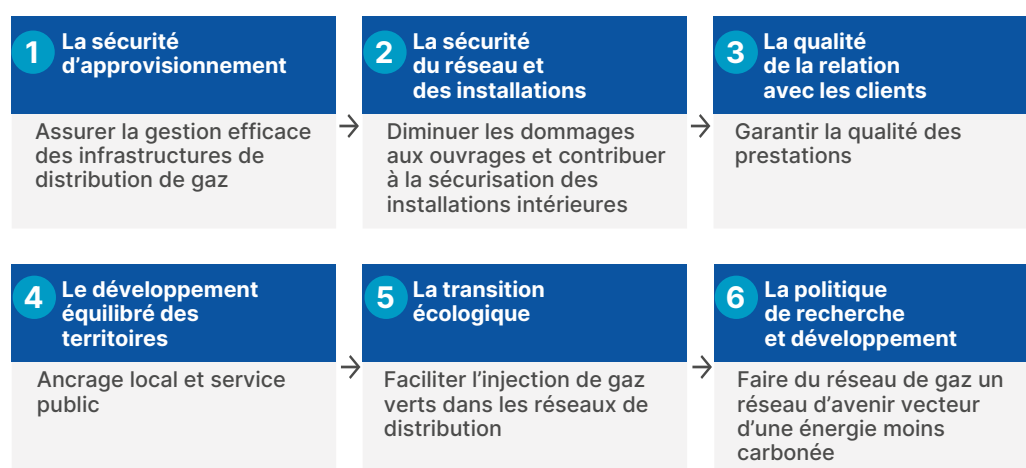
Trois autorités encadrent l'activité de GRDF :

- L'État : GRDF est lié à l'État par un contrat de service public signé et soumis à la réglementation régissant son activité.

- La CRE : elle fixe le tarif d'Accès des Tiers au Réseau de Distribution (ATRD) pour la zone de desserte de chaque distributeur ainsi que le contenu et le tarif des prestations complémentaires des Catalogues des Prestations de chaque opérateur.
- L'Autorité Concédante : elle exerce notamment le contrôle du bon accomplissement par GRDF des missions de service public déléguées et des engagements du contrat de concession qui la lie à GRDF.

Les missions de service public de GRDF

L'État a confié à GRDF des missions de service public. Le socle de ces engagements est rappelé dans le Contrat de Service Public (CSP) pluriannuel conclu entre les deux parties, mettant un accent particulier sur la sécurité d'approvisionnement, la sécurité des réseaux et des installations, la qualité de la relation avec les clients, le développement équilibré des territoires, la transition écologique et la politique de recherche et de développement.



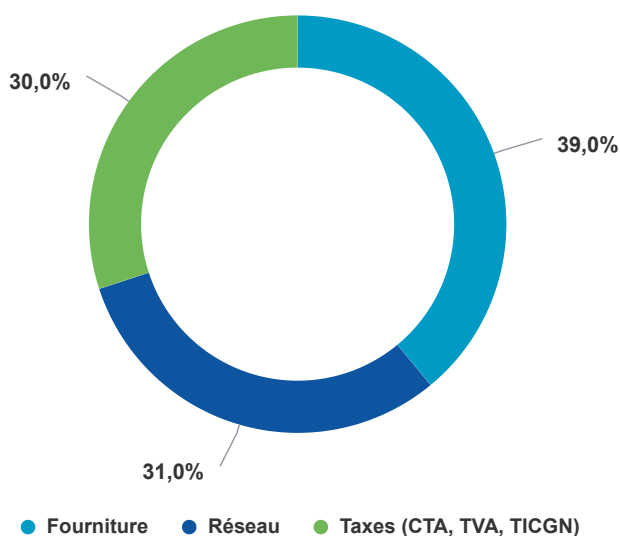
La facture type

La CRE publie chaque mois un prix repère de vente de gaz naturel (PRVG) pour les consommateurs résidentiels. Ce prix repère, publié à titre indicatif, comporte un prix d'abonnement et un prix du kilowattheure. Les fournisseurs sont libres d'indexer leurs offres de marché à l'évolution du prix repère.

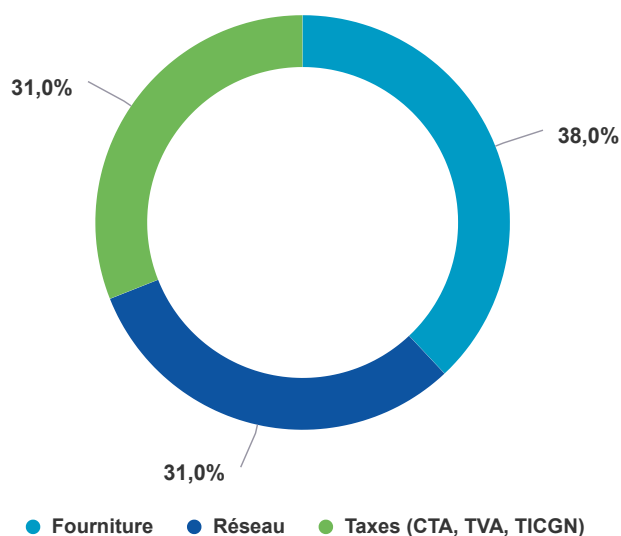
Ci-après la comparaison des postes de coûts couverts par le PRVG, au 30 septembre 2024 et au 30 septembre 2025.

(source : Observatoire de la CRE - Les marchés de détail de l'électricité et du gaz naturel).

Postes de coûts couverts par le prix repère de vente de gaz (PRVG), au 30 juin 2024



Postes de coûts couverts par le prix repère de vente de gaz (PRVG), au 30 juin 2025



Le gaz, une énergie compétitive

Le gaz est une des énergies les plus compétitives. Pour suivre l'évolution des prix des énergies, GRDF met à disposition de tous les clients sur son site Internet un outil interactif présentant un « baromètre » de ces prix : <https://www.grdf.fr/institutionnel/expertise-grdf/energie-gaz/prix-du-gaz>

6.2 Une organisation à votre service

L'organisation de GRDF

L'organisation de GRDF est composée d'un niveau national, regroupant des activités d'expertise et des fonctions supports, et d'un ancrage local basé sur six régions, dénommées « régions GRDF ». Ces deux niveaux d'organisation sont complémentaires pour mener à bien des actions mutualisées sur toute la France.

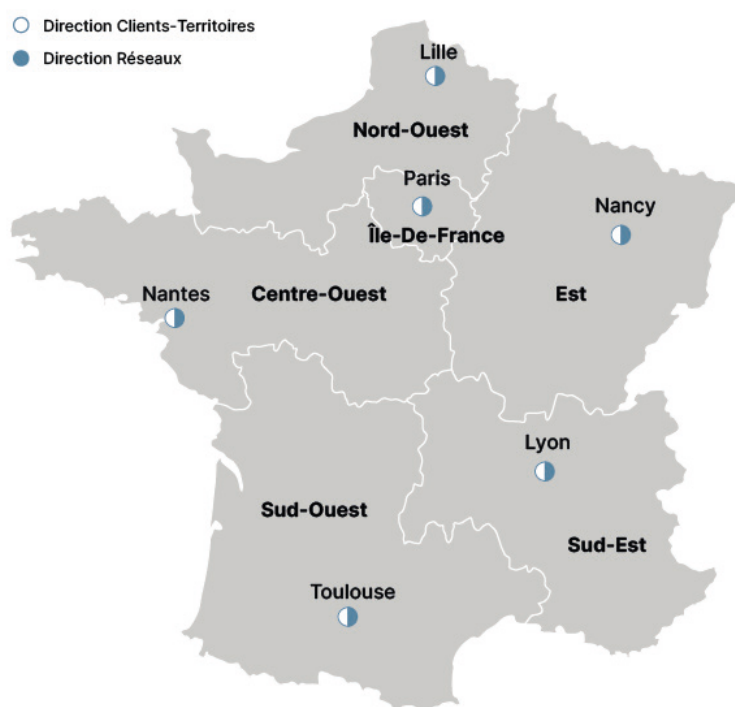
En savoir plus

Au National

- Les experts métiers
 - Acheminement & gestion de la clientèle,
 - Technique & sécurité industrielle,
 - Transition énergétique & Raccordement,
 - Concessions et relations avec les territoires,
 - Nouveaux usages du gaz (biométhane, bioGNV/GNV...).
- Les fonctions support
 - Finances et contrôle de gestion,
 - Système d'informations et télécoms,
 - Ressources humaines,
 - Direction juridique.

Dans chacune des six régions GRDF :

- Direction Réseaux
 - Concevoir et construire au meilleur coût le réseau des collectivités,
 - Exploiter et maintenir le réseau en maîtrisant les coûts et en assurant sa sécurité,
 - Valoriser le patrimoine gazier des collectivités,
 - Assurer les opérations de relevé et la relation avec les prestataires,
 - Planifier, optimiser et réaliser les interventions (clients, fournisseurs).
- Direction Clients-Territoires
 - Être au plus près des problématiques locales en matière d'énergie,
 - Promouvoir l'utilisation performante du gaz,
 - Satisfaire les clients au quotidien,
 - Gérer la relation avec les fournisseurs,
 - Assurer la relation avec les collectivités.
- Direction Fonctions Supports
 - Communication,
 - Contrôle de gestion,
 - Immobilier,
 - Logistique,
 - Autres fonctions d'appui.



Les activités liées au réseau (interventions de sécurité et dépannage) et à la clientèle (mises en service, changement de fournisseur, rétablissement...) sont, depuis le 1^{er} janvier 2018, spécialisées par énergie. Les activités gazières sont regroupées au sein d'une même entité appelée Agence d'Intervention (AI).

En savoir plus

L'objectif de cette organisation est triple :

- renforcer le professionnalisme gazier orienté client,
- ancrer la proximité avec les autorités concédantes et les collectivités,
- moderniser les outils de programmation des interventions pour un service plus efficient.

Les engagements de GRDF en matière de sécurité restent inchangés, en particulier la capacité d'intervention en moins d'une heure.

Au sein des territoires, des agences locales portent les missions de GRDF.

Des agences locales

- Relations Collectivités Territoriales.
Votre interlocuteur de proximité
- Travaux
- Exploitation
- Gestion Clientèle



Le maillage local de GRDF s'appuie sur des agences régionales et des services nationaux.

Des agences régionales

- Relations Collectivités Territoriales
- Développement
- Patrimoine
- Travaux
- Exploitation
- Services Supports



Des services nationaux

- Acheminement
- Agence diagnostic qualité gaz
- Unités Urgence Sécurité Gaz
- Service comptabilité
- Directions fonctionnelles



Les chiffres clefs de GRDF



Le plus long réseau de gaz en Europe

208 678 km

de conduites de distribution de gaz, soit plus de 5 fois le tour de la terre

219 TWh

de gaz acheminé

Plus de 800

millions d'€ d'investissements

Plus d'1 million d'€

consacrés chaque jour à la sécurité du réseau



Une entreprise dynamique



10 768

collaborateurs



391

embauches en CDI



700

alternants vont être formés chez GRDF



4,05

milliards d'€ de chiffre d'affaires



Un vecteur d'énergie au service des territoires

11 millions de clients

en France

9 594 communes

desservies par le réseau de distribution de gaz

77 % de la population

habite une commune desservie en gaz par GRDF

608 stations GNV

sur le réseau GRDF

674 sites raccordés

d'injection biométhane exploités sur le réseau GRDF

10,3 TWh

de biométhane injecté dans le réseau GRDF

6.3 La responsabilité sociétale de l'entreprise

La stratégie de décarbonation

La stratégie de décarbonation de GRDF s'inscrit dans une trajectoire de décarbonation définie en cohérence avec l'objectif des Accords de Paris de limiter le réchauffement à +2°C maximum d'ici la fin du XXI^e siècle.

Depuis 2023, GRDF intègre les émissions de gaz à effet de serre liées aux usages du gaz par ses clients (Scope 3) dans son Bilan d'Émissions de Gaz à Effet de Serre (BEGES). Réalisé et publié tous les quatre ans sur la Base Carbone® de l'ADEME, ce bilan comptabilise l'ensemble des émissions directes et indirectes de l'activité de distribution.

La robustesse de la trajectoire de décarbonation de GRDF a par ailleurs été saluée par l'ADEME en 2025 via le label ACT, où, avec un score global de 70,8/100 (B+), GRDF se distingue par une performance solide et encourageante pour un acteur de ce secteur. Il met en avant la bonne cohérence entre la trajectoire bas carbone et les actions mises en œuvre par l'entreprise pour y arriver.

Pour en savoir plus sur les résultats de l'évaluation ACT ADEME consultez notre site just-decarb.grdf.fr.

La politique RSE (Responsabilité Sociétale de l'Entreprise)

Inscrites au cœur de son projet d'entreprise, les actions de GRDF en matière de responsabilité sociétale de l'entreprise (RSE) répondent à des attentes environnementales et sociales de plus en plus fortes.

La politique RSE, ancrée dans la stratégie de l'entreprise, qui vise à conjuguer performance opérationnelle et déploiement de ses engagements environnementaux et sociétaux pour une transition juste, incarne la raison d'être de GRDF : « Agir pour donner au plus grand nombre le choix d'une énergie d'avenir, performante, renouvelable, sûre et abordable, au cœur de la vie des territoires ».

L'ambition de GRDF est de dépasser son rôle d'opérateur d'infrastructures pour relever les défis environnementaux, sociaux et sociétaux actuels : agir contre le dérèglement climatique et s'y adapter, dans une société fragilisée par des tensions sociales et un climat d'incertitude.

Deux axes pour des engagements clairs et mobilisateurs

La politique RSE s'articule autour de deux axes stratégiques. Le premier traduit la volonté de GRDF de répondre à l'urgence climatique et d'adresser la question environnementale

dans son ensemble. Le second axe reflète ses engagements forts sur les volets sociaux et sociétaux, pour ses collaborateurs et au service de ses clients et des territoires.

Axe 1 - Contribuer à la lutte contre le dérèglement climatique et en faveur de la préservation de la nature

Face à l'urgence climatique, l'Accord de Paris a défini un objectif ambitieux : limiter le réchauffement à +2°C maximum d'ici la fin du siècle. Pour y parvenir, il faut agir maintenant. Nous sommes convaincus que les gaz verts sont une énergie renouvelable indispensable à la transition écologique, soutenue par une filière biométhane robuste avec de fortes ambitions. Ils sont un levier incontournable pour réduire les émissions de nos activités et accompagner nos clients dans leur propre transition. Mais préserver la nature dans toute sa richesse exige d'aller au-delà de la décarbonation en agissant en faveur d'un usage raisonné des ressources et en contribuant à la préservation de la biodiversité.

Préparer un avenir durable, c'est aussi anticiper les impacts du changement climatique et renforcer la résilience des infrastructures de distribution de gaz.

Axe 2 – Consolider nos engagements sociaux et sociétaux

Adopter une approche globale est essentiel pour impulser une transition juste auprès de nos parties prenantes. Fidèles à la mission de service public, nous sommes convaincus que nos engagements sociaux et sociétaux doivent rester les piliers de nos activités.

Ces piliers reflètent la place centrale que nous accordons à la sécurité - le socle de notre légitimité en tant qu'opérateur gazier - mais aussi à l'éthique, à l'inclusion et au bien travailler ensemble. Ils font également écho à notre souhait de nouer une relation de proximité et de confiance avec nos clients et les territoires, mais également de promouvoir des achats responsables et durables.

Pour chacun de ces axes, la politique RSE de GRDF se décline en engagements. Chacun de ces huit engagements se concrétise par des objectifs qualitatifs et quantitatifs fixés pour 2030.

Pour en savoir plus sur l'ensemble de la politique RSE consultez notre site grdf.fr.

GRDF : des achats responsables au service de la transition écologique et sociale

Avec 1,7 milliard d'euros d'achats annuels, GRDF joue un rôle clef dans la transformation durable. En 2025, l'entreprise a renouvelé le label « Relations Fournisseurs et Achats Responsables » (RFAR). Cette dynamique s'inscrit dans le « Schéma de Promotion des Achats Publics Socialement et Écologiquement Responsables » (SPASER) qui structurera et pilotera ces engagements.

L'inclusion est également une priorité avec plus de 5,1 millions d'euros investis en 2025 dans les secteurs du handicap et de l'insertion. D'ici 2030, GRDF vise 10 millions d'euros pour ces secteurs et 100 millions d'euros d'achats inclusifs au global, intégrant l'Économie Sociale et Solidaire (ESS) et les territoires prioritaires.

Sur l'axe environnemental, notre entreprise a lancé une démarche d'économie circulaire pour les matériels de distribution du gaz, réunissant plus de 100 acteurs afin de bâtir un

plan d'action dédié. La démarche des chantiers responsables a également été renforcée, et plus de 200 PME sont accompagnées dans leur décarbonation via des partenariats avec BPI France et PACTE PME. Enfin, une plateforme digitale en cours d'implémentation facilitera le suivi de ces actions.

L'écoute des fournisseurs reste essentielle. En 2025, une enquête menée auprès de plus de 200 partenaires révèle que, pour 26% d'entre eux, la satisfaction s'est améliorée sur les 12 derniers mois, la majorité considérant qu'elle est restée stable. GRDF veille aussi aux délais de paiement, en baisse et suivis via un tableau de bord dynamique.

Enfin, la montée en compétences s'accélère avec des formations dédiées aux achats circulaires, inclusifs et bas-carbone. Depuis 2025, un réseau de référents régionaux, intégré à la filière achat et approvisionnement, diffuse ces bonnes pratiques sur tous les territoires.

Renforcer nos propres actions en matière de sobriété énergétique et de verdissement

Afin de réduire l'empreinte carbone de sa flotte, GRDF met en œuvre depuis plusieurs années un plan de verdissement de sa flotte de véhicules qui comprend notamment le remplacement progressif des véhicules à carburation diesel par des modèles bioGNV/GNV.

GRDF a également lancé un plan de sobriété énergétique de ses sites qui a permis de diminuer les consommations énergétiques de son parc immobilier. Par ailleurs, les consommations d'énergie des bâtiments dont GRDF détient le bail et porte les contrats de fourniture d'énergie sont couverts par des contrats 100% biométhane et électricité renouvelable.

Le Comité des parties prenantes de GRDF, au cœur de notre gouvernance RSE

La politique RSE de GRDF, coconstruite avec plus de 200 acteurs issus de 60 structures, s'appuie sur une vaste démarche d'écoute menée entre octobre 2023 et février 2024. Pour inscrire cette dynamique dans la durée, GRDF s'est dotée en 2025 d'un comité des parties prenantes, instance de dialogue entre la direction générale et des personnalités externes représentatives de ses interactions avec la société.

Ce comité apporte un regard critique sur la performance globale de l'entreprise, en lien avec ses objectifs de décarbonation et ses engagements sociaux. Il contribue également à éclairer la stratégie de GRDF, en enrichissant et en challengeant ses orientations grâce à la diversité et la complémentarité des expertises réunies.

Pour en savoir plus sur le Comité des parties prenantes consultez notre site grdf.fr.

« Vert Elles », le réseau qui porte la voix des femmes de GRDF

Le réseau compte désormais 435 membres, répartis dans toutes les régions de GRDF, avec une représentation de 30 à 60 membres dans chacune de nos 6 régions. Le siège reste également bien représenté. Ce réseau est ouvert à toutes les femmes du siège et

des régions, quel que soit leur collège, ainsi qu'à tous les hommes de GRDF souhaitant contribuer et agir.

Les ambitions du réseau sont multiples :

- Partager des expériences et faire jouer le réseau,
- Accompagner le passage du plafond de verre et encourager l'entraide,
- Faire évoluer la culture d'entreprise en agissant pour le collectif et en faveur de l'équité.

En 2025, le réseau a priorisé trois champs d'actions, incluant deux partenariats avec le réseau GazPride :

- Comprendre pour agir contre le sexisme et les LGBT phobies,
- Démystifier le mentorat et inciter chacun à passer à l'action, que ce soit en tant que mentor ou mentoré, en soulignant le mentorat comme un levier puissant pour la progression individuelle, la diversité et la cohésion collective,
- Et toujours savoir prendre sa place.

À l'occasion de la semaine du 8 mars 2025, le réseau Vert Elles a réalisé une série de portraits rendant hommage aux femmes à travers les âges. Ces portraits de femmes inspirantes ont créé un dialogue entre engagement personnel et reconnaissance collective, valorisant les exploits des femmes qui ont façonné l'histoire, transformé les sociétés et repoussé les frontières du possible. L'exposition a permis de leur rendre leur voix.

Parmi les actions emblématiques du réseau, les formations « Taking the stage » continuent de connaître un succès notable en 2025. Deux promotions, les Promo VIII et IX, ont rassemblé une douzaine de salariées chacune. Formées par deux animatrices du réseau Vert Elles, ces promotions ont vu la participation de femmes issues des collèges Exécution et Maîtrise, avec des résultats rapidement mesurables. Les formations visent à apprendre à écrire un texte impactant, savoir le présenter et se mettre en valeur.

Le réseau Vert Elles collabore également avec d'autres parties prenantes de GRDF, tels que les acteurs de la prévention santé sécurité, pour concevoir et animer des modules de sensibilisation destinés aux managers sur les sujets d'égalité professionnelle et de handicap.

Depuis janvier 2022, le partenariat signé avec l'association « Elles bougent » et renouvelé pour la 5^e année consécutive en 2025, permet de renforcer l'engagement de GRDF dans la mixité au sein des secteurs industriels et technologiques, en combattant les stéréotypes et en incitant les jeunes filles à envisager des carrières dans ce secteur. En 2025, plus de 2600 jeunes filles ont été sensibilisées par les 105 marraines et relais de GRDF au cours de 58 événements et rencontres organisés par l'association dans les établissements d'études supérieures, les lycées, les collèges et les écoles primaires.

Le réseau Vert Elles est fier de ces réalisations et de l'engagement de chacun pour faire avancer les causes de diversité et d'inclusion au sein de notre entreprise.

6.4 Le Portail Collectivités

Un espace digital à votre service

Accessible sur grdf.fr, le Portail Collectivités est un espace dédié et sécurisé offrant à toutes les collectivités desservies en gaz l'accès à un ensemble de services relatifs au rôle du réseau de gaz sur leur territoire.



En savoir plus

On y retrouve notamment :

- La carte du réseau pour identifier facilement les zones desservies en gaz,
- Les informations autour du développement du gaz vert,
- la mise à disposition des données de consommation des bâtiments de la collectivité dans le respect de la réglementation,
- La liste des incidents en cours avec la possibilité de s'abonner à un service d'alerte,
- Les coordonnées de l'interlocuteur territorial GRDF,
- Un formulaire de contact.

Pour les Collectivités ayant la compétence d'Autorité Organisatrice de la Distribution de Gaz, cet espace est enrichi de tous les documents relatifs au contrat de concession (contrat, avenants, CRAC, fiches synthèse, courriers de redevances...) et d'un accès à la Plateforme des Données Concession (PDC) comportant de nombreux jeux de données détaillés reflétant l'activité du concessionnaire sur le périmètre de chaque commune de la concession.

Lexique

Branchement particulier

Le branchement particulier est la partie située juste en amont du compteur et qui permet de le raccorder aux parties de l'installation commune (conduite d'immeuble, conduite montante, conduite de cursive, nourrice de compteur).

Branchement

Tuyauterie reliant une canalisation du réseau de distribution au poste de livraison ou, en son absence, au compteur. Quand celui-ci alimente un immeuble avec plusieurs logements c'est un « branchement collectif », dans tous les autres cas il s'agit d'un « branchement individuel ».

Catalogue des prestations

Liste des prestations disponibles pour les clients et les fournisseurs, établie par GRDF et publiée sur le site www.grdf.fr.

Client final

Personne physique ou morale raccordée au réseau et ayant un PCE actif. Il est destinataire de la facturation émise par son fournisseur.

Compteur

Appareil de mesure du volume de gaz livré au client. Selon le cas, il fait partie du dispositif local de mesurage ou le constitue.

Compteur domestique

Compteur dont le débit nominal est strictement inférieur à 16 m³/h. Il s'agit donc des compteurs de type G4 (6 m³/h) et G6 (10 m³/h).

Compteur Industriel

Compteur dont le débit nominal est supérieur ou égal à 16 m³/h. Il s'agit donc des compteurs de type G10 (16 m³/h) et au-delà.

Concentrateur

Le concentrateur est un matériel assurant le relais entre les compteurs et les systèmes d'information de GRDF.

Conditions standard de livraison (CSL)

Les conditions standard de livraison (CSL) s'appliquent au client dont l'index au compteur est relevé semestriellement, quel que soit le débit maximum du compteur. Vous trouverez plus d'information dans le « Catalogue des prestations de GRDF » au chapitre « Conditions générales » disponible sur le site www.grdf.fr.

Conduite d'immeuble (CI)

La conduite d'immeuble est une tuyauterie qui peut être uniquement à l'intérieur de l'immeuble ou en partie à l'extérieur lorsque le coffret gaz est situé à distance de l'immeuble desservi.

Conduite montante (CM)

La conduite montante est une tuyauterie verticale pour la plus grande partie, raccordée à la conduite d'immeuble et alimentant les différents niveaux de l'immeuble.

Conduites de distribution gaz

Tuyaux enterrés qui distribuent le gaz depuis les points d'injection transport ou biométhane jusqu'aux branchements.

Contrat d'acheminement

Contrat signé entre le gestionnaire du réseau de distribution (GRD) et un fournisseur d'énergie, en application duquel le GRD achemine le gaz vers le client final.

Contrat de fourniture

Contrat signé entre le client final et un fournisseur d'énergie de son choix, en application duquel celui-ci lui facture sa consommation de gaz.

Degré-jour (de chauffe)

Il correspond à la différence entre la température à partir de laquelle on considère que l'on commence à chauffer (16 °C) et la température extérieure. De fait, un degré-jour de chauffe ne peut être que positif, quand celui-ci est à 0 la température est au-dessus de 16°C. Par exemple, s'il fait -4 °C le degré-jour correspondra à 20.

Dispositif de mesurage

Ensemble des équipements de mesure, de calcul et de télétransmission localisés à l'extrémité aval du réseau de distribution, utilisé par le Distributeur pour déterminer les quantités livrées au point de livraison et leurs caractéristiques.

Fournisseur

Prestataire titulaire d'une autorisation délivrée par le ministère de la Transition écologique, qui vend une quantité de gaz au client en application d'un contrat de fourniture.

Gestionnaire du réseau de distribution (GRD)

Le gaz est transporté par grandes quantités et sur de longues distances par le gestionnaire du réseau de transport (GRT) communément désigné « transporteur ». Sur le territoire concédé, il est ensuite acheminé vers les clients finals par GRDF, le gestionnaire du réseau de distribution (GRD) communément désigné « distributeur ».

GNV

Le GNV (gaz naturel pour véhicule) correspond à l'utilisation du gaz comme carburant. C'est le même gaz que celui utilisé pour le chauffage ou la cuisson. Le GNV existe sous deux états ; liquide (GNL) ou comprimé (GNC).

Installation intérieure

L'installation intérieure du client commence à l'aval du compteur. Dans le cas des conduites montantes sans compteur individuel, elle commence à l'aval du robinet de coupure individuelle.

IRIS

Les IRIS (ilots regroupés pour l'information statistique) sont définis par l'INSEE et constituent la brique de base en matière de diffusion des données infra-communales. Il doit respecter des critères géographiques, démographiques et avoir des contours identifiants sans ambiguïté et stables dans le temps.

Normo mètre cube (Nm3)

Quantité de gaz sec (exempt de vapeur d'eau) qui occupe un volume d'un mètre cube.

PCE

Point de Comptage et d'Estimation (PCE)

Poste d'injection

Équipement clef de l'intégration du biométhane au réseau GRDF. Il permet, en aval du méthaniseur et de l'épurateur du producteur, d'odoriser, de contrôler, de compter et d'injecter le gaz dans le réseau de distribution local.

Poste de livraison

Installation située à l'extrémité aval du réseau de distribution, assurant généralement les fonctions de détente et de régulation de pression, ainsi que la mesure, le calcul et la télétransmission d'éléments permettant de déterminer les quantités livrées au point de livraison.

Pouvoir calorifique supérieur (PCS)

Quantité de chaleur (en KWh) dégagée par la combustion complète d'un mètre cube de gaz sec donné dans l'air, à une pression constante (1,01325 bar) et à une température initiale de zéro celsius.

Pression de livraison

Pression relative du gaz au point de livraison.

Quantité acheminée

Quantité de gaz livrée au point de livraison déterminée par relevé du compteur. En cas de dysfonctionnement du compteur, la quantité consommée peut être corrigée. En cas d'absence du client lors du relevé et lorsque le compteur est inaccessible, la quantité acheminée est estimée.

Rebours

La technique de rebours consiste à comprimer le biométhane non consommé sur un réseau de distribution pour ensuite l'injecter vers le réseau de pression supérieure. Il permet ainsi le renvoi du gaz vers une zone de consommation de gaz plus éloignée. On peut alors accueillir un maximum de gaz verts en permettant l'injection de biométhane, même en période de faibles consommations.

Réseau de distribution

Le réseau de distribution est composé des ouvrages de distribution qui permettent au gestionnaire du réseau de distribution (GRDF) d'acheminer le gaz jusqu'aux clients finals (résidentiels, entreprises, bâtiments tertiaires...).

Réseau BP

Le Réseau BP (basse pression). La pression de livraison de ce réseau est inférieure ou égale à 50 millibars.

Réseau MPA

Le Réseau MPA (moyenne pression de type a). La pression de livraison de ce réseau peut être comprise entre 50 millibars et 0,4 bar.

Réseau MPB

Le réseau MPB (moyenne pression de type b). La pression de livraison de ce réseau peut être comprise entre 0,4 bar et 4 bars.

Réseau MPC

Le Réseau MPC (moyenne pression de type c). La pression de livraison de ce réseau peut être comprise entre 4 et 25 bars.

Compte rendu d'activité de concession 2025

Regroupement Pivot et Constitutifs SIGEIF



Directeur de publication : Jérôme Chamblin
Rédacteurs : Aude Dalle, Emilio Soba, Valentine Thomas
Date de création : juin 2026



Compte rendu d'activité créé par la Solution PADDIX® (www.paddix.com)
Réalisé par IDIX - www.idix.fr





QUEL QUE SOIT
VOTRE FOURNISSEUR

L'énergie est notre avenir,
économisons-la!

GRDF, Société Anonyme au capital de 1835 695 000 euros.
Siège social : 17 rue des Bretons, 93210 Saint-Denis.
RCS Bobigny 444 786 511

